



CHAPITRE 84

Loi de la Communauté urbaine de Montréal

[Sanctionnée le 23 décembre 1969]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

TITRE I

COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL

SECTION I

DÉFINITIONS

Interprétation:

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les expressions et mots suivants désignent respectivement:

« Communauté urbaine »; la corporation constituée par l'article 2;

« comité exécutif »; le comité exécutif de la Communauté;

« Conseil »; le conseil de la Communauté;

« territoire de la Communauté »; l'ensemble du territoire des municipalités mentionnées à l'annexe A;

« municipalité »; toute corporation municipale mentionnée à l'annexe A;

« secteur »; une division géographique mentionnée à l'annexe A;

« Conseil de sécurité publique » ou « Conseil de sécurité »; le Conseil de sécurité publique de la Communauté constitué par l'article 196;

« ministre »; le ministre des affaires municipales.

CHAPTER 84

Montreal Urban Community Act

[Assented to 23rd December 1969]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

TITLE I

MONTREAL URBAN COMMUNITY

DIVISION I

DEFINITIONS

Interpretation:

1. In this act, unless the context imposes a different meaning, the following expressions and words mean respectively:

(a) "Urban Community" or "Community": the corporation constituted by section 2;

(b) "executive committee": the executive committee of the Community;

(c) "Council": the Council of the Community;

(d) "territory of the Community": the whole of the territory of the municipalities mentioned in Schedule A;

(e) "municipality": every municipal corporation mentioned in Schedule A;

(f) "sector": any geographical division mentioned in Schedule A;

(g) "Public Security Council" or "Security Council": the Public Security Council of the Community constituted by section 196;

(h) "Minister": the Minister of Municipal Affairs.

SECTION II

CONSTITUTION DE LA COMMUNAUTÉ

Constitu- **2.** Les habitants et contribuables des
tion. municipalités et leurs successeurs ainsi que
les municipalités elles-mêmes forment une
Nom. corporation publique sous le nom, en fran-
çais, de « Communauté urbaine de Mont-
réal » et, en anglais, de « Montreal Urban
Community ».

Pouvoirs **3.** La Communauté est une corpora-
d'une cor- tion au sens du Code civil; elle est investie
poration. des pouvoirs généraux d'une telle corpora-
tion et des pouvoirs particuliers que la pré-
sente loi lui confère.

Siège **4.** La Communauté a son siège social
social. dans son territoire, à l'endroit qu'elle dé-
termine par règlement dont avis est publié
dans la *Gazette officielle du Québec*; elle peut
aussi le transporter de la même façon à
tout autre endroit de ce territoire.

Secteurs. **5.** Le territoire de la Communauté est
divisé en cinq secteurs.

Exercice **6.** Les pouvoirs de la Communauté
des sont exercés par le Conseil, sauf quant
pouvoirs. aux matières qui sont déclarées être du
ressort du comité exécutif et le Conseil agit
par résolution sauf dans les cas où la
présente loi indique un règlement.

SECTION III

COMITÉ EXÉCUTIF

§ 1.—Composition

Composi- **7.** Le comité exécutif se compose de
tion. douze membres choisis parmi les membres
du Conseil, dont un président et un vice-
président.

Membres Les sept membres du comité exécutif
ex officio. de la Ville de Montréal sont *ex officio*
membres du comité exécutif.

Désigna- Un membre pour chacun des secteurs
tion par « est », « centre-ouest » et « ouest » et
secteurs. deux membres pour le secteur « centre »

DIVISION II

CONSTITUTION OF THE COMMUNITY

2. The inhabitants and ratepayers of
the municipalities, and their successors
and the municipalities themselves, shall
be a public corporation under the name of
"Montreal Urban Community" in English
and "Communauté urbaine de Montréal"
in French.

3. The Community shall be a corpora-
tion within the meaning of the Civil Code;
it shall have the general powers of such a
corporation and such special powers as
are assigned to it by this act.

4. The corporate seat of the Com-
munity shall be within its territory, at
such place as it shall determine by by-law,
a notice of which shall be published in the
Québec Official Gazette; it may also in the
same manner transfer such corporate seat
to any other place within such territory.

5. The territory of the Community
shall be divided into five sectors.

6. The powers of the Community shall
be exercised by the Council, except as
regards those matters which are declared
to be within the jurisdiction of the
executive committee and the Council shall
act by resolution except where this act
provides for a by-law.

DIVISION III

EXECUTIVE COMMITTEE

§ 1.—Composition

7. The executive committee shall con-
sist of twelve members chosen from among
the members of the Council, including a
chairman and a vice-chairman.

The seven members of the executive
committee of the City of Montreal shall
be members *ex officio* of the executive
committee.

One member for each of the "east",
"centre-west" and "west" sectors and
two members for the "centre" sector shall

sont désignés chacun par l'assemblée des délégués des municipalités du secteur dont il s'agit, convoquée et tenue de la manière ci-après prévue.

Serments. Ils prêtent, avant d'entrer en fonction, les serments prévus à la Loi des employés publics (Statuts refondus, 1964, chapitre 12).

Convocation des délégués. 8. Pour les fins de la désignation des membres du comité exécutif par les délégués des municipalités d'un secteur autre que le secteur de Montréal, ces délégués sont convoqués à une assemblée par le secrétaire de la Communauté au moyen d'un avis qu'il adresse à chacune des municipalités du secteur au moins quinze jours avant la date de l'assemblée; cet avis doit indiquer la date, l'heure et le lieu de l'assemblée.

Nombre de délégués. 9. Chaque municipalité a droit à un délégué à cette assemblée; le maire y est d'office délégué.

Remplacement du maire. Au cas de refus ou d'incapacité d'agir du maire, le conseil de la municipalité désigne comme délégué un autre de ses membres, par résolution dont copie doit être transmise à la Communauté avant l'assemblée.

Quorum. La majorité des délégués des municipalités constitue le quorum.

Secrétaire préside. 10. Le secrétaire de la Communauté préside cette assemblée et détermine la procédure qui y est applicable, sous réserve des dispositions qui suivent.

Candidatures. 11. Un délégué peut proposer, par écrit remis au secrétaire, la candidature de toute personne éligible à la charge de membre du comité exécutif.

Contenu de l'écrit. L'écrit doit indiquer les nom, prénoms et qualités du candidat et être signé par le délégué qui le propose.

Fermeture de mise en candidature. 12. La mise en candidature se termine une heure après qu'elle a été déclarée ouverte par le secrétaire au cours de l'assemblée.

each be appointed by the meeting of the delegates of the municipalities of the sector concerned, called and held in the manner hereinafter provided.

Before taking office, they shall take the oaths provided in the Public Officers Act (Revised Statutes, 1964, chapter 12).

8. For the purposes of the appointment of the members of the executive committee by the delegates of the municipalities of a sector other than the Montreal sector, such delegates shall be convened to a meeting by the secretary of the Community by a notice which he shall send to each of the municipalities of the sector at least fifteen days before the date of the meeting; such notice shall indicate the date, hour and place of the meeting.

9. Each municipality shall be entitled to one delegate at such meeting; the mayor shall be the delegate *ex officio* thereat.

If the mayor refuses or is unable to act, the council of the municipality shall appoint as delegate another of its members, by a resolution a copy of which must be sent to the Community before the meeting.

A majority of the delegates of the municipalities shall constitute a quorum.

10. The secretary of the Community shall preside over such meeting and shall determine the procedure applicable thereto, subject to the provisions which follow.

11. A delegate may, by a written notice delivered to the secretary, nominate any eligible person as a candidate for the office of member of the executive committee.

The notice must state the surname, given names and qualifications of the candidate and be signed by the delegate making the nomination.

12. The nomination of candidates shall cease one hour after it has been declared open by the secretary during the meeting.

Oaths.

Calling meeting of delegates.

Delegates.

Replacement of mayor.

Quorum.

Secretary to preside.

Nominations.

Contents.

Closing of nominations.

Élection par acclamation.	13. Si, à l'expiration du délai fixé pour la mise en candidature, il n'y a pas plus de candidats que de charges à remplir, le secrétaire les déclare élus.	13. If, at the expiry of the delay fixed for the nomination of candidates, there are not more candidates than offices to be filled, the secretary shall declare them elected.	Acclamation.
Scrutin.	Dans le cas contraire, il ordonne un scrutin.	In every other case, he shall order a poll to be held.	Poll.
Vote.	14. Chaque délégué a droit à un vote et l'élection se fait à la majorité des voix des délégués présents.	14. Each delegate shall be entitled to one vote and the election shall be by a majority vote of the delegates present.	Voting by delegates.
Secret.	15. Le vote a lieu au scrutin secret.	15. The vote shall be by secret ballot.	Secrecy.
Nombre de votes.	16. Chaque délégué peut voter pour autant de candidats qu'il y a de postes à remplir.	16. Each delegate may vote for as many candidates as there are positions to be filled.	Number of votes.
Addition des votes, etc.	17. Immédiatement après la clôture du scrutin, le secrétaire compte les bulletins et additionne les votes donnés en faveur de chaque candidat. Il déclare ensuite élus les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de votes.	17. Immediately after the close of the poll, the secretary shall count the ballots and add up the votes given in favour of each candidate. He shall then declare elected the candidates who have obtained the greatest number of votes.	Counting of votes, etc.
Égalité.	Au cas d'égalité des votes entre deux candidats, un nouveau scrutin est tenu pour les départager.	In the case of a tie vote between two candidates, a new poll shall be held to decide the matter.	Tie vote.
Mandat des membres.	18. La durée du mandat de chaque membre du comité exécutif, y compris le président et le vice-président, est de quatre ans mais si un tel membre cesse d'être membre du Conseil avant l'expiration de ces quatre années, son mandat se termine à la date à laquelle il cesse d'être ainsi membre du Conseil; en ce cas, il reste toutefois en fonction jusqu'à la désignation de son successeur.	18. The term of office of each member of the executive committee, including the chairman and vice-chairman, shall be four years, but if such a member ceases to be a member of the Council before the expiry of such four years, his term of office shall expire on the date on which he ceases so to be a member of the Council; in such case, he shall nevertheless remain in office until his successor is appointed.	Term of office of members.
Expiration de mandat de maire ou conseiller.	Pour les fins de l'alinéa précédent, un membre du comité exécutif ne cesse pas d'être membre du Conseil à l'expiration de la durée de son mandat de maire ou de membre du conseil d'une municipalité pourvu qu'il soit mis en candidature à un tel poste à l'élection qui suit, qu'il y soit élu et, dans le cas d'un membre du comité exécutif de la Ville de Montréal, qu'il y soit réélu.	For the purposes of the preceding paragraph, a member of the executive committee shall not cease to be a member of the Council upon the expiry of his term of office as mayor or as a member of the council of a municipality, provided that he is nominated as a candidate for such a position at the ensuing election, is elected thereat and, in the case of a member of the executive committee of the City of Montreal, is re-elected at such election.	Term of office continued.
Démission.	En cas de démission d'un membre du comité exécutif, y compris le président et le vice-président, la démission prend effet à la date de la réception, par le secrétaire de la Communauté, d'un avis écrit à cet effet, signé par le démissionnaire,	In the case of the resignation of a member of the executive committee, including the chairman and the vice-chairman, the resignation shall take effect upon the date of receipt by the secretary of the Community of a written notice to	Resignation.

sauf dans le cas d'un membre représentant la Ville de Montréal; dans ce dernier cas, cette démission prend effet en même temps que sa démission comme membre du comité exécutif de la Ville de Montréal en vertu de la charte de cette dernière.

such effect, signed by the person resigning, except in the case of a member who represents the City of Montreal; in the latter case, such resignation shall take effect at the same time as his resignation as member of the executive committee of the City of Montreal under the charter of such city.

Vacances. 19. Toute vacance au sein du comité exécutif doit être comblée dans les trente jours de la date où elle survient, de la même manière, *mutatis mutandis*, que pour la désignation du membre à remplacer.

Vacancies. 19. Any vacancy on the executive committee shall be filled, within thirty days of the date on which it occurs, in the same manner, *mutatis mutandis*, as for the appointment of the member to be replaced.

Idem. Toute vacance qui n'est pas comblée dans le délai imparti peut l'être par le ministre.

Idem. Any vacancy not filled within the prescribed delay may be filled by the Minister.

Désignation du président, etc. 20. Le président et le vice-président du comité exécutif sont désignés par résolution du Conseil; ils sont choisis parmi les membres du comité exécutif.

Appointment of chairman, etc. 20. The chairman and the vice-chairman of the executive committee shall be appointed by resolution of the Council; they shall be chosen from among the members of the executive committee.

Restriction. Ces deux postes ne peuvent pas être occupés simultanément par deux membres du comité exécutif de la Ville de Montréal ou par deux membres du comité exécutif désignés par d'autres secteurs que le secteur de Montréal.

Restriction. Such two positions shall not be held at the same time by two members of the executive committee of the City of Montreal or by two members of the executive committee appointed by other sectors than the Montreal sector.

Election du président, etc. 21. Aucune élection à la présidence ou à la vice-présidence du comité exécutif ne peut avoir lieu pendant que ce comité compte moins de douze membres et en ce cas, le délai de trente jours visé à l'article 19 est allongé en conséquence.

Election for chairmanship, etc. 21. No election for the chairmanship or vice-chairmanship of the executive committee shall be held while such committee consists of less than twelve members and in such case, the thirty day delay contemplated in section 19 shall be extended accordingly.

Expiration du mandat du président. 22. Le mandat du président du comité exécutif expire en même temps que son mandat comme membre de ce comité; il demeure toutefois en fonction jusqu'à la désignation de son successeur.

Expiry of term of chairman. 22. The term of office of the chairman of the executive committee shall expire at the same time as his term as member of such committee but he shall remain in office until his successor is appointed.

Expiration du mandat du vice-président. 23. Le mandat du vice-président du comité exécutif expire en même temps que celui du président de ce comité et se termine dans les mêmes circonstances; il expire en outre, sans pour autant que son mandat comme membre du comité exécutif expire, lorsque le mandat du président de ce comité expire.

Expiry of term of vice-chairman. 23. The term of office of the vice-chairman of the executive committee shall expire at the same time as that of the chairman of such committee and in the same circumstances; it shall also expire, without entailing the expiry of his term as member of the executive committee, whenever the term of office of the chairman of such committee expires.

Rémunération et pension.

24. Le président et le vice-président du comité exécutif ainsi que les autres membres de ce comité ont droit à la rémunération et à la pension, contributive ou non, fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil et payées par la Communauté.

24. The chairman and the vice-chairman of the executive committee and the other members of such committee shall be entitled to the remuneration and pension, whether contributory or not, fixed by the Lieutenant-Governor in Council and paid by the Community.

Remuneration and pension.

Dépenses autorisées.

25. Le comité exécutif peut autoriser le paiement des dépenses réellement encourues par un de ses membres pour le compte de la Communauté pourvu qu'elles aient été autorisées par ce comité.

25. The executive committee may authorize the payment of the expenses actually incurred by one of its members on behalf of the Community, provided they have been authorized by such committee.

Payment of members' expenses.

§12.—Fonctions

Responsabilité de l'administration.

26. Le comité exécutif est responsable de l'administration des affaires de la Communauté. Il veille à ce que la loi, les règlements, les résolutions et les décisions du Conseil ainsi que les contrats soient observés et exécutés.

26. The executive committee shall be responsible for the management of the affairs of the Community. It shall see that the law, the by-laws, the resolutions and decisions of the Council and the contracts are complied with and carried out.

Responsibility for management.

Relations avec les fonctionnaires.

À ces fins, il peut, de sa propre initiative, prendre toutes les mesures qu'il juge utiles et transmettre aux fonctionnaires de la Communauté les instructions appropriées; le comité exécutif peut requérir de tout fonctionnaire de la Communauté, par l'entremise de son président ou de son vice-président, tout renseignement dont il a besoin.

For such purposes, it may of its own motion take all such steps as it deems expedient and give appropriate instructions to the officers of the Community; the executive committee may require of any officer of the Community, through its chairman or vice-chairman, any information that it needs.

Dealings with officers of Community.

Préparation des plans, etc.

27. Le comité exécutif veille à la préparation des plans et devis et aux demandes de soumissions.

27. The executive committee shall see to the preparation of plans and specifications, and to the calling for tenders.

Preparation of plans, etc.

Pouvoirs du comité.

28. Le comité exécutif peut, sur rapport du secrétaire-général de la Communauté et du directeur du service intéressé:

28. The executive committee, upon a report of the secretary-general of the Community and of the director of the department concerned, may:

Powers of committee.

a) accepter pour les fins de la Communauté, toute cession de biens meubles ou immeubles à titre gratuit;

(a) accept, for Community purposes, any transfer of moveable or immoveable property made by gratuitous title;

b) approuver les plans de bornage des propriétés de la Communauté et de celles des tiers;

(b) approve plans of boundaries between properties of the Community and those of third parties;

c) faire faire toute correction aux plan et livre de renvoi officiels;

(c) have any corrections made in the official plan and book of reference;

d) approuver tout plan de modification au cadastre qui requiert l'approbation de la Communauté;

(d) approve any plan for amending the cadastre which requires the approval of the Community;

e) approuver tout acte de correction de la description d'un immeuble vendu par la Communauté;

(e) approve any deed to correct the description of an immoveable sold by the Community;

f) annuler tout solde de crédits mis à sa disposition à même le budget de la Communauté quand les fins pour lesquelles ces crédits ont été votés sont réalisées;

g) adopter des résolutions concernant toute matière litigieuse et donner aux avocats de la Communauté les instructions appropriées concernant ces matières;

h) louer aux intéressés, pourvu que la durée du bail ou du contrat n'excède pas un an, tout bien meuble ou immeuble que la Communauté a le droit de louer, sauf dans les cas particuliers où l'exercice de ce pouvoir est expressément réservé au conseil de la Communauté;

i) vendre, sur rapport du commissaire à l'évaluation de la Communauté quant à leur valeur, tout bien meuble ou immeuble appartenant à la Communauté et dont la valeur n'excède pas \$10,000.

(f) cancel any balance of credits placed at its disposal out of the budget of the Community when the purposes for which such credits were voted are achieved;

(g) make resolutions concerning all litigious matters and give the attorneys of the Community the requisite instructions respecting such matters;

(h) lease to interested parties, provided the term of the lease or of the contract does not exceed one year, any moveable or immoveable property which the Community has the right to lease, except in special cases where the exercise of this power is expressly reserved to the Council of the Community;

(i) sell, upon a report of the valuation commissioner of the Community as to its value, any moveable or immoveable property belonging to the Community the value of which does not exceed \$10,000.

Nomina-
tion de
fonction-
naires, etc.

29. Sauf prescription contraire de la présente loi, le comité exécutif nomme tous les fonctionnaires de la Communauté et fixe leurs traitements.

29. Save where otherwise provided in this act, the executive committee shall appoint all the officers of the Community and shall fix their salaries. Appoint-
ment of
officers,
etc.

Autori-
sation de
paiements.

30. Le comité exécutif autorise le paiement de toutes les sommes dues par la Communauté, en observant les formalités, restrictions et conditions prescrites par la présente loi.

30. The executive committee shall authorize the payment of all sums due by the Community, observing the formalities, restrictions and conditions prescribed by this act. Sums due
by Com-
munity.

Crédits
à la
disposition
du comité.

31. Sous réserve des dispositions de la présente loi, les crédits votés par le conseil de la Communauté soit par voie de budget, soit à même le produit des emprunts, soit autrement, restent à la disposition du comité exécutif, qui veille à leur emploi pour les fins auxquelles ils ont été votés, sans autre approbation du Conseil.

31. Subject to the provisions of this act, the credits voted by the Council of the Community, either by the budget or out of the proceeds of loans or otherwise, shall remain at the disposal of the executive committee, which must see that they are used for the purposes for which they were voted, without further approval by the Council. Appropri-
ations at
disposal
of com-
mittee.

Contrats
soumis au
Conseil.

32. Le comité exécutif doit soumettre au Conseil tous les projets de contrats entraînant une dépense excédant \$5,000 ou une dépense non prévue au budget.

32. The executive committee must submit to the Council every draft contract involving an expenditure of more than \$5,000 or an expenditure not provided for in the budget. Contracts
submitted
to
Council.

Octroi de
certains
contrats.

Cependant, le comité exécutif peut, s'il y est autorisé par règlement du Conseil, octroyer au plus bas soumissionnaire des contrats entraînant une dépense n'excédant pas \$10,000; il peut aussi, sous réserve des dispositions de l'article 111, après demande de soumissions et sans l'autori-

Nevertheless, the executive committee, if so authorized by by-law of the Council, may grant to the lowest bidder contracts involving an expenditure of not more than \$10,000; it may also, subject to section 111, after calling for tenders and without the Council's authorization, award any con- Granting
of
contracts.

sation du Conseil, consentir tout contrat dont le prix n'excède pas le montant mis à sa disposition pour cette fin.

tract the price of which does not exceed the amount placed at its disposal for such purpose.

Règlement
de régie
interne.

33. Le comité exécutif peut, avec l'approbation du Conseil, adopter un règlement relatif à sa gouverne et à sa régie interne, sous réserve des dispositions de la présente loi.

33. The executive committee, with the approval of the Council, may make a by-law respecting its government and its internal management, subject to the provisions of this act.

Rapport
au
Conseil.

34. Le comité exécutif peut, de son propre chef, faire rapport au Conseil sur toute matière relevant de la compétence du comité exécutif ou du Conseil.

34. The executive committee may of its own right, make a report to the Council on any matter within the competence of the executive committee or of the Council.

Rensei-
gnements.

Le comité exécutif doit fournir au Conseil tout renseignement qui lui est demandé par écrit par un membre du Conseil.

The executive committee shall furnish the Council with any information requested of it in writing by a member of the Council.

Devoir du
président.

35. Le président du comité exécutif a la direction des affaires et des activités de la Communauté ainsi que de ses fonctionnaires et employés sur lesquels il a droit de surveillance et de contrôle. Il veille à l'observance et à l'exécution fidèle et impartiale de la présente loi et des règlements de la Communauté et des décisions prises par cette dernière.

35. The chairman of the executive committee shall direct the affairs and activities of the Community and its officers and employees, over whom he shall have a right of supervision and control. He shall see to the observance and faithful and impartial carrying out of this act and of the by-laws of the Community and of the decisions taken by it.

Membre
des comi-
tés, etc.

Il est d'office membre de tout comité et de toute commission constitués par le comité exécutif ou par le Conseil de la Communauté.

He shall be a member *ex officio* of every committee and of every commission constituted by the executive committee or by the council of the Community.

Pouvoirs
du vice-
président.

36. Le vice-président du comité exécutif exerce tous les pouvoirs du président au cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier.

36. The vice-chairman of the executive committee shall exercise all the powers of the chairman if the latter is absent or unable to act.

§ 3.—Procédure

§ 3.—Procedure

Présidence
des assem-
blées.

37. Les assemblées du comité exécutif sont présidées par le président de ce comité; au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président ou de vacance de sa charge, elles le sont par le vice-président; au cas d'absence ou d'incapacité d'agir de l'un et de l'autre ou de vacance de leur charge, les membres présents désignent l'un d'entre eux pour remplacer le vice-président temporairement.

37. The meetings of the executive committee shall be presided over by the chairman of such committee; in the case of absence or inability to act of the chairman or of a vacancy in his office, they shall be presided over by the vice-chairman; in the case of absence or inability to act of both, or of a vacancy in the office of both, the members present shall appoint one of their number to replace the vice-chairman temporarily.

Séances.

38. Les séances du comité exécutif ont lieu à l'endroit, aux jours et aux heures

38. The sittings of the executive committee shall be held at the place and time

fixés par le règlement adopté en vertu des dispositions de l'article 33 de la présente loi.

and on the day fixed by a by-law made under section 33 of this act.

Quorum.

39. Le quorum des assemblées du comité exécutif est de sept membres dont au moins deux désignés par les municipalités autres que la Ville de Montréal.

39. The quorum at meetings of the executive committee shall be seven members, not less than two of whom shall be appointed by the municipalities other than the City of Montreal. Quorum.

Vote.

40. Chaque membre du comité exécutif a un vote, y compris son président; au cas d'égalité des voix, le président ne jouit pas d'un second vote; dans ce cas, la décision est censée rendue dans la négative.

40. Each member of the executive committee, including its chairman, shall have one vote; in the case of a tie vote, the chairman shall not have a second vote; in such case, the decision shall be deemed to be rendered in the negative. Voting.

Disposition applicable.

L'article 54 de la présente loi s'applique, *mutatis mutandis*, aux membres du comité exécutif.

Section 54 of this act shall apply, *mutatis mutandis*, to the members of the executive committee. Provisions to apply.

Signature des rapports, etc.

41. Tout rapport et toute résolution du comité exécutif sont signés par la personne qui a présidé l'assemblée où ils ont été adoptés ou par un membre présent désigné par cette personne ou par le comité exécutif, et par le secrétaire de la Communauté.

41. Every report and resolution of the executive committee shall be signed by the person who presided over the meeting at which they were adopted or by a member present appointed by such person or by the executive committee, and by the secretary of the Community. Signing of reports, etc.

SECTION IV

CONSEIL

§ 1.—Composition

Composition du Conseil.

42. Le conseil de la Communauté se compose du maire et des conseillers de la Ville de Montréal et d'un délégué de chacune des autres municipalités.

Délégués d'office.

Dans le cas des municipalités autres que la Ville de Montréal, le maire est d'office délégué au conseil de la Communauté. Au cas de refus ou d'incapacité d'agir du maire, le conseil de la municipalité désigne comme délégué un autre de ses membres, par résolution dont copie doit être transmise à la Communauté avant la première assemblée où ce délégué doit siéger; cette désignation est valide tant que dure cette incapacité ou ce refus et jusqu'à révocation par le conseil de la municipalité, pourvu que la personne qui en fait l'objet reste membre de ce conseil.

DIVISION IV

COUNCIL

§ 1.—Composition

42. The Council of the Community shall consist of the mayor and councillors of the City of Montreal and one delegate from each of the other municipalities. Composition of Council.

In the case of the municipalities other than the City of Montreal, the mayor shall be the delegate *ex officio* to the Council of the Community. If the mayor refuses or is unable to act, the council of the municipality shall appoint as delegate another of its members, by a resolution a copy of which must be sent to the Community before the first meeting at which such delegate is to sit; such appointment shall be valid as long as such inability or refusal lasts and until it is revoked by the council of the municipality, provided that the person so appointed remains a member of such council. Delegate ex officio to Council.

Sièges
conservés
au Con-
seil, etc.

43. Les membres du Conseil nommés membres du comité exécutif conservent leur siège au Conseil et ont droit de voter sur toute proposition, question ou rapport soumis au Conseil.

43. The members of the Council who are appointed members of the executive committee shall retain their seats on the Council and shall be entitled to vote on any motion, matter or report presented or submitted to the Council.

Seats of
members
retained,
etc.

Adresse
des com-
muni-
cations.

44. Tout membre du Conseil doit dans les quinze jours du début de son mandat faire connaître par écrit au secrétaire de la Communauté l'adresse dans le territoire de la Communauté où toutes les communications officielles de la Communauté doivent lui être adressées. Il peut de la même façon changer cette adresse.

44. Within the first fifteen days of his term of office, every member of the Council shall inform the secretary of the Community in writing of the address in the territory of the Community at which all official communications of the Community must be sent to him. He may in the same manner change such address.

Address
for official
commu-
nications.

§ 2.—Assemblées

§ 2.—Meetings

Date des
assem-
blées.

45. Les assemblées régulières du Conseil ont lieu au moins tous les deux mois. La date de chacune de ces assemblées est fixée par le Conseil et l'avis de convocation doit mentionner qu'il s'agit d'une assemblée régulière.

45. The regular meetings of the Council shall be held at least every two months. The date of each of such meetings shall be fixed by the Council and the notice of convocation shall mention that it is for a regular meeting.

Regular
meetings.

Proposi-
tion pour
que le
comité
fasse
rapport.

À une assemblée régulière du Conseil, tout membre peut, à la condition qu'il en ait avisé par écrit le secrétaire de la Communauté en temps utile pour que ce dernier inscrive cette question à l'ordre du jour, proposer que le comité exécutif fasse rapport au Conseil sur toute matière de la compétence de ce dernier; ce membre peut alors exposer les motifs à l'appui de sa proposition et, si cette dernière est secondée, tout autre membre du Conseil a le même droit de parole sur cette proposition; si cette proposition est adoptée par la majorité des membres du Conseil ou, si elle concerne un ou plusieurs secteurs, par la majorité des membres de ce ou ces secteurs, le comité exécutif doit faire rapport au Conseil à la prochaine assemblée régulière en vue de l'adoption d'une mesure, et cette question fait partie de l'ordre du jour de cette assemblée.

At a regular meeting of the Council, any member, provided he has notified the secretary of the Community in writing thereof within the prescribed delay in order to have such secretary enter such matter on the agenda paper, may make a motion that the executive committee report to the Council on any matter within the Council's competence; such member may then state the reasons in support of his motion, and if such motion is seconded, any other member of the Council shall have the same right to speak upon such motion; if such motion is passed by the majority of the members of the Council or, if it relates to one or more sectors, by the majority of the members of such sector or sectors, the executive committee shall report to the Council at the next regular meeting in order to have a measure passed, and such matter shall be included in the agenda paper for such meeting.

Motion
for com-
mittee to
report.

Ordre
du jour.

46. Sous réserve des dispositions de l'article 45, l'ordre du jour de chaque assemblée régulière du Conseil doit être dressé par le comité exécutif.

46. Subject to section 45, the agenda paper for each regular meeting of the Council must be prepared by the executive committee.

Agenda
paper.

Assem-
blées spé-
ciales.

47. Les assemblées spéciales du Conseil sont convoquées par le secrétaire de la Communauté à la demande du président

47. The special meetings of the Council shall be called by the secretary of the Community upon the request of the chair-

Special
meetings.

du Conseil, du président du comité exécutif, du comité exécutif lui-même ou à la demande écrite d'au moins quinze membres du Conseil; l'avis de convocation tient lieu de l'ordre du jour.

man of the Council, of the chairman of the executive committee or of the executive committee itself, or upon the written application of not less than fifteen members of the Council; the notice of convocation shall be in lieu of the agenda paper.

Affaires considérées.

À une assemblée spéciale du Conseil et à tout ajournement d'une telle assemblée, on ne peut prendre en considération que les affaires spécifiées dans l'avis de convocation.

At a special meeting of the Council, and at any adjournment of such meeting, no business but that specified in the notice of convocation shall be considered.

Business to be considered.

Expédition de l'ordre du jour, etc.

48. Une copie de l'ordre du jour de toute assemblée régulière et l'avis de convocation de toute assemblée doivent être expédiés par le secrétaire de la Communauté et livrés par un fonctionnaire de la Communauté ou un agent de la paix, à chaque membre du Conseil, au moins trois jours avant l'assemblée.

48. A copy of the agenda paper for every regular meeting and the notice of convocation of every meeting must be sent by the secretary of the Community and delivered by an officer of the Community or a peace officer to each member of the Council, at least three days before the meeting.

Copy of agenda paper, etc., to be sent.

Ajournements.

49. Lorsqu'à une assemblée spéciale ou régulière les affaires soumises n'ont pu être entièrement expédiées la première journée, le Conseil doit s'ajourner à une date ultérieure qui ne doit pas être postérieure au huitième jour suivant la date de cette assemblée.

49. Whenever, at a special or regular meeting, the business submitted could not be entirely disposed of on the first day, the Council must adjourn to a subsequent date which must not be later than the eighth day following the date of such meeting.

Adjournments.

Suspension à minuit.

Lorsqu'à l'heure de minuit le Conseil n'a pas décidé lui-même de l'ajournement, la séance est automatiquement suspendue à compter de ce moment, sauf pour les fins de déterminer la date de l'ajournement, et à défaut par le Conseil de fixer une date d'ajournement avant une heure du matin, l'assemblée est automatiquement ajournée au jour juridique suivant, à sept heures trente du soir.

When, at the hour of midnight, the Council itself has not decided as to the adjournment, the sitting shall be automatically suspended from such time, except for the purposes of fixing the date of adjournment, and if the Council fails to fix a date of adjournment before one o'clock in the morning, the meeting shall automatically be adjourned to the next following juridical day, at seven thirty in the evening.

Suspension at midnight.

Jour non juridique.

Pour les fins du présent article, le samedi est considéré comme non juridique.

For the purposes of this section, Saturday shall be considered a non-juridical day.

Saturday not juridical.

Règlement.

50. Le Conseil peut adopter un règlement relatif à sa gouverne et à sa régie interne.

50. The Council may make a by-law respecting its government and its internal management.

By-law.

Assemblées publiques. Quorum.

51. Les assemblées du Conseil sont publiques.

51. The meetings of the Council shall be open to the public.

Meetings public.

Le quorum des séances du Conseil est formé par la majorité des membres dont au moins le tiers des représentants de la Ville de Montréal et dont au moins le

The quorum at sittings of the Council shall consist of the majority of the members, including at least one-third of the representatives of the City of Montreal

Quorum.

tiers des représentants des autres municipalités du territoire de la Communauté.

and at least one-third of the representatives of the other municipalities in the territory of the Community.

Nombre
de voix.

52. Sur toute question soumise au Conseil, chaque membre désigné par les municipalités autres que la Ville de Montréal a droit à une voix par 1000 habitants de la municipalité qu'il représente; chaque fraction inférieure à la demie est ignorée et chaque fraction égale ou supérieure à la demie confère une voix additionnelle à ce membre.

52. On any matter submitted to the Council, each member appointed by the municipalities other than the City of Montreal shall be entitled to one vote for each one thousand inhabitants of the municipality which he represents; each fraction lower than one half shall be disregarded and each fraction equal to or higher than one half shall confer one additional vote upon such member.

Number
of votes.

Idem.

Sur toute question soumise au Conseil, chaque membre représentant la Ville de Montréal dispose d'un nombre de voix égal à la population de la Ville de Montréal divisée par mille fois le nombre de membres du Conseil représentant cette ville; chaque fraction de ce résultat inférieure à la demie est ignorée et chaque fraction égale ou supérieure à la demie confère une voix additionnelle à chacun des membres du Conseil représentant la Ville de Montréal.

On any matter submitted to the Council, each member representing the City of Montreal shall have a number of votes equal to the population of the City of Montreal divided by one thousand times the number of the members of the Council representing such city; each fraction of such result lower than one half shall be disregarded and each fraction equal to or higher than one half shall confer one additional vote upon the members of the Council representing the City of Montreal.

Idem.

Décisions
à la
majorité.

53. Les décisions du Conseil sont prises à la majorité des voix, cette majorité devant comporter les voix d'au moins le tiers des membres présents désignés par la Ville de Montréal et d'au moins la moitié des membres présents désignés par les autres municipalités.

53. The decisions of the Council shall be taken by a majority vote; such majority must include the votes of at least one-half of the members present appointed by the City of Montreal and at least one-half of the members present appointed by the other municipalities.

Decisions
by major-
ity vote.

Obliga-
tion de
voter.

54. Tout membre du Conseil présent à une assemblée est tenu de voter. Cependant aucun membre du Conseil n'a le droit de voter sur une question dans laquelle il a, par lui-même ou par son associé, un intérêt pécuniaire et direct et il est tenu de dénoncer cet intérêt; n'est pas considérée un intérêt pécuniaire et direct l'acceptation ou la réquisition de services mis à la disposition du public suivant un tarif établi.

54. Every member of the Council who is present at a meeting must vote. However, no member of the Council shall be entitled to vote upon a matter in which he has a direct pecuniary interest either through himself or through a partner, and he shall be bound to give notice of such interest; the acceptance of or requisition for services made available to the public according to an established tariff shall not be deemed a direct pecuniary interest.

Duty to
vote.

Intérêt
personnel.

Le Conseil, en cas de contestation, décide si le membre a un intérêt personnel dans la question et ce membre n'a pas le droit de voter sur la question de savoir s'il est intéressé.

In case of dispute, the Council shall decide whether the member has a personal interest in the matter, and such member shall not be entitled to vote on the matter of his interest.

Personal
interest.

Procès-
verbaux.

55. Les procès-verbaux des votes et délibérations du Conseil sont tenus et inscrits dans un livre tenu à cette fin par le secrétaire de la Communauté; ils sont signés par le président du Conseil et par le secrétaire de la Communauté; ils sont accessibles à tous les intéressés qui désirent les examiner.

55. The minutes of the votes and proceedings of the Council shall be kept and entered in a book kept for such purpose by the secretary of the Community; they shall be signed by the chairman of the Council and by the secretary of the Community; they shall be open to the inspection of all interested persons who wish to examine them.

Minutes.

Rémuné-
ration.

56. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe la rémunération des membres du Conseil.

56. The Lieutenant-Governor in Council shall fix the remuneration of the members of the Council.

Remu-
neration
of mem-
bers.Paiement
des dé-
penses
autorisées.

Le Conseil peut autoriser le paiement des dépenses réellement encourues par un de ses membres pour le compte de la Communauté pourvu qu'elles aient été autorisées par le Conseil.

The Council may authorize the payment of the expenses actually incurred by one of its members on behalf of the Community, provided that such expenses have been authorized by the Council.

Expenses
of mem-
bers.Réduction
de trai-
tement
au cas
d'absence,
etc.

Il est retranché le montant fixé par règlement de la Communauté du traitement de tout membre du Conseil pour chaque jour où le Conseil siège, si ce membre du Conseil n'assiste pas à la séance ou ne vote pas sur une question mise aux voix ce jour-là, à moins que son absence soit motivée par une impossibilité en fait pour ce membre d'assister à la séance ou s'il s'est abstenu de voter à cause d'un intérêt pécuniaire relativement à la question mise aux voix et qu'il a déclaré cet intérêt à la séance du Conseil.

Such amount as is fixed by by-law of the Community shall be deducted from the salary of any member of the Council for each day on which the Council sits, if such member of the Council does not attend such sitting or does not vote on a matter put to a vote on such day, unless his absence is due to its being impossible in fact for such member to attend such sitting or if he has abstained from voting by reason of a pecuniary interest relating to the matter put to a vote and has declared such interest at the sitting of the Council.

Deduc-
tion from
salary in
case of
absence,
etc.Décision
sur
absence.

57. Il appartient au Conseil de décider en dernier ressort, à la demande d'un de ses membres qui s'est absenté d'une séance, si ce membre a été dans l'impossibilité en fait d'assister à cette séance. Cette demande doit être faite à la prochaine séance à laquelle assiste ce membre du Conseil, qu'il s'agisse d'une séance régulière ou spéciale et que cette question apparaisse ou non à l'ordre du jour de cette séance.

57. At the request of one of its members who has absented himself from a sitting, it shall be the duty of the Council to decide finally whether it was in fact impossible for such member to attend such sitting. Such request must be made at the next sitting which such member of the Council attends, whether such sitting is regular or special and whether or not such item appears on the agenda paper for such sitting.

Decision
on non-
attend-
ance.Rapport
du comité
exécutif.

58. Toute matière qui est de la juridiction du Conseil doit, sauf prescription contraire, être soumise au comité exécutif pour qu'il lui fasse rapport à ce sujet; si la résolution soumettant une telle matière au comité a été adoptée de la façon prévue à l'article 45, le comité exécutif doit faire rapport à l'assemblée du Conseil im-

58. Unless otherwise provided, every matter within the jurisdiction of the Council must be submitted to the executive committee in order that it may report to the Council in this respect; if the resolution submitting such matter to the committee has been passed in the manner prescribed in section 45, the executive

Report of
executive
commit-
tee.

médiatement après l'expiration d'un délai de soixante jours de la date de l'assemblée à laquelle cette résolution a été adoptée.

committee must report to the meeting of the Council immediately following the expiry of a delay of sixty days from the date of the meeting at which such resolution was passed.

Approba-
tion, etc.

Tout tel rapport du comité exécutif peut être approuvé, rejeté, amendé ou retourné.

Any such report of the executive com- Approval, etc.
mittee may be approved, rejected, amended or referred back.

Copie de
règlement.

Un exemplaire de tout règlement qui fait l'objet d'un rapport du comité exécutif au Conseil en recommandant l'adoption, doit accompagner l'avis de convocation de l'assemblée où il doit être considéré.

A copy of every by-law on which the executive committee reports to the Council with a recommendation for adoption shall be sent with the notice of convocation of the meeting at which it is to be considered. Copy of by-law.

§ 3.—Règlements

§ 3.—By-laws

Plusieurs
objets.

59. Il peut être disposé de plusieurs objets dans un même règlement.

59. Several subject-matters may be provided for in one and the same by-law. Several subject-matters.

Idem.

Dans le cas où plusieurs objets dont il est disposé dans un règlement requièrent certaines approbations pour entrer en vigueur, il n'est pas nécessaire que chacun de ces objets reçoive ces approbations séparément, mais il suffit qu'elles soient données au règlement tout entier.

Where several subject-matters provided for in one and the same by-law require certain approvals before coming into force, it shall not be necessary that each of such subject-matters receive such approvals separately and it shall be sufficient that they be given to the by-law as a whole. Idem.

Effet des
approba-
tions.

60. L'approbation, par le lieutenant-gouverneur en conseil, le ministre ou la Commission municipale de Québec, d'un règlement ou d'une autre procédure adopté par le Conseil, dans le cas où cette approbation est prescrite par une disposition de la présente loi, n'a pas d'autre effet que celui de rendre exécutoire, suivant la loi, ce règlement ou cette procédure, et cela peut se faire avec le même effet, sous la forme d'une autorisation.

60. The approval by the Lieutenant-Governor in Council, the Minister or the Québec Municipal Commission of a by-law or another proceeding adopted by the Council, in the cases where such approval is prescribed by a provision of this act, shall have no other effect than that of rendering such by-law or proceeding executory according to law, and that may be done with the same effect in the form of an authorization. Effect of approval.

Approba-
tion par-
tielle.

Cette approbation peut être partielle ou restreinte.

Such approval may be of a part only, or qualified. Partial approval.

Livre des
règle-
ments.

61. L'original de tout règlement est enregistré au long dans un livre spécial intitulé: « Livre des règlements de la Communauté urbaine de Montréal ».

61. The original of every by-law shall be registered at length in a special book entitled "Book of the by-laws of the Montreal Urban Community". Book of by-laws.

Entrée de
l'avis de
publica-
tion.

Le secrétaire doit aussi entrer dans ce livre, à la suite de chaque règlement enregistré, une copie qu'il certifie de l'avis de publication de ce règlement.

The secretary shall also enter in such book, at the end of every by-law registered therein, a copy certified by himself of the notice of publication of such by-law. Entry of notice of publication.

Garde.

Le secrétaire a la garde des règlements de la Communauté.

The secretary shall be the custodian of the by-laws of the Community. Custody.

Signatures.	62. Pour être authentique, l'original d'un règlement doit être signé par le président du Conseil et par le secrétaire.	62. To be authentic, the original of a by-law shall be signed by the chairman of the Council and by the secretary.	Signature.
Entrée en vigueur.	63. Sauf les cas autrement prévus par la loi, les règlements de la Communauté entrent en vigueur et ont force de loi, s'il n'y est pas autrement prescrit, le jour de leur publication.	63. Except where otherwise provided by law, every by-law of the Community shall come into effect and have force of law, if not otherwise provided for therein, on the day of the publication thereof.	Coming into effect.
Publication.	64. Les règlements sont publiés, après leur passation ou leur approbation définitive dans le cas où ils ont été soumis à une ou plusieurs approbations, par avis public, sous la signature du secrétaire, publié par affichage au bureau de la Communauté et par insertion une fois dans un quotidien de langue française et une fois dans un quotidien de langue anglaise circulant dans le territoire de la Communauté, dans lequel il est fait mention de l'objet du règlement, de la date de son adoption et de l'endroit où il peut en être pris communication.	64. Every by-law shall be published, after the passing thereof or its final approval in the case where it has been submitted to one or several approvals, by a public notice, under the signature of the secretary, published by being posted up at the office of the Community and by one insertion in a French-language daily newspaper and by one insertion in an English-language daily newspaper circulating in the territory of the Community, mentioning the object of the by-law, the date on which it was passed, and the place where communication thereof may be had.	Publication.
Mentions des approbations.	Si le règlement est revêtu d'une ou plusieurs approbations, l'avis de publication doit mentionner la date et le fait de chacune de ces approbations.	If the by-law has received one or several approvals, the notice of publication shall mention the date and the fact of each of these approvals.	Mention in notice.
Durée des règlements.	65. Les règlements sont exécutoires et restent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, abrogés, désavoués ou cassés par une autorité compétente, ou jusqu'à l'expiration du temps pour lequel ils ont été adoptés.	65. Every by-law shall be executory and remain in force until amended, repealed, disallowed or annulled by competent authority, or until the expiry of the period for which it has been passed.	Duration.
Modifications, etc.	66. Les règlements qui, avant d'entrer en vigueur, ont été soumis à une ou plusieurs approbations, ne peuvent être amendés ou abrogés que par un autre règlement approuvé de la même manière.	66. No by-law which, before coming into force, was submitted to one or several approvals, may be amended or repealed except by another by-law approved in the same manner.	Amendment, etc.
Lois publiques.	67. Les règlements de la Communauté, lorsqu'ils sont promulgués, sont considérés comme des lois publiques dans les limites du territoire de la Communauté, et en dehors, dans les limites de la compétence de la Communauté, et il n'est pas nécessaire de les plaider spécialement.	67. Every by-law passed by the Community shall, when published, be deemed public law within the territorial limits of the Community, and outside of the same insofar as within the jurisdiction of the Community, and it shall not be necessary to allege it specially.	Public law.
Copie certifiée comme preuve.	68. Une copie de tout règlement dûment adopté est reçue comme preuve, pourvu qu'elle soit signée et certifiée par le secrétaire et qu'elle porte le sceau de la Communauté, sans qu'il soit nécessaire de	68. A copy of any by-law duly passed shall be received as evidence, provided that it is signed and certified by the secretary and sealed with the corporate seal of the Community, without any	Certified copies.

prouver la validité du sceau ni la signature du secrétaire, sauf le droit de toute personne attaquant le règlement d'en contester l'authenticité par inscription de faux.

proof being necessary of the validity of the seal, or the signature of the secretary, saving the right of any party attacking the by-law to proceed against the same by improbation.

Infrac-
tions et
peines.

69. Le Conseil peut imposer pour chaque infraction aux dispositions d'un règlement de sa compétence, une amende, avec ou sans frais, ou un emprisonnement.

69. The Council may impose, for each infringement of the provisions of any by-law within its competence, either a fine with or without costs, or imprisonment.

Idem.

Lorsque la sanction imposée est une amende, avec ou sans frais, le règlement peut prescrire l'emprisonnement du contrevenant à défaut de paiement du montant de la condamnation dans le délai imparti par le tribunal, mais l'emprisonnement cesse dès que ce montant est payé.

When the penalty imposed is a fine, with or without costs, the by-law may provide for the imprisonment of the offender failing payment of the amount of the condemnation within the delay prescribed by the court, but the imprisonment shall cease upon payment of such amount.

Idem.

Sauf prescription contraire de la présente loi, l'amende ne doit en aucun cas excéder cent dollars, ni l'emprisonnement durer plus de soixante jours.

Save where otherwise provided by this act, the fine shall in no case exceed one hundred dollars nor shall the imprisonment last longer than sixty days.

Id., au
cas de
plusieurs
infrac-
tions.

Cependant le Conseil, dans les cas de plusieurs infractions à une même disposition d'un des règlements ci-haut mentionnés, commises par une même personne dans une période de douze mois, peut imposer une amende n'excédant pas les limites ci-après indiquées:

However the Council, in cases of several infringements of the same provision of one of the by-laws hereinabove mentioned committed by the same person within a period of twelve months, may impose a fine not exceeding the following limits:

a) pour une deuxième infraction, au moins cent dollars et au plus cinq cents dollars;

(a) for a second infringement, not less than one hundred dollars and not more than five hundred dollars;

b) pour toute infraction subséquente, au moins cinq cents dollars et au plus mille dollars.

(b) for any subsequent infringement, not less than five hundred dollars and not more than one thousand dollars.

Frais.

Les frais ci-dessus mentionnés comprennent, dans tous les cas, les frais se rattachant à l'exécution du jugement.

The costs above mentioned shall include in all cases the costs connected with the execution of the judgment.

Discrétion
du
tribunal.

Toutefois, lorsque, au lieu d'une pénalité fixe, un règlement prévoit soit une pénalité maximum et une pénalité minimum, soit une pénalité maximum seulement, le tribunal peut, à sa discrétion, imposer, dans le premier cas, la pénalité qu'il juge à propos dans les limites de ce maximum et de ce minimum, et, dans le second cas, celle qu'il juge à propos jusqu'à concurrence de ce maximum.

Nevertheless, whenever, instead of a fixed penalty, a by-law provides either a maximum and minimum penalty or a maximum penalty only, the court may, at its discretion, impose, in the first instance, such penalty as it sees fit within the limits of such maximum and such minimum, and, in the second instance, such penalty as it sees fit up to the extent of such maximum.

Requête
en cassa-
tion de
règlement.

70. Toute personne inscrite sur le rôle d'évaluation en vigueur ou sur le rôle de valeurs locatives en vigueur dans une municipalité, ainsi que toute municipalité et toute autre personne intéressée

70. Any person entered on the valuation roll in force or on the roll of rental values in force in a municipality, and any municipality and any other person concerned may, by motion, apply for and

Motion
to quash
by-law,
etc.

peuvent, par requête, demander et obtenir, pour cause d'illégalité, la cassation de tout règlement ou de toute partie d'un règlement de la Communauté, avec dépens contre la Communauté.

Présentation. Cette requête est présentée à la Cour provinciale siégeant dans le district judiciaire de Montréal qui a juridiction exclusive en ces matières.

Contenu de la requête. 71. La requête doit articuler d'une manière claire et précise les moyens invoqués à l'appui de la demande, et être accompagnée d'une copie certifiée du règlement attaqué, si telle copie a pu être obtenue.

Production de copie de règlement. Si cette copie n'a pu être obtenue, le tribunal ou le juge de la Cour provinciale, sur demande, doit en ordonner la production par le secrétaire de la Communauté, et, pour cette fin, ce fonctionnaire est considéré comme un officier du tribunal.

Signification. 72. La requête est signifiée au secrétaire de la Communauté au moins quatre jours avant d'être présentée au tribunal.

Caution pour les frais. 73. Avant la signification de la requête, le requérant donne caution pour les frais en la manière dont sont donnés les cautionnements dans les affaires judiciaires, à défaut de quoi cette requête ne peut être reçue par le tribunal.

Réponses. 74. Le tribunal ou le juge peut permettre de répondre par écrit à la requête, s'il le juge à propos.

Jugement de cassation. 75. 1. Le tribunal peut prononcer par son jugement la cassation de tel règlement, en tout ou en partie, ordonner la signification du jugement au secrétaire de la Communauté, et le faire publier en la manière prévue à l'article 64.

Effet. 2. Tout règlement, ou toute partie de règlement, ainsi cassé, cesse d'être en vigueur à compter de la date du jugement.

Dépens. 76. Le tribunal peut condamner l'une ou l'autre des parties aux dépens de la contestation, et ces dépens sont recouvrables tant contre les parties en cause que contre leurs cautions.

obtain, on the ground of illegality, the quashing of any by-law or part of a by-law of the Community, with costs against the Community.

Such motion shall be presented to the Provincial Court sitting in the judicial district of Montreal, which shall have exclusive jurisdiction in such matters. **Présentation.**

71. The motion shall set forth, in a clear and precise manner, the reasons alleged in support of the application, and shall be accompanied by a certified copy of the by-law impugned, if such copy could be obtained. **Allegations of motion.**

If such copy could not be obtained, the court, or the judge of the Provincial Court, upon application, shall order the production thereof by the secretary of the Community, and such officer shall for such purposes be deemed to be an officer of the court. **Production of copy of by-law.**

72. The motion shall be served upon the secretary of the Community at least four days before it is presented to the court. **Service.**

73. Before service of the motion, the applicant shall give security for costs in the same manner as security in judicial proceedings is given; otherwise such motion shall not be received by the court. **Security for costs.**

74. The court or the judge may, if it or he deems it expedient, allow the motion to be answered in writing. **Answer.**

75. (1) The court, by its judgment, may quash such by-law, in whole or in part, order the service of such judgment upon the secretary of the Community, and cause the same to be published in the manner prescribed in section 64. **Judgment ordering quashing.**

(2) Every by-law or part of a by-law so quashed shall cease to be in force from the date of the judgment. **Effect.**

76. The court may condemn either of the parties to pay the costs of the contestation, and such costs may be recovered from the parties to the suit and from their sureties. **Payment of costs.**

Exécution
contre les
cautions.

Quinze jours après la signification du jugement aux cautions, il est exécutoire contre elles, quant aux dépens.

The judgment, as far as the costs are concerned, shall be executory against the sureties fifteen days after a copy thereof has been served upon them.

Execution
against
sureties.

Respon-
sabilité
pour les
dommages.

77. La Communauté est seule responsable des dommages et des actions provenant de la mise en vigueur d'un règlement ou de partie d'un règlement dont la cassation a été ainsi obtenue.

77. The Community shall alone be responsible for the damages and suits which may arise from the putting into force of any by-law or part of a by-law the quashing of which has been so obtained.

Respon-
sibility
for
damages.

Prescrip-
tion.

78. Le droit de demander la cassation d'un règlement se prescrit par trois mois à compter de son entrée en vigueur.

78. The right to apply for the quashing of a by-law shall be prescribed by three months from the coming into force of such by-law.

Prescrip-
tion.

Aucun
appel.

79. Il n'y a pas d'appel des jugements interlocutoires rendus au cours d'une instance en annulation de règlement; ils peuvent être révisés en même temps que le jugement final si ce dernier est porté en appel.

79. There shall be no appeal from interlocutory judgments rendered during a suit to quash a by-law; they may be revised at the same time as the final judgment if an appeal is brought from the latter.

No ap-
peal.

Cassation
de procès-
verbaux,
etc.

80. Les procès-verbaux, rôles, résolutions et autres ordonnances de la Communauté peuvent être cassés par la Cour provinciale du district de Montréal, pour cause d'illégalité, de la même manière, dans le même délai et avec les mêmes effets qu'un règlement du Conseil. Ils sont soumis à l'application de l'article 65.

80. Any *procès-verbal*, roll, resolution or other order of the Community may be set aside by the Provincial Court of the district of Montreal, by reason of illegality, in the same manner, within the same delay and with the same effect as a by-law of the Council. They shall be subject to the provisions of section 65.

Setting
aside *pro-
cès verbal*,
etc.

Action en
nullité.

Le recours spécial donné par le présent article n'exclut pas ni n'affecte l'action en nullité dans les cas où elle peut avoir lieu en vertu de l'article 33 du Code de procédure civile.

The special recourse granted by this section shall not exclude or affect the action to annul in cases where such action may be brought under article 33 of the Code of Civil Procedure.

Action to
annul.

Règle-
ments au
ministre.

81. Un exemplaire de tout règlement adopté par le Conseil doit être transmis sans retard au ministre.

81. A copy of every by-law passed by the Council must be transmitted forthwith to the Minister.

Copy of
by-law to
Minister.

Désaveu.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, dans les trois mois suivant la réception de cet exemplaire par le ministre, désavouer le règlement, en entier ou en partie, à moins qu'il ne l'ait antérieurement approuvé ou que le ministre ne l'ait antérieurement approuvé.

The Lieutenant-Governor in Council, within the three months following the receipt of such copy by the Minister, may disallow the by-law, in whole or in part, unless he or the Minister has previously approved it.

Disallow-
ance.

Publica-
tion
d'avis.

L'avis du désaveu est publié dans la *Gazette officielle du Québec* et du jour de cette publication, le règlement est nul et de nul effet.

Notice of such disallowance shall be published in the *Québec Official Gazette* and from the day of such publication the by-law shall be null and void.

Publica-
tion of
notice.

§ 4.—*Commissions du Conseil*§ 4.—*Committees of the Council*

Commissions.

82. Le Conseil peut nommer des commissions permanentes ou spéciales, composées d'autant de ses membres qu'il juge nécessaires, pour l'exercice d'un mandat relevant de la compétence du Conseil et déterminé par ce dernier.

82. The Council may appoint permanent or special committees, composed of as many of its members as it deems necessary, to exercise a mandate within the competence of the Council and determined by it.

Committees.

Remplacement de membres.

Le Conseil peut remplacer, quand bon lui semble, tout membre des commissions.

The Council may replace any member of the committees whenever it sees fit.

Replacing members.

Président membre d'office.

Le président du comité exécutif fait partie d'office de toutes les commissions, et il a droit d'y voter.

The chairman of the executive committee shall be a member *ex officio* of all committees, and shall be entitled to vote therein.

Chairman.

Rapports.

Les commissions rendent compte de leurs travaux et de leurs décisions au moyen de rapports signés par leur président, ou par la majorité des membres qui les composent.

Every committee shall render account of its labours and decisions by reports signed by its chairman or by a majority of the members who compose it.

Reports.

Ratification, etc.

83. Nul rapport d'une commission nommée en vertu de l'article 82 n'a d'effet s'il n'est ratifié ou adopté par le Conseil.

83. No report of a committee appointed under section 82 shall have any effect until it has been ratified or adopted by the Council.

Ratification, etc.

Interrogatoire de témoins et enquêtes.

84. Si, dans les affaires soumises au Conseil ou à ses commissions, il est nécessaire, dans l'intérêt de la Communauté, de faire élucider des questions de fait par des témoins interrogés sous serment ou de toute autre manière, ou s'il devient également nécessaire, dans l'intérêt de la Communauté, de faire des enquêtes pour établir la vérité des représentations faites au Conseil concernant les matières de son ressort, toute commission chargée par le Conseil d'en faire l'investigation ou de s'en enquérir, ou la commission devant laquelle ces questions sont soulevées, peut faire signifier une citation signée par son président à toute personne la sommant de comparaître devant elle, afin de donner son témoignage sur les faits ou questions faisant le sujet de l'enquête, et la sommant également, si la chose est jugée à propos, de produire tous documents en sa possession ou sous son contrôle et qui peuvent se rapporter à cette enquête ou question, et qui sont décrits dans la citation.

84. If questions of fact arise in matters before the Council or any of its committees, which the interests of the Community require to be investigated by the examination of witnesses on oath or otherwise or if it also becomes necessary, in the like interest, to institute inquiries into the truth of representations which may be made to the Council respecting matters within its jurisdiction, any committee appointed by the Council to investigate the same, or to make such inquiry, or the committee before which any such question arises, may cause to be issued a summons signed by its chairman requiring any person to appear before such committee for the purpose of giving evidence on the facts or question under inquiry, and also, if deemed expedient, to produce any papers or documents in his possession or under his control, bearing upon such question or inquiry, and described in such summons.

Examination of witnesses and inquiries.

Refus de comparaître, etc.

85. Si une personne assignée néglige ou refuse de comparaître aux date et lieu fixés dans la citation, ou refuse, après sa comparution, d'être interrogée sous ser-

85. If any person summoned neglects or refuses to appear at the time and place appointed by such summons, or if, appearing, he refuses to be examined on oath

Recalcitrant witness.

ment touchant les faits sur lesquels porte l'enquête, ou de produire, après en avoir reçu l'ordre, les documents mentionnés dans la citation, autant qu'il lui est possible de le faire, un rapport de l'émission et de la signification de la citation, ainsi que du refus de répondre ou de l'absence du témoin, peut être fait au comité exécutif, qui doit alors contraindre cette personne à comparaître et la forcer à répondre à toutes les questions légales, par les moyens employés dans les cas analogues devant les cours ordinaires de juridiction civile dans la province.

respecting the said inquiry, or to obey any order to produce documents mentioned in such summons, insofar as he is able so to do, a return of the issue and service of the summons and of such default or refusal may be made to the executive committee, which shall thereupon compel the attendance of such person, and compel him to answer all lawful questions by such means as are used for such purposes in the ordinary courts of civil jurisdiction in the Province.

Peines.

86. Sans préjudice des dispositions de l'article 82, toute personne qui néglige ou refuse de comparaître ou refuse de produire des papiers ou d'être interrogée comme susdit est passible, si elle est trouvée coupable par le tribunal ayant juridiction pour le recouvrement des pénalités édictées par les règlements de la Communauté, des peines prévues à l'article 69.

86. Without impairing section 82, ^{Penalties.} every person neglecting or refusing to appear, or refusing to produce papers or to be examined as aforesaid, shall, on conviction thereof by the Court which has jurisdiction to recover the penalties enacted by the by-laws of the Community, be liable to the penalties provided in section 69.

Serments.

87. Le président de toute commission du Conseil est autorisé à faire prêter le serment aux témoins.

87. The chairman of any committee of ^{Oath.} the Council may administer the oath to the witnesses.

§ 5.—*Président et vice-président du Conseil*

§ 5.—*Chairman and vice-chairman of the Council*

Élection du président, etc.

88. Le Conseil élit un président et un vice-président du Conseil, à l'assemblée au cours de laquelle sont désignés le président et le vice-président du comité exécutif et immédiatement après cette désignation.

88. The Council shall elect a chairman ^{Election of chairman, etc.} and a vice-chairman of the Council at the meeting during which the chairman and the vice-chairman of the executive committee are appointed and immediately after such appointment.

Mandat.

La durée du mandat du président ou du vice-président du Conseil est de quatre ans, mais s'il cesse d'être membre du Conseil avant l'expiration de ces quatre années, son mandat se termine à la date à laquelle il cesse d'être ainsi membre du Conseil; en ce cas, il reste toutefois en fonction jusqu'à la désignation de son successeur.

The term of office of the chairman or of ^{Term of office.} the vice-chairman of the Council shall be four years, but if he ceases to be a member of the Council before the expiry of such four years, his term shall end on the date when he ceases so to be a member of the Council; in such case, he shall nevertheless remain in office until his successor is appointed.

Idem.

Pour les fins de l'alinéa précédent, une telle personne ne cesse pas d'occuper un tel poste à l'expiration de la durée de son mandat de maire ou de conseiller d'une municipalité pourvu qu'elle soit candidat à l'élection qui suit et qu'elle soit subsequmment réélue.

For the purposes of the preceding para- ^{Idem.} graph, no such person shall cease to hold such a position at the expiry of his term of office as mayor or councillor of a municipality, provided that he is a candidate at the ensuing election and is subsequently re-elected.

Démis-
sion.

En cas de démission du président ou du vice-président du Conseil, la démission prend effet à la date de la réception, par le secrétaire de la Communauté, d'un avis écrit à cet effet, signé par le démissionnaire.

If the chairman or vice-chairman of the Council resigns, the resignation shall take effect upon the date on which the secretary of the Community receives a written notice to that effect, signed by the person resigning.

Resigna-
tion.Mandat
du vice-
président.

Le mandat du vice-président du Conseil expire en même temps que celui du président du Conseil et se termine dans les mêmes circonstances.

The term of office of the vice-chairman of the Council shall expire at the same time as that of the chairman of the Council, and shall end in the same circumstances.

Expiry of
term of
vice-
chairman.

Vacances.

Toute vacance doit être comblée, dans les trente jours de la date où elle survient.

Every vacancy must be filled within thirty days of the date when it occurs.

Vacancy.

Vice-
président,
etc.

Si le président du Conseil est un membre du conseil de la Ville de Montréal, le vice-président du Conseil doit être un représentant d'une autre municipalité et vice versa.

If the chairman of the Council is a member of the council of the City of Montreal, the vice-chairman of the Council shall be a representative of another municipality and vice versa.

Conditions
for vice-
chairman-
ship.Rému-
nération
addi-
tionnelle.

Le président et le vice-président du Conseil ont droit à la rémunération additionnelle fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil et payée par la Communauté.

The chairman and the vice-chairman of the Council shall be entitled to the additional remuneration fixed by the Lieutenant-Governor in Council and paid by the Community.

Additional
remu-
neration.Vote du
président,
etc.

89. Le président et le vice-président du Conseil peuvent voter comme membres du Conseil, mais n'ont pas de voix prépondérante au cas d'égalité des voix.

89. The chairman and the vice-chairman of the Council may vote as members of the Council but shall not have a casting-vote in the case of a tie-vote.

Vote of
chairman,
etc.Fonctions
du
président.

Le président du Conseil préside les assemblées du Conseil. Il maintient l'ordre et le decorum pendant les séances du Conseil; il peut faire expulser d'une séance du Conseil toute personne qui en trouble l'ordre.

The chairman of the Council shall preside over the meetings of the Council. He shall maintain order and decorum during the sittings of the Council; he may cause to be expelled from any sitting of the Council any person who disturbs order there.

Functions
of
chairman.Pouvoirs
du vice-
président.

Le vice-président du Conseil exerce tous les pouvoirs du président du Conseil au cas d'absence, de refus ou d'incapacité d'agir de ce dernier.

The vice-chairman of the Council shall exercise all the powers of the chairman of the Council if such chairman is absent or refuses or is unable to act.

Powers of
vice-
chairman.

SECTION V

SERVICES ADMINISTRATIFS ET FONCTIONNAIRES

Nomina-
tions.

90. Le Conseil nomme un secrétaire-général, un secrétaire et un trésorier; il peut aussi nommer un secrétaire-général-adjoint, un secrétaire-adjoint et un trésorier-adjoint qui remplacent les personnes dont ils sont les adjoints en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ces dernières.

90. The Council shall appoint a secretary-general, a secretary and a treasurer; it may also appoint an assistant secretary-general, an assistant secretary and an assistant treasurer, to replace the persons whose assistants they are whenever such persons are absent or unable to act.

Appoint-
ment of
officers.Inéligi-
bilité.

Une personne ne peut être nommée à titre permanent pour remplir un poste prévu au présent article ou au premier

No person shall be appointed permanently to fill any position contemplated in this section or in the first paragraph of

Ineligib-
ility.

DIVISION V

ADMINISTRATIVE DEPARTMENTS AND OFFICERS

alinéa de l'article 91 si elle demeure à l'emploi d'une municipalité.

Devoirs.

Le Conseil peut, par règlement, définir leurs devoirs non déterminés par la présente loi.

Secrétaire-trésorier.

S'il le juge opportun, le Conseil peut nommer une seule personne pour remplir les charges de secrétaire et de trésorier. Le fonctionnaire remplissant ces charges est alors désigné sous le nom de secrétaire-trésorier, et il possède les mêmes droits, pouvoirs et privilèges et est soumis aux mêmes obligations et pénalités que ceux déterminés et prescrits à l'égard de ces charges.

Services de la Communauté.

91. Le Conseil peut créer, par règlement, les différents services de la Communauté et établir le champ de leurs activités; il nomme les chefs de ces services et définit leurs devoirs.

Bureau de transport métropolitain.

Le Conseil peut également créer, par règlement, un bureau de transport métropolitain, pour aviser la Communauté et la Commission en matière de transports urbains; ce bureau constitue un service de la Communauté.

Remplacement temporaire.

92. En cas d'incapacité d'agir d'un chef de service ou si le poste est vacant, le comité exécutif peut nommer un chef de service temporaire pour une période maximum de 90 jours qui peut être renouvelée pour une autre période d'au plus 90 jours.

Destitution, etc., du secrétaire-général, etc.

93. Le vote de la majorité absolue de tous les membres du Conseil, comportant le vote d'au moins la moitié des conseillers de la Ville de Montréal et d'au moins la moitié des représentants des autres municipalités est requis pour la destitution ou la réduction de traitement du secrétaire-général, du secrétaire, du trésorier ou d'un chef de service.

Id., fonctionnaires et employés.

Le vote de la majorité absolue des membres du comité exécutif est requis pour la destitution ou la réduction de traitement de tout fonctionnaire ou employé de la Communauté qui n'est pas un salarié au sens du Code du travail et qui

section 91 if he remains in the employ of a municipality.

The Council, by by-law, may define such of their duties as are not defined by this act.

Duties.

The Council, if it deem it expedient, may appoint a single person to fill the offices of secretary and treasurer. In such case the officer filling such offices shall then be known as the secretary-treasurer, and he shall have the same rights, powers and privileges, and shall be liable to the same obligations and penalties, as those determined and prescribed for such offices.

Secretary-treasurer.

91. The Council, by by-law, may establish the various departments of the Community and establish the field of their activities; it shall appoint the heads of such departments and define their duties.

Departments of Community.

The Council, by by-law, may establish a Metropolitan Transit Office to advise the Community and the Commission in urban transportation matters; such office shall be a department of the Community.

Metropolitan Transit Office.

92. Where a head of a department is unable to act or the position is vacant, the executive committee may appoint a temporary head of a department for a maximum period of 90 days which may be renewed for another period not exceeding 90 days.

Temporary replacement.

93. The vote of the absolute majority of all the members of the Council, including the votes of at least one-half of the councillors of the City of Montreal and of at least one-half of the representatives of the other municipalities, shall be required in order to remove, or reduce the salary of, the secretary-general, secretary, treasurer or head of a department.

Removal, etc., of secretary-general, etc.

The vote of the absolute majority of the members of the executive committee shall be required in order to remove, or reduce the salary of, any officer or employee of the Community who is not an employee within the mean-

Id., other officers and employees.

occupe ses fonctions depuis au moins six mois.

ing of the Labour Code and who has held office for at least six months.

Signifi-
cation de
résolution
et appel.

94. La résolution destituant un fonctionnaire ou employé visé à l'article 93 ou réduisant son traitement doit lui être signifiée en lui remettant copie en mains propres; la personne ainsi destituée, ou dont le traitement a été ainsi réduit, peut, sous réserve de l'article 63 de la Loi de police (1968, chapitre 17), interjeter appel d'une telle décision à la Commission municipale de Québec qui décide en dernier ressort, après enquête.

94. The resolution removing an officer or employee contemplated in section 93 or reducing his salary shall be served by handing a copy thereof to him in person; the person so removed or whose salary has been so reduced may, subject to section 63 of the Police Act (1968, chapter 17), appeal from such decision to the Québec Municipal Commission, which shall decide finally after inquiry.

Service of
resolution
and right
of appeal.

Délai.

Cet appel doit être formé dans les quinze jours qui suivent le moment où la résolution a été signifiée.

Such appeal must be taken within fifteen days after the time when the resolution was served.

Delay.

Dépenses
de l'appel.

95. Si l'appel est maintenu, la Commission peut aussi ordonner à la Communauté de payer à l'appellant une somme d'argent qu'elle détermine pour l'indemniser des dépenses qu'il a encourues pour cet appel; l'ordonnance à cette fin est homologuée sur requête de l'appellant à la Cour provinciale ou, si le montant en jeu est de mille dollars ou plus, par la Cour supérieure; l'appellant peut ensuite exécuter le jugement contre la Communauté.

95. If the appeal is upheld, the Commission may also order the Community to pay to the appellant such sum of money as it determines to indemnify him for the expenses he has incurred for such appeal; the order to that effect shall be homologated upon motion by the appellant to the Provincial Court or, if the amount involved is one thousand dollars or more, by the Superior Court; the appellant may thereafter execute the judgment against the Community.

Expenses
for
appeal.

Devoirs
du
secrétaire-
général.

96. Sous réserve des dispositions de la présente loi, le secrétaire-général a les attributions et les devoirs qui suivent:

96. Subject to the provisions of this act, the secretary-general shall have the following functions and duties:

Duties of
secretary-
general.

a) assurer l'exécution des décisions du comité exécutif;

(a) to ensure that the decisions of the executive committee are carried out;

b) exercer, à titre de mandataire du comité exécutif, l'autorité que lui délègue ce comité sur les chefs de services, à l'exception du secrétaire, du trésorier et du commissaire à l'évaluation;

(b) as mandatar of the executive committee, to exercise the authority which such committee delegates to him over the heads of departments, with the exception of the secretary, the treasurer and the valuation commissioner;

c) assurer la liaison entre le comité exécutif et les chefs de services;

(c) to ensure coordination between the executive committee and the heads of departments;

d) transmettre au comité exécutif la correspondance que lui adressent les services de la Communauté et toute correspondance adressée à la Communauté;

(d) to transmit to the executive committee any correspondence sent to him by the departments of the Community or any correspondence sent to the Community;

e) assister aux réunions du comité exécutif;

(e) to attend the meetings of the executive committee;

f) avoir accès à tous les dossiers de la Communauté;

(f) to have access to all the Community's records;

g) obliger tout fonctionnaire ou employé de la Communauté à lui fournir tous les renseignements et tous les documents qu'il lui aura demandés;

h) obtenir, examiner et présenter au comité exécutif les projets préparés par les chefs de services, sur des matières qui requièrent l'approbation du comité exécutif ou celle du Conseil;

i) coordonner les estimations budgétaires des divers services et les présenter au comité exécutif;

j) s'assurer que l'argent de la Communauté est employé conformément aux affectations que comportent le budget, les règlements et les résolutions;

k) présenter sans retard au comité exécutif la liste des comptes à payer.

Communi-
cations.

Toutes les communications entre le comité exécutif et les fonctionnaires de la Communauté se font par l'entremise du secrétaire-général.

Devoirs
du
secrétaire.

97. Le secrétaire de la Communauté a la garde du sceau et des archives de la Communauté. Il dirige le service de secrétariat.

Assistance
aux as-
semblées.
Force
probante
des
procès-
verbaux,
etc.

Il assiste à toutes les assemblées du comité exécutif et du Conseil.

Les procès-verbaux des séances du comité exécutif, approuvés et signés par le président de ce comité ou par une personne désignée selon l'article 41, et par le secrétaire, ainsi que les procès-verbaux des séances du Conseil, approuvés et signés par le président de l'assemblée et par le secrétaire, font preuve de leur contenu; il en est de même des documents et copies émanant de la Communauté et faisant partie de ses archives lorsqu'ils sont certifiés par le secrétaire. Le secrétaire signe tous les contrats de la Communauté.

Trésorier.

98. Le trésorier dirige le service de la trésorerie.

(g) to compel any officer or employee of the Community to furnish him with all information and documents which he requires;

(h) to obtain, examine and present to the executive committee projects prepared by heads of departments on matters requiring the approval of the executive committee or of the Council;

(i) to coordinate the budgetary estimates of the various departments and present them to the executive committee;

(j) to satisfy himself that the Community's money is used in accordance with the appropriations comprised in the budget, by-laws and resolutions;

(k) to submit forthwith to the executive committee a list of accounts payable

All communication between the executive committee and the officers of the Community shall be made through the secretary-general.

Communi-
cations.

97. The secretary of the Community shall have custody of the seal and records of the Community. He shall direct the secretary's department.

Duties of
secretary.

He shall attend every meeting of the executive committee and of the Council.

Attending
meetings.

The minutes of the sittings of the executive committee, approved and signed by the chairman of such committee or by a person designated under section 41 and by the secretary, and the minutes of the sittings of the Council, approved and signed by the chairman of the meeting and by the secretary, shall make evidence of their contents; the same shall apply to documents or copies emanating from the Community and forming part of its records, when signed by the secretary. The secretary shall sign all the contracts of the Community.

Evidence
of min-
utes, etc.

98. The treasurer shall direct the treasury department.

Treasurer.

SECTION VI

POUVOIRS GÉNÉRAUX

Pouvoirs
de la Com-
munauté.

99. La Communauté peut, en outre des autres pouvoirs qu'elle possède en vertu de la présente loi:

DIVISION VI

GENERAL POWERS

99. In addition to the other powers which it has under this act, the Community may:

Powers of
Communi-
ty.

a) avoir un sceau qu'elle peut modifier à volonté;

b) ester en justice;

c) s'obliger et obliger autrui envers elle en suivant, le cas échéant, les formalités prévues par la présente loi;

d) acquérir de gré à gré tout bien meuble ou immeuble;

e) vendre, échanger, grever, donner à bail ou aliéner tout bien meuble ou immeuble en suivant, le cas échéant, les formalités prévues par la présente loi;

f) construire, posséder, entretenir, améliorer et utiliser, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a la jouissance, tout ouvrage susceptible de favoriser l'exercice de sa compétence et contribuer ou aider de toute manière à la construction, à l'amélioration et à l'entretien de tels ouvrages;

g) établir et maintenir ou aider à l'établissement ou au maintien de caisses de secours ou de retraites ou de régimes de rentes en faveur de ses fonctionnaires et employés ou de leurs parents et personnes à charge et effectuer à leur acquit le paiement de primes, le tout sous réserve des dispositions de la Loi des régimes supplémentaires de rentes;

h) adopter des règlements pour sa régie interne et la conduite de ses affaires;

i) faire toutes les études qu'elle juge utiles à l'exercice de sa compétence, que ces études portent sur son territoire ou sur un autre territoire.

(a) have a seal which it may alter at will;

(b) appear before the courts;

(c) bind itself and bind others towards it by observing, where necessary, the formalities prescribed by this act;

(d) acquire by agreement any moveable or immoveable property;

(e) sell, exchange, encumber, lease or alienate any moveable or immoveable property by observing, where necessary, the formalities prescribed by this act;

(f) construct, own, maintain, improve and use, on its property or on that of which it has the enjoyment, any work calculated to further the exercise of its powers, and contribute to or assist in any manner in the construction, improvement or maintenance of such work;

(g) establish and maintain or assist in the establishment or maintenance of relief or retirement funds or pension plans for its officers and employees, or for their relatives and dependent persons, and pay premiums for them, the whole subject to the Supplemental Pension Plans Act;

(h) make by-laws for its internal management and the conduct of its affairs;

(i) carry out such studies as it deems expedient for the exercise of its competence, whether such studies deal with its territory or with any other territory.

Ententes. 100. La Communauté ne peut, sans l'autorisation préalable du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure avec le gouvernement du Canada ou tout organisme de celui-ci et peut, avec l'autorisation du ministre, conclure avec toute autre autorité publique, y compris une municipalité, des ententes relatives à l'exercice de sa compétence; elle peut alors les exécuter, exercer les droits et privilèges et remplir les obligations qui en découlent, et ce même à l'extérieur de son territoire.

100. The Community shall not, without the prior authorization of the Lieutenant-Governor in Council, make with the government of Canada or any body thereof and may, with the authorization of the Minister, make with any other public authority, including a municipality, agreements respecting the exercise of its competence; it may then carry out such agreements and exercise the rights and privileges and fulfil the obligations arising therefrom, even outside its territory. Agreements.

Expropriation. 101. La Communauté peut acquérir par voie d'expropriation tout immeuble, partie d'immeuble ou droit immobilier quelconque, dans les limites de son terri-

101. The Community may acquire by expropriation any immoveable, part of an immoveable or immoveable right, within or without the limits of its territory, Expropriation.

toire ou à l'extérieur de celui-ci, dont elle a besoin pour la réalisation de ses objets.

which it may require for the attainment of its objects.

Procédure.

102. Pour exproprier, la Communauté procède, *mutatis mutandis*, selon les dispositions du Code de procédure civile.

102. In order to expropriate, the Community shall proceed, *mutatis mutandis*, in accordance with the Code of Civil Procedure.

Procédure.

Émission de permis de construction, etc.

103. Après une résolution du Conseil décrétant l'expropriation d'un immeuble, aucun permis de construction, modification ou réparation ne peut être émis par une municipalité relativement à cet immeuble sauf pour une réparation urgente. Cette prohibition cesse après six mois à compter de la date de la résolution à moins que les procédures d'expropriation soient commencées avant l'expiration de ce délai.

103. After a resolution by the Council ordering the expropriation of an immoveable, no permit for building, alteration or repair shall be issued by a municipality as regards such immoveable, except for urgent repairs. Such prohibition shall cease after six months from the date of the resolution unless expropriation proceedings have commenced prior to the expiry of such delay.

Building, etc., prohibited.

Érections, etc., après résolution d'expropriation.

Il n'est pas accordé d'indemnité ni de dommages-intérêts pour des bâtiments érigés ou des améliorations faites sur un immeuble après l'adoption d'une résolution du Conseil décrétant l'expropriation pourvu que cette résolution soit suivie de procédures en expropriation dans les six mois suivants. Cette disposition ne s'applique pas à des réparations urgentes effectuées à la suite de l'obtention d'un permis à cet effet.

No indemnity or damages shall be granted for buildings erected on or improvements made to an immoveable property after the passing of a resolution of the Council ordering the expropriation, provided that such resolution be followed by expropriation proceedings within the following six months. Such provision shall not apply to urgent repairs made after a permit for such purpose has been obtained.

Erections, etc., after resolution.

Confection de plans, etc.

104. La Communauté peut par résolution se prévaloir, pour un temps maximum de cinq ans, des dispositions de l'article 431 de la Loi des cités et villes pour la confection de plans et l'homologation, en suivant, *mutatis mutandis*, la procédure qui y est indiquée, relativement à tout droit qu'elle peut exproprier.

104. For a maximum period of five years, the Community, by resolution, may avail itself of the provisions of section 431 of the Cities and Towns Act for the making of plans and for homologation by following, *mutatis mutandis*, the procedure indicated therein, respecting any right which it may expropriate.

Power to make plans, etc.

Copies de résolutions aux municipalités.

105. Le secrétaire de la Communauté doit transmettre sans délai à chaque municipalité intéressée une copie certifiée de toute résolution ou règlement adopté en vertu des dispositions de l'article 103 ou de l'article 104.

105. The secretary of the Community shall send forthwith to each municipality concerned a certified copy of every resolution or by-law passed under section 103 or section 104.

Certified copies to municipalities.

Améliorations contenues dans le plan non obligatoires.

106. La Communauté n'est pas tenue, en raison de la confirmation d'un plan d'homologation ou de quelque addition ou modification qui peut y être apportée, d'effectuer les améliorations que comporte ce plan, cette addition ou cette modification, à moins que la Communauté

106. The Community shall not be required, by reason of the confirmation of a homologation plan or of any addition or alteration which may be made thereto, to make the improvements comprised in such plan, addition or alteration unless the Community decides otherwise, or

Making of improvements not required.

n'en décide autrement, ni de payer une indemnité ou des dommages-intérêts à raison simplement de la confirmation de ce plan, de cette addition ou modification.

to pay an indemnity or damages by reason of the mere confirmation of such plan, addition or alteration.

Indemnité pour construction sur propriétés réservées.

107. La Communauté n'est pas tenue de payer une indemnité ou des dommages-intérêts pour un bâtiment construit ou des améliorations faites sur un terrain ou une propriété réservés pour les fins de la Communauté par résolution décrétant une homologation ni en raison de baux ou contrats passés relativement à un tel terrain ou à une telle propriété après la date d'enregistrement du jugement confirmant les plans d'homologation. La présente disposition ne s'applique pas aux réparations urgentes effectuées après avoir obtenu un permis de la municipalité.

107. The Community shall not be required to pay any indemnity or damages for a building erected on or improvements made to any land or property reserved for the purposes of the Community by a resolution ordering a homologation, or by reason of leases or contracts made respecting such land or property after the date of registration of the judgment confirming the homologation plans. This provision shall not apply to urgent repairs made after a permit has been obtained from the municipality.

Indemnity or damages for building on reserved property.

Construction, etc., sur immeubles réservés.

108. Aucun permis de construction, modification, réparation ou agrandissement ne peut être accordé pour un immeuble si la Communauté décide de le réserver pour ses fins en adoptant une résolution décrétant la confection de tels plans.

108. No building, alteration, repair or enlargement permit shall be granted for an immovable if the Community decides to reserve such immovable for its purposes by passing a resolution ordering the making of such plans.

Improvements on reserved property prohibited.

Cessation de prohibition.

109. Cette prohibition cesse après un an à compter de la date de cette résolution, sauf si les procédures pour la confirmation de ces plans sont commencées avant l'expiration de ce délai. Durant cette prohibition, il y a exception dans le cas d'une demande de permis pour faire des réparations urgentes, un tel permis pouvant être accordé en tout temps.

109. Such prohibition shall cease after one year from the date of such resolution, unless proceedings for the confirmation of such plans are commenced before the expiry of such delay. During such prohibition, there shall be an exception in the case of an application for a permit to make urgent repairs; such a permit may be granted at any time.

Cessation of prohibition.

Façons d'aliéner des biens.

110. La Communauté ne peut aliéner de quelque façon que ce soit un bien meuble dont la valeur excède \$500, suivant rapport du secrétaire-général, ni aliéner de quelque façon que ce soit un immeuble, si ce n'est à l'enchère, par soumissions publiques ou de toute autre façon approuvée par la Commission municipale de Québec.

110. The Community shall not in any way alienate moveable property the value of which exceeds \$500 according to the secretary-general's report, or otherwise alienate immovable property, except by auction, by public tenders or in any other manner approved by the Québec Municipal Commission.

Mode of alienation of property.

Soumissions publiques et délai.

111. À moins qu'il ne comporte une dépense inférieure à \$25,000, tout contrat pour l'exécution de travaux, la fourniture de matériel ou de matériaux ou la fourniture de services autres que des services professionnels ne peut être adjugé qu'après demande de soumissions publiques par annonce dans un journal quotidien de

111. Unless it involves an expenditure of less than \$25,000, no contract for the performance of work or the supply of equipment or materials or the providing of services other than professional services shall be awarded except after a call for public tenders by advertisement in a French-language daily newspaper and in an

Call for tenders and delay to tender.

langue française et dans un journal quotidien de langue anglaise circulant dans le territoire de la Communauté. Le délai pour la réception des soumissions ne doit pas être inférieur à huit jours. Les soumissions ne sont demandées et les contrats qui peuvent en découler ne sont accordés que suivant l'une ou l'autre des bases suivantes:

- a) à prix forfaitaire;
- b) à prix unitaire.

Ouverture
des sou-
missions.

Toutes les soumissions doivent être ouvertes publiquement en présence d'au moins deux témoins, aux date, heure et lieu mentionnés dans la demande de soumissions. Tous ceux qui ont soumissionné peuvent assister à l'ouverture des soumissions. Les noms des soumissionnaires et leur prix respectif doivent être déclarés à haute voix lors de l'ouverture des soumissions.

Octroi des
contrats.

La Communauté ne peut, sans l'autorisation préalable du ministre, accorder le contrat à une personne autre que celle qui a fait, dans le délai fixé, la soumission la plus basse.

English-language daily newspaper circulating in the territory of the Community. The delay for the receipt of tenders shall not be less than eight days. Tenders shall not be called for nor shall the contracts resulting therefrom be awarded except on one or the other of the following bases:

- (a) for a fixed price;
- (b) at unit prices.

All tenders must be opened publicly in the presence of at least two witnesses, on the day and at the hour and place mentioned in the call for tenders. All those who have tendered may be present at the opening of the tenders. The names of the tenderers and their respective prices must be mentioned aloud at the opening of the tenders.

The Community shall not, without the prior authorization of the Minister, award the contract to any person other than the person who submitted the lowest tender within the prescribed delay.

SECTION VII

COMPÉTENCE DE LA COMMUNAUTÉ

Matières
de la
compé-
tence de
la Com-
munauté.

112. La Communauté possède sur son territoire la compétence prévue par la présente loi sur les matières suivantes:

- a) l'évaluation des biens imposables ou non dans chacune des municipalités de son territoire, la révision des évaluations et le recensement;
- b) l'établissement d'un schéma d'aménagement;
- c) l'établissement d'un service centralisé de traitement des données, la confection d'un rôle de perception des taxes municipales et scolaires et l'envoi des comptes de taxes;
- d) l'élimination de la pollution de l'air;
- e) l'uniformisation de la réglementation de la circulation, la synchronisation des systèmes de contrôle mécanique de la circulation sur les grandes voies de communication et les rues intermunicipales;
- f) l'établissement de systèmes intermunicipaux d'eau potable;

DIVISION VII

COMPETENCE OF THE COMMUNITY

112. The Community shall have in its territory such competence as is provided by this act in the following matters:

- (a) the valuation of taxable or non-taxable property in each of the municipalities in its territory, the revision of valuations, and the census;
- (b) the establishment of a development plan;
- (c) the establishment of a centralized department for data processing, making of a collection roll for municipal and school taxes and the sending of tax accounts;
- (d) the elimination of air pollution;
- (e) the standardization of traffic regulation, the synchronization of mechanical traffic control systems on the main communication thoroughfares and intermunicipal streets;
- (f) the establishment of inter-municipal drinking water systems;

g) les égouts intermunicipaux et les ouvrages intermunicipaux d'épuration des eaux;

h) la disposition des ordures;

i) la santé publique;

j) l'établissement de normes minima en matière de construction;

k) la coordination et, le cas échéant, l'intégration des services de police et la coordination des services de protection contre l'incendie dans le territoire de la Communauté.

(g) inter-municipal sewers and inter-municipal water purification works;

(h) garbage disposal;

(i) public health;

(j) the establishment of minimum standards for construction;

(k) the coordination and, if need be, integration of police departments and the coordination of fire prevention departments in the territory of the Community.

Compé-
tence des
municipi-
alités.

113. Sous réserve des dispositions de la présente loi, les municipalités du territoire de la Communauté conservent leur compétence sur les matières énumérées à l'article 112 jusqu'à ce que la Communauté exerce sa compétence relativement à ces matières et dans la mesure où la Communauté s'est abstenue de le faire.

Règle-
ment con-
traire, etc.

Toute disposition d'un règlement d'une municipalité du territoire contraire ou inconciliable avec une disposition d'un règlement de la Communauté sur une matière prévue à l'article 112 cesse immédiatement d'avoir effet.

Abroga-
tion de
règlement
municipal
incompa-
tible.

La Communauté peut, par règlement, abroger toute disposition d'un règlement d'une municipalité de son territoire relativement aux matières énumérées à l'article 112 que la Communauté juge incompatible avec les dispositions d'un règlement de la Communauté. Une copie d'un tel règlement doit être transmise par le secrétaire de la Communauté au greffier de la municipalité dès l'entrée en vigueur de ce règlement de la Communauté, et le greffier de cette municipalité doit faire rapport de la réception de ce règlement au conseil de la municipalité à sa prochaine séance et inscrire une copie conforme du règlement de la Communauté au livre des règlements de la municipalité.

Règle-
ment pour
étendre
juridic-
tion.

114. La Communauté peut, par règlement de son Conseil adopté à la majorité des membres de ce Conseil présents à une assemblée spéciale convoquée à cette fin, cette majorité devant comporter le vote affirmatif d'au moins la moitié des représentants de la Ville de Montréal et d'au moins la moitié des représentants des autres municipalités de son territoire, décréter que la Communauté aura, à comp-

113. Subject to the provisions of this act, the municipalities in the territory of the Community shall retain their competence in the matters enumerated in section 112, until the Community exercises its competence respecting such matters and to such extent as the Community has refrained from doing so.

Compe-
tence of
municipi-
alities.

Every provision of a by-law of a municipality in the territory contrary to or inconsistent with any provision of a by-law of the Community respecting any matter contemplated in section 112 shall immediately cease to have effect.

By-laws
of Com-
munity to
prevail.

The Community, by by-law, may repeal any provision of a by-law of a municipality in its territory respecting the matters enumerated in section 112 which the Community deems inconsistent with the provisions of any by-law of the Community. A copy of such a by-law shall be sent by the secretary of the Community to the clerk of the municipality as soon as such by-law of the Community comes into force, and the clerk of such municipality shall report on the receipt of such by-law to the council of the municipality at its next sitting and enter a true copy of the by-law of the Community in the book of the by-laws of the municipality.

Right to
repeal
incon-
sistent
municipal
by-law.

114. The Community, by by-law of its Council passed by a majority of the members of such Council present at a special meeting called for such purpose, such majority to include the affirmative vote of at least one-half of the representatives of the City of Montreal and of at least one-half of the representatives of the other municipalities in its territory, may order that, from a date to be determined

By-law
to expand
field of
jurisdic-
tion.

ter d'une date à être déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil, juridiction sur l'ensemble ou une partie des matières suivantes:

a) les loisirs à caractère intermunicipal y compris l'établissement de parcs régionaux;

b) la construction de centres d'habitation subventionnés;

c) l'intégration des services de protection contre l'incendie;

d) les bibliothèques intermunicipales.

Approbation.

Ce règlement doit, pour entrer en vigueur, recevoir l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, qui fixe la date de son entrée en vigueur.

Publication.

Un avis de cette approbation doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*.

Juridiction des municipalités.

115. Les municipalités du territoire de la Communauté conservent leur juridiction sur les matières énumérées à l'article 114 même après que la Communauté aura obtenu juridiction sur ces matières, et ce jusqu'à ce que la Communauté exerce sa juridiction sur ces matières et dans la mesure où la Communauté s'est abstenue de le faire.

Cessation d'effet de règlement contraire, etc.

Toute disposition d'un règlement d'une municipalité du territoire de la Communauté contraire ou inconciliable avec une disposition d'un règlement adopté par la Communauté dans l'exercice d'une juridiction prévue à l'article 114 cesse immédiatement d'être en vigueur et la Communauté peut, par règlement, abroger cette disposition d'un règlement d'une municipalité. Dans ce cas, le secrétaire de la Communauté et le greffier de la municipalité remplissent les devoirs énumérés au dernier alinéa de l'article 113.

§ 1.—Évaluations

Service d'évaluation, etc.

116. La Communauté doit, dans les trois mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, pourvoir par règlement à l'organisation d'un service d'évaluation pour l'ensemble de son territoire; elle doit, dans le même délai, nommer un commissaire à l'évaluation.

Estimateurs.

117. À compter de cette nomination, les estimateurs chargés de la confection et de la révision annuelle des rôles d'éva-

by the Lieutenant-Governor in Council, the Community will have jurisdiction over all or part of the following matters:

(a) recreation of an inter-municipal nature, including the establishment of regional parks;

(b) the construction of subsidized housing centers;

(c) the integration of the fire prevention departments;

(d) inter-municipal libraries.

Such by-law, to come into force, shall be approved by the Lieutenant-Governor in Council who shall fix the date of its coming into force.

Approval.

Notice of such approval shall be published in the *Québec Official Gazette*.

Publication.

115. The municipalities in the territory of the Community shall retain their jurisdiction over the matters enumerated in section 114, even after the Community has obtained jurisdiction over such matters and until the Community exercises its jurisdiction over such matters and to such extent as the Community has refrained from doing so.

Municipalities to retain jurisdiction.

Every provision of a by-law of a municipality in the territory of the Community contrary to or inconsistent with any provision of a by-law passed by the Community in the exercise of any jurisdiction contemplated in section 114 shall forthwith cease to be in force, and the Community may, by by-law, repeal such provision of a by-law of a municipality. In such case, the secretary of the Community and the clerk of the municipality shall perform the duties enumerated in the last paragraph of section 113.

Cessation of inconsistent by-laws of municipality, etc.

§ 1.—Valuations

116. Within three months of the coming into force of this act, the Community shall provide by by-law for the establishment of a valuation department for the whole of its territory; it shall appoint a valuation commissioner within the same delay.

Valuation department, etc.

117. From such appointment, the assessors entrusted with the making and annual revision of the valuation rolls

Assessors.

luation ainsi que de la confection des rôles de valeurs locatives des municipalités, qu'il s'agisse d'estimateurs permanents ou non, tombent sous la juridiction du commissaire à l'évaluation et doivent, dans l'exécution de leurs fonctions, se soumettre à toutes ses directives relativement aux méthodes et modalités à suivre dans l'exécution de leurs fonctions.

and with the making of the rolls of rental values of the municipalities, whether or not they are permanent assessors, shall be under the jurisdiction of the valuation commissioner and must, in the performance of their duties, comply with all his directives relating to the methods and conditions to be followed in the performance of their duties.

Devoirs et rapport du commissaire à l'évaluation.

118. Dès sa nomination, le commissaire à l'évaluation doit procéder aux études requises pour recueillir les données nécessaires ou utiles afin d'en arriver à la normalisation de l'évaluation foncière dans le territoire de la Communauté. Il doit établir les principes et modalités qui doivent être suivis par les estimateurs dans la préparation des rôles d'évaluation des municipalités, de façon à normaliser cette évaluation foncière et à en assurer la qualité. Dans les six mois de sa nomination, le commissaire à l'évaluation soumet ces principes, normes et modalités au Conseil en déposant un rapport écrit à cet effet. Le Conseil homologue ce rapport, avec ou sans modifications, dans les deux mois qui suivent sa réception. Le rapport ainsi homologué est obligatoire et doit être suivi dans la préparation des rôles d'évaluation de toutes les municipalités.

118. Immediately upon his appointment, the valuation commissioner shall carry out the studies required to gather the data necessary or useful to standardize real estate valuation in the territory of the Community. He must establish the principles and conditions to be followed by the assessors in the preparation of the valuation rolls of the municipalities, in such a way as to standardize such real estate valuation and to ensure the quality thereof. Within six months after his appointment, the valuation commissioner shall submit such principles, standards and conditions to the Council by filing a written report to that effect. The Council shall homologate such report, with or without amendments, within two months following receipt thereof. The report so homologated shall be binding and must be followed in the preparation of the valuation rolls of all of the municipalities.

Duties and report of valuation commissioner.

Rapports au Conseil.

Le commissaire à l'évaluation soumet également au Conseil des rapports écrits aussi souvent que nécessaire pour que soient tenus constamment à jour les principes, normes et modalités applicables à l'évaluation foncière du territoire de la Communauté; ces rapports sont homologués par le Conseil, avec ou sans modifications, avec le même effet que le rapport initial.

The valuation commissioner shall also submit written reports to the Council as often as necessary in order that the principles, standards and conditions applicable to real estate valuation in the territory of the Community be constantly kept up to date; such reports shall be homologated by the Council, with or without amendments, and shall have the same effect as the initial report.

Reports to Council, etc.

Homologation.

Ces homologations sont faites par règlement.

Such homologations shall be effected by by-law.

Homologations.

Dépôt des rôles d'évaluation, etc.

119. À compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, les rôles d'évaluation des municipalités autres que la Ville de Montréal et les révisions annuelles de ces rôles doivent être déposés entre le 15 août et le 1^{er} octobre et servent de base à la perception des taxes pour l'exercice financier commençant le 1^{er} janvier suivant.

119. From the coming into force of this act, the valuation rolls of the municipalities other than the City of Montreal and the annual revisions of such rolls must be deposited between the 15th of August and the 1st of October and shall be used as the basis for the collection of the taxes for the fiscal year beginning on the 1st of January following.

Deposit of valuation rolls, etc.

Dépôt de
certificat
d'évalua-
tion
totale.

120. À compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, et jusqu'à la date de l'entrée en vigueur du premier rôle d'évaluation de la Communauté, il est du devoir du greffier ou du secrétaire-trésorier de toute municipalité de déposer auprès du commissaire à l'évaluation au plus tard le 15 mai de chaque année, un certificat attestant l'évaluation totale des immeubles imposables, tel qu'il appert du rôle d'évaluation en vigueur le 1^{er} mai de la même année dans la municipalité qu'il représente, montrant l'évaluation des terrains et l'évaluation des bâtiments séparément mais sans inclure l'évaluation de la machinerie et, à cette fin, il est censé être un employé de la Communauté. Ce certificat doit également attester le montant par lequel la valeur réelle des immeubles imposables des compagnies bénéficiant d'une évaluation réduite en vertu d'une loi d'exception dépasse cette évaluation. Ce montant doit être compris dans l'évaluation totale des immeubles imposables de la municipalité.

Modifica-
tion aux
évalua-
tions
totales.

La Communauté doit, par résolution et sur rapport du commissaire à l'évaluation, modifier les évaluations totales apparaissant aux certificats ainsi déposés par toute municipalité, suivant qu'elle le juge nécessaire ou utile, de façon qu'après avoir apporté ces modifications, lesdites évaluations totales paraissent avoir été établies, par rapport à la valeur réelle, suivant les mêmes normes et principes et selon la même base.

Accès aux
registres,
etc.

Pour les fins susdites, les personnes désignées et autorisées par le commissaire à l'évaluation ont libre accès à tous les registres, rôles d'évaluation et autres documents de toutes les municipalités que le commissaire à l'évaluation juge nécessaires pour réaliser tels ajustements et lesdites personnes peuvent requérir les services de tout fonctionnaire ou employé de chacune des municipalités.

Avis de
modifica-
tions.

121. Si le commissaire à l'évaluation recommande de modifier les évaluations totales des immeubles imposables mentionnées dans le certificat ainsi transmis par une municipalité, il doit en aviser, par écrit, la municipalité intéressée au moins trente jours avant le dépôt de son rapport.

120. From the coming into force of this act and until the date of the coming into force of the first valuation roll of the Community, it shall be the duty of the clerk or secretary-treasurer of every municipality to deposit with the valuation commissioner, not later than the 15th of May each year, a certificate attesting the total valuation of the taxable immoveables, as set forth in the valuation roll in force on the 1st of May in such year in the municipality which he represents, showing the valuation of lands and the valuation of buildings separately but excluding the valuation of machinery, and for such purpose he shall be deemed an employee of the Community. Such certificate shall also establish the amount by which the real value of the taxable immoveables of the companies which enjoy a reduced valuation under a law of exception exceeds such valuation. Such amount shall be included in the total valuation of the taxable immoveables of the municipality.

Deposit
of certifi-
cate of
total
valuation.

The Community, by resolution and upon a report by the valuation commissioner, must make any adjustments in the total valuations shown on the certificates so deposited by each municipality that it deems necessary or useful, so that, after giving effect to such adjustments, such total valuations appear to have been determined, in relation to the real value, according to the same standards and principles and on the same basis.

Adjust-
ments to
total valu-
ations.

For the above-mentioned purposes, the persons appointed and authorized by the valuation commissioner shall have free access to all registers, valuation rolls and other documents of all the municipalities which the valuation commissioner deems necessary for the making of such adjustments, and the said persons may call upon the services of any officer or employee of each of the municipalities.

Right of
access to
registers,
etc.

121. If the valuation commissioner recommends that adjustments be made to the total valuations of the taxable immoveables mentioned in the certificate so sent by a municipality, he must notify the municipality concerned in writing not less than thirty days prior to the deposit of his report.

Notice
respecting
adjust-
ments.

Plaintes
sur les
modifi-
cations.

Toute municipalité peut se plaindre au commissaire à l'évaluation de la modification projetée, en transmettant par écrit à ce dernier un avis contenant les motifs de sa plainte, avant l'expiration dudit délai de trente jours.

Any municipality may complain to the valuation commissioner respecting the proposed adjustment, by forwarding in writing to the latter a notice stating the grounds for its complaint before the expiry of the said delay of thirty days.

Complaint
against
adjust-
ments.

État
d'évalua-
tions
totales.

122. Le quinzième jour du mois d'août de chaque année, la Communauté transmet à la Commission municipale de Québec et à chacune des municipalités intéressées, un état établissant l'évaluation totale des immeubles imposables dans chacune des municipalités, tel qu'établi dans les certificats déposés auprès du commissaire à l'évaluation par ces municipalités et adopté par la Communauté, avec les modifications qui ont été faites et les plaintes soumises conformément aux dispositions qui précèdent.

122. On the fifteenth day of August in each year the Community shall send to the Québec Municipal Commission and to each municipality concerned a statement setting forth the total valuation of the taxable immovables in each of the municipalities as stated in the certificates deposited with the valuation commissioner by such municipalities and adopted by the Community with such adjustments as have been made and the complaints lodged in accordance with the preceding provisions.

Statement
of total
valua-
tions.

Appel des
décisions
sur les
plaintes.

Il y a droit d'appel à la Commission municipale de Québec de toutes décisions rendues par la Communauté relativement à une plainte produite ou si la Communauté a modifié l'état d'évaluation totale sans que soit donné à la municipalité l'avis prévu par la loi; l'appel ne peut être entendu par la Commission municipale de Québec à moins qu'un avis, par écrit, à cet effet, accompagné des motifs de l'appel, ne soit transmis à ladite Commission et à la Communauté au plus tard le vingtième jour de septembre; la Commission municipale de Québec peut réviser toutes ou chacune des dites évaluations totales; toutefois, aucune révision ne peut être faite après le quatorzième jour d'octobre.

An appeal shall lie to the Québec Municipal Commission from any decision rendered by the Community respecting any complaint filed, or if the Community has made adjustments to the statement of total valuation without giving the municipality the notice provided by law; the appeal shall not be heard by the Québec Municipal Commission unless a notice in writing to such effect, together with the grounds for the appeal, is sent to the said Commission and to the Community not later than the twentieth day of September; the Québec Municipal Commission may revise all or any of such total valuations, but no revision shall be made after the fourteenth day of October.

Appeal
from
decisions
on com-
plaints,
etc.

Date où
les évalua-
tions sont
finales,
etc.

123. Les évaluations totales modifiées ou non par la Communauté, telles que transmises à la Commission municipale de Québec, sont finales, incontestables et sans appel, telles que révisées ou non, en tout ou en partie, par ladite Commission municipale de Québec, dès le 15 octobre.

123. The total valuations, whether or not adjusted by the Community, as sent to the Québec Municipal Commission, shall be final, incontestable and without appeal, whether revised or not, in whole or in part, by the said Québec Municipal Commission upon the 15th of October.

Date
when to-
tal val-
uations
final, etc.

Entrée en
vigueur.

L'état des évaluations totales, telles que révisées ou non par la Commission municipale de Québec, entre en vigueur le 15 octobre susdit, et reste en vigueur jusqu'à ce que l'état final d'évaluation suivant entre en vigueur ou, le cas échéant, jusqu'à ce qu'il soit remplacé par le premier rôle d'évaluation de la Communauté.

The statement of total valuations, as revised or not by the Québec Municipal Commission, shall come into force on the said 15th of October and shall remain in force until the next final valuation statement comes into force or, if such is the case, until it is replaced by the first valuation roll of the Community.

Coming
into force.

Fins des
évaluations.

124. Cet état des évaluations totales à l'exclusion de tout autre, sert aux fins suivantes:

a) au partage des coûts répartis entre certaines ou plusieurs des municipalités sur une base d'évaluation foncière;

b) à la détermination des subventions du gouvernement du Québec quand l'évaluation en est le critère;

c) à la fixation de la contribution municipale en vertu des articles 4 et 5 de la Loi des unités sanitaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 162);

d) au partage du coût des dépenses faites en commun par plusieurs municipalités lorsque l'évaluation en est la base;

e) à la détermination des contributions de toute commission scolaire, dont le territoire est compris dans celui de la Communauté, au coût des dépenses d'une commission scolaire régionale.

Fins
du rôle
d'évaluation
modifié.

125. À compter de l'entrée en vigueur du premier rôle d'évaluation de la Communauté, ce rôle, modifié par la Communauté en suivant, *mutatis mutandis*, la procédure prévue aux articles 120 à 123 de façon à en faire disparaître les inégalités résultant de différences dans les biens imposables et de la présence parmi ces biens de biens imposables bénéficiant d'une évaluation réduite en vertu d'une loi spéciale, sert aux fins mentionnées aux paragraphes a, b, c et d de l'article 124.

Id., pour
corporations
scolaires.

À compter de l'année scolaire qui suit l'entrée en vigueur du premier rôle d'évaluation de la Communauté, ce rôle ne peut faire l'objet de modifications par les corporations scolaires ayant pour effet d'ajuster par des pourcentages les évaluations des immeubles imposables apparaissant aux diverses parties de ce rôle et sert aux fins mentionnées au paragraphe e de l'article 124 ainsi qu'à la perception et au partage des taxes scolaires en tenant compte des autres dispositions des lois régissant les corporations scolaires ayant juridiction dans le territoire de la Communauté; il en est de même pour les années scolaires qui suivent l'entrée en vigueur de tout nouveau rôle d'évaluation de la Communauté ou de toute révision annuelle de ce rôle.

124. Such statement of total valuations, to the exclusion of any other, shall be used for the following purposes:

Use of
statement.

(a) for sharing the costs apportioned among certain or several of the municipalities on a real estate valuation basis;

(b) for determining subsidies from the government of the province of Québec where valuation is a factor;

(c) for calculating the municipal contribution under sections 4 and 5 of the Health Units Act (Revised Statutes, 1964, chapter 162);

(d) for sharing the cost of expenses incurred jointly by several municipalities where the sharing is based on valuation;

(e) for determining the contributions of any school board whose territory is included in the territory of the Community towards the cost of the expenses of a regional school board.

125. From the coming into force of the first valuation roll of the Community, such roll, adjusted by the Community by following *mutatis mutandis* the procedure provided in sections 120 to 123 in such a way as to remove the inequalities resulting from differences between taxable properties and from the fact that there are among such properties taxable properties which enjoy a reduced valuation under a special act, shall serve for the purposes mentioned in sub-paragraphs a, b, c and d of section 124.

Use of
adjusted
roll.

From the school year following the coming into force of the first valuation roll of the Community, such roll shall not be the subject of amendments by the school corporation which have the effect of adjusting by percentages the valuations of the taxable immovables appearing in the various parts of such roll, and it shall be used for the purposes mentioned in paragraph e of section 124 and for the collection and apportionment of school taxes taking into account the other provisions of the laws governing the school corporations having jurisdiction in the territory of the Community; the same shall apply to the school years following the coming into force of any new valuation roll of the Community or any annual revision of such roll.

Id., by
school
corporation.

Pourcentages d'ajustement remplacent les modifications.

126. À compter de l'année scolaire qui suit l'entrée en vigueur du premier état des évaluations totales, les pourcentages d'ajustement établis dans cet état en regard des évaluations totales des immeubles imposables dans chacune des municipalités remplacent, à toutes fins que de droit, les modifications que les corporations scolaires ayant juridiction dans le territoire de la Communauté ont le devoir de faire aux évaluations des immeubles imposables en vertu de l'article 373 de la Loi de l'instruction publique ou en vertu du chapitre 81 des lois de 1947 et du chapitre 53 des lois de 1957/1958. Il en est de même pour les années scolaires qui suivent l'entrée en vigueur de tout nouvel état des évaluations totales.

Application des pourcentages d'ajustement.

Ces pourcentages d'ajustement s'appliquent indistinctement, pour fins scolaires, à toutes les évaluations des immeubles imposables apparaissant au rôle en vigueur dans chaque municipalité lors du dépôt du certificat prévu à l'article 120 et sont incontestables pour fins scolaires.

Renseignements pour la préparation des rôles.

127. La Communauté peut, par règlement, prescrire les renseignements qui doivent être recueillis par les estimateurs des municipalités dans la préparation des rôles d'évaluation, les formules à utiliser à cette fin et la façon de les utiliser, ainsi que toute autre méthode que les estimateurs doivent suivre dans l'exécution des tâches relatives à la cueillette des données, de façon à en faciliter le traitement mécanographique.

Devoir des estimateurs permanents.

128. À compter de l'homologation du rapport prévu à l'article 118, les estimateurs permanents des municipalités et les autres personnes chargées de la confection de leurs rôles d'évaluation exercent leurs fonctions sous la surveillance et le contrôle du commissaire à l'évaluation et sont tenus de se conformer à toute directive qu'il peut leur donner pour les fins prévues aux articles 129 à 132. Le commissaire à l'évaluation peut prendre toutes les dispositions nécessaires pour s'assurer que ces directives sont suivies et exécutées.

126. From the school year following the coming into force of the first statement of total valuations, the percentages of adjustment established in such statement opposite the total valuations of the taxable immovables in each of the municipalities shall replace, for all legal purposes, the amendments which the school corporations having jurisdiction in the territory of the Community must make to the valuations of the taxable immovables under section 373 of the Education Act or under chapter 81 of the statutes of 1947 and chapter 53 of the statutes of 1957/1958. The same shall apply to the school years following the coming into force of any new statement of total valuations.

Percentages of adjustment to replace amendments.

Such percentages of adjustment shall apply without distinction, for school purposes, to all the valuations of the taxable immovables appearing in the roll in force in each municipality at the time of deposit of the certificate contemplated in section 120 and shall be incontestable for school purposes.

Application of percentages of adjustment.

127. The Community, by by-law, may prescribe the information to be obtained by the assessors of the municipalities in the preparation of the valuation rolls, the forms to be used for such purpose and the manner of using the same, and any other method which the assessors are to follow in carrying out the duties respecting the gathering of data, in such a way as to facilitate the mechanical processing thereof.

Information for assessors.

128. From the homologation of the report contemplated in section 118, the permanent assessors of the municipalities and the other persons entrusted with the making of the valuation rolls of such municipalities shall perform their duties under the supervision and control of the valuation commissioner and must comply with any directive which he may give them for the purposes contemplated in sections 129 to 132. The valuation commissioner may take all the necessary steps to ensure that such directives are followed and carried out.

Duties of permanent assessors.

Confection des rôles d'évaluation.

129. Le commissaire à l'évaluation dresse et dépose les rôles d'évaluation des municipalités autres que la Ville de Montréal, entre le 15 août et le 1^{er} octobre 1971, et le rôle d'évaluation de la Ville de Montréal au plus tard le 1^{er} mars 1972; l'ensemble de ces rôles d'évaluation constitue le rôle d'évaluation de la Communauté; les parties de ce rôle concernant le territoire respectif de chaque municipalité constituent son rôle d'évaluation.

Exercice financier 1972.

Ce rôle d'évaluation de la Communauté sert pour les fins de l'exercice financier de celle-ci débutant le 1^{er} janvier 1972.

Base à l'imposition des taxes.

Ce rôle d'évaluation de la Communauté sert de base à l'imposition des taxes foncières dans le cas des municipalités autres que la Ville de Montréal à compter du 1^{er} janvier 1972 et dans le cas de la Ville de Montréal à compter du 1^{er} mai 1972.

Date de confection.

130. Le commissaire à l'évaluation dresse et dépose un tel rôle d'évaluation à tous les cinq ans.

Révision annuelle.

131. Le rôle d'évaluation de la Communauté doit faire l'objet d'une révision annuelle, qui tienne compte de tous les facteurs affectant la valeur des immeubles. Si la Communauté est d'avis que les conditions du marché ont tellement changé depuis la date du dépôt du rôle en vigueur, que le rôle d'évaluation en vigueur ne présente plus le caractère d'uniformité requis par la loi, elle peut requérir le commissaire à l'évaluation de déposer un nouveau rôle d'évaluation après trois ans.

Dépôt du rôle des valeurs locatives.

132. À compter de l'exercice financier 1972/1973 de la Ville de Montréal, le commissaire à l'évaluation de la Communauté dépose à chaque année le rôle des valeurs locatives prévu par les dispositions de la charte de la Ville de Montréal et remplit à l'égard de ce rôle tous les devoirs imposés à l'estimateur par cette charte.

Dispositions applicables aux biens imposables.

133. Pour les fins de la confection des rôles d'évaluation et de valeurs locatives prévus par la présente loi, les biens imposables continuent d'être déterminés par les

129. The valuation commissioner shall draw up and deposit the valuation rolls of the municipalities other than the City of Montreal, between the 15th of August and the 1st of October 1971, and the valuation roll of the City of Montreal not later than the 1st of March 1972; all of such valuation rolls together shall constitute the valuation roll of the Community; those parts of such roll which deal with the respective territory of each municipality shall constitute its valuation roll.

Valuation roll of municipalities.

Such valuation roll of the Community shall be used for the purposes of its fiscal year which begins on the 1st of January 1972.

Use for fiscal year 1972.

Such valuation roll of the Community shall be used as the basis for levying the real estate taxes, in the case of the municipalities other than the City of Montreal from the 1st of January 1972, and in the case of the City of Montreal from the 1st of May 1972.

Basis for levying taxes.

130. The valuation commissioner shall draw up and deposit such a valuation roll every five years.

When drawn up.

131. The valuation roll of the Community shall be subject to an annual revision, which shall take into account those factors which affect the value of immovables. If the Community is of the opinion that the market conditions have so changed since the date of the deposit of the roll in force that the valuation roll in force no longer shows the uniformity required by law, it may require the valuation commissioner to deposit a new valuation roll after three years.

Annual revision.

132. From the 1972/1973 fiscal year of the City of Montreal, the valuation commissioner of the Community shall deposit each year the roll of rental values contemplated by the charter of the City of Montreal, and shall fulfil all the duties respecting such roll which are assigned to the assessor by such charter.

Deposit of roll of rental values, etc.

133. For the purposes of the making of the valuation rolls and the rolls of rental values contemplated by this act, the taxable property shall continue to be

Provisions applicable to taxable property.

dispositions législatives applicables à la municipalité dans laquelle ils sont situés.

Taxes sur terrain non exploité.

Lorsqu'un terrain non exploité et sur lequel il n'y a aucune construction a fait l'objet de l'exercice par la Communauté du pouvoir prévu à l'article 104 et tant que ce terrain est ainsi affecté, les taxes foncières municipales et scolaires affectant la partie de ce terrain ainsi réservée pour les fins de la Communauté sont à la charge de cette dernière. La Communauté peut exercer quant à cette partie du terrain tous les droits que confère la loi à un propriétaire relativement au rôle d'évaluation et au rôle de perception.

determined by the legislative provisions applicable to the municipality in which such taxable property is situated.

Where any unexploited land upon which there is no structure has been the subject of the exercise by the Community of the power contemplated in section 104 and as long as such land is so set apart for such use, the municipal and school real estate taxes affecting the portion of such land so reserved for the purposes of the Community shall be charged to the Community. The Community may exercise with respect to such portion of land all the rights assigned by law to an owner respecting the valuation roll and collection roll.

Taxes on unexploited land.

Entrée en vigueur.

134. Chaque partie du rôle d'évaluation de la Communauté entre en vigueur, sauf pour les parties contestées, sans qu'il soit besoin d'homologation, à l'expiration du délai accordé pour porter plainte.

134. Each part of the valuation roll of the Community, except for the contested parts, shall come into force upon the expiry of the delay granted for lodging a complaint, without homologation being required.

Coming into force.

Dispositions applicables aux plaintes.

135. Les dispositions législatives applicables à chaque municipalité régissent les plaintes contre les inscriptions à la partie du rôle d'évaluation de la Communauté couvrant le territoire de la municipalité dont il s'agit.

135. The legislative provisions applicable to each municipality shall govern the complaints against the entries on the part of the valuation roll of the Community which covers the territory of the municipality concerned.

Provisions applicable to complaints.

Avis d'évaluation aux contribuables.

136. Dans les quinze jours de la date du dépôt d'une partie du rôle d'évaluation de la Communauté couvrant le territoire d'une municipalité, le commissaire à l'évaluation doit faire livrer ou expédier par courrier ordinaire, à chaque contribuable inscrit à cette partie du rôle d'évaluation, à l'adresse qui y apparaît, un avis de son évaluation l'informant de son droit de porter plainte et du délai durant lequel il peut le faire.

136. Within fifteen days of the date of deposit of a part of the valuation roll of the Community which covers the territory of a municipality, the valuation commissioner shall cause to be delivered or forwarded by ordinary mail, to each ratepayer entered on such part of the valuation roll, at the address indicated thereon, a notice of his valuation, informing such ratepayer of his right to lodge a complaint and of the delay during which he may do so.

Notice of valuation to ratepayers.

Bureau de révision des évaluations.

137. Au plus tard le 15 août 1971, la Communauté doit adopter un règlement établissant un Bureau de révision des évaluations foncières pour l'ensemble de son territoire et pourvoyant à son organisation et à son bon fonctionnement.

137. Not later than on the 15th of August 1971, the Community shall pass a by-law establishing a Board of Revision of Real Estate Valuations for the whole of its territory and providing for the organization thereof and for its proper operation.

By-law to establish Board of Revision.

Juridiction.

138. À compter de cette date, le Bureau de révision de la Communauté

138. From such date, the Board of Revision of the Community shall exercise

Jurisdiction.

exerce, relativement au rôle d'évaluation et au rôle des valeurs locatives, s'il en est, des municipalités, la juridiction en matière de révision qui appartient alors aux conseils et bureaux de révision de ces municipalités.

as regards the valuation roll and the roll of rental values, if any, of the municipalities, such jurisdiction in matters of revision as is then vested in the councils and boards of revision of such municipalities.

Composition.

139. Le Bureau de révision est constitué d'au moins six membres permanents, dont un président et le nombre de vice-présidents fixé par le règlement, ainsi que du nombre de membres à temps partiel nécessaires à son bon fonctionnement.

139. The Board of Revision shall consist of at least six permanent members, including a chairman and such number of vice-chairmen as is fixed by by-law, and such part-time members as are necessary for its proper operation.

Composition.

Secrétaire permanent et adjoints.

Le règlement constituant le Bureau de révision doit pourvoir à la nomination d'un secrétaire permanent et du nombre de secrétaires-adjoints permanents et de secrétaires-adjoints à temps partiel nécessaires pour assurer son bon fonctionnement.

The by-law establishing the Board of Revision shall provide for the appointment of a permanent secretary and of such number of permanent assistant secretaries and part-time assistant secretaries as is required to ensure its proper operation.

Appointment of permanent secretary, etc.

Président du Bureau.

140. Le président du Bureau de révision doit être un avocat d'au moins cinq années d'exercice.

140. The chairman of the Board of Revision must be an advocate who has had at least five years' practice.

Chairman of Board.

Surveillance des membres.

Les membres et les fonctionnaires du Bureau de révision sont soumis à la surveillance, aux ordres et au contrôle du président de ce Bureau en ce qui regarde la distribution des plaintes, la tenue des séances, et généralement toutes matières d'administration qui les concernent.

The members and the officers of the Board of Revision shall be subject to the supervision, orders and control of the chairman of such Board as regards the distribution of complaints, the holding of sittings, and generally all administrative matters which concern them.

Supervision of members.

Assignation de responsabilités.

141. Le président du Bureau de révision peut assigner à chacun des vice-présidents des responsabilités particulières quant à l'exercice de la juridiction de ce Bureau sur tout ou partie du territoire de la Communauté; une telle assignation de responsabilités particulières n'a pas pour effet d'empêcher ce vice-président de participer à l'exercice de la juridiction du Bureau relativement à un territoire autre que celui pour lequel des responsabilités particulières lui ont été ainsi assignées.

141. The chairman of the Board of Revision may assign special responsibilities to each of the vice-chairmen respecting the exercise of the jurisdiction of such Board over all or part of the territory of the Community; such assigning of special responsibilities shall not have the effect of preventing such vice-chairman from participating in the exercise of the jurisdiction of the Board respecting a territory other than that for which special responsibilities were so assigned to him.

Assigning responsibilities.

Membres permanents et à temps partiel.

142. Les membres permanents et à temps partiel du Bureau sont nommés par le Conseil; leur rémunération est fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil et payée par la Communauté.

142. The permanent and part-time members of the Board shall be appointed by the Council; their remuneration shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council and shall be paid by the Community.

Permanent and part-time members.

Mandat.

143. Les membres permanents du Bureau sont nommés durant bonne con-

143. The permanent members of the Board shall be appointed during good

Term of office.

duite et jusqu'à l'âge de la retraite applicable à un juge des sessions.

behaviour and until the age of retirement applicable to judges of the sessions.

Pensions. **144.** Les membres permanents du Bureau ont droit à la pension, contributive ou non, déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

144. The permanent members of the Board shall be entitled to the pension, whether contributory or not, determined by the Lieutenant-Governor in Council. **Pensions.**

Inéligibilité. **145.** Ne peuvent être nommés membres du Bureau les membres du Conseil ou employés de la Communauté ou d'une municipalité, à l'exception toutefois des membres actuels d'un bureau de révision d'une municipalité.

145. Members of the Council and employees of the Community or of a municipality shall not be appointed members of the Board, with the exception, however, of the present members of the board of revision of a municipality. **Ineligibility.**

Adoption de règles. **146.** Les membres du Bureau réunis en assemblée plénière, sur convocation faite par le secrétaire à la demande du président du Bureau, peuvent en tout temps adopter, à la majorité des membres présents, des règles pour la conduite des affaires qui sont de la juridiction du Bureau et pour déterminer la procédure à suivre pour l'examen de ces affaires.

146. The members of the Board, meeting in committee of the whole, on convocation by the secretary on the request of the chairman of the Board, may at any time adopt, by the majority of the members present, rules for the transaction of the matters which are under the jurisdiction of the Board and to determine the procedure to be followed for the examination of such matters. **Rules.**

Homologation, etc. Ces règles de procédure sont homologuées par le Conseil et entrent en vigueur sur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Such rules of procedure shall be homologated by the Council and shall come into force upon publication in the *Québec Official Gazette*. **Homologation, etc.**

Division du Bureau. **147.** Le règlement constituant le Bureau de révision doit pourvoir à l'établissement du nombre de divisions nécessaire à l'expédition rapide des affaires du Bureau.

147. The by-law establishing the Board of Revision must provide for the establishment of such number of divisions as is necessary for the rapid dispatch of the Board's business. **Divisions of Board.**

Composition. Chaque division peut être constituée d'un ou de trois membres permanents ou temporaires du Bureau; dans le cas où une division est composée de trois membres, au moins l'un des membres doit être un avocat d'au moins cinq années d'exercice.

Each division may consist of one or three permanent or temporary members of the Board; where a division consists of three members, at least one of them shall be an advocate of not less than five years' practice. **Composition.**

Secrétaire, etc. Il doit être adjoint à chaque division un secrétaire, qui doit être soit le secrétaire ou le secrétaire-adjoint permanent du Bureau de révision, soit un secrétaire-adjoint à temps partiel.

Each division must have a secretary added to it, who shall be either the permanent secretary or assistant secretary of the Board of Revision, or a part-time assistant secretary. **Secretary.**

Effet de vacances. **148.** Une vacance dans la composition du Bureau ou d'une division de celui-ci n'a pas pour effet d'empêcher celui-ci ou les autres membres de cette division d'agir, pourvu qu'ils soient au moins deux.

148. No vacancy in the membership of the Board or in one of its divisions shall prevent it or the other members of such division from acting, provided that there are at least two. **Vacancies not a bar.**

Délai
pour
combler
vacance.
Autorité
du
président.

Cette vacance doit cependant être comblée dans les soixante jours.

However, such vacancy must be filled within sixty days. Filling
vacancy.

Décisions
à la
majorité.

149. Le président du Bureau de révision a autorité pour former chaque division, pour en modifier de temps à autre la composition et pour désigner le président de chaque division.

149. The chairman of the Board of Revision shall have the authority to form each division, to change the composition thereof from time to time and to appoint the chairman of each division. Authority
of
chairman.

Séances
publiques.

150. Au cas où une division se compose de plus d'un membre, les décisions sont prises à la majorité des voix, avec voix prépondérante au président au cas d'égalité des voix, à l'exception toutefois des questions de droit, qui sont décidées par le membre de cette division qui est avocat, ou à défaut de la présence d'un avocat, par le membre du Bureau de révision qui est avocat et qui est désigné par le président du Bureau.

150. Where a division consists of more than one member, the decisions shall be taken by a majority vote, the chairman having a casting-vote in the case of a tie, except however on questions of law, which shall be decided by the member of such division who is an advocate or, if an advocate is not present, by the member of the Board of Revision who is an advocate designated by the chairman of the Board. Decisions
by major-
ity vote.

Audition
de
plaintes.

151. Chaque fois qu'une division du Bureau de révision entend une plainte, ses séances sont publiques, à moins que le président de la division en décide autrement.

151. Whenever a division of the Board of Revision hears a complaint, its sittings shall be public, unless the chairman of the division decides otherwise. Sittings
public.

Appel.

152. Pour l'audition de toute plainte portant sur une valeur foncière inférieure à \$35,000 ou sur une valeur locative ou annuelle inférieure à \$2,000, la division du Bureau de révision chargée de l'audition doit siéger dans la municipalité où est situé l'immeuble en cause et en dehors des heures normales de travail, sauf du consentement du plaignant.

152. For hearing any complaint relating to a real estate valuation of less than \$35,000 or to a rental or annual value of less than \$2,000, the division of the Board of Revision entrusted with the hearing shall sit in the municipality where the immoveable in question is situated, outside of normal working hours, except with the consent of the complainant. Hearing
of com-
plaints.

Idem.

153. Il y a appel à la Cour provinciale, avec enquête, de la décision du Bureau sur une plainte prévue à l'article 152 en suivant les dispositions législatives applicables à la municipalité où est situé l'immeuble en question.

153. An appeal shall lie to the Provincial Court, with an investigation, from a decision of the Board respecting any complaint contemplated in section 152, pursuant to the legislative provisions applicable to the municipality where the immoveable concerned is situated. Appeal.

154. Il y a appel à la Cour provinciale de toute décision du Bureau de révision sur une plainte portant sur une valeur foncière de \$35,000 ou plus, ou sur une valeur locative ou annuelle de \$2,000 ou plus, suivant les dispositions législatives applicables à la municipalité où est situé l'immeuble en question. L'appel est entendu uniquement sur la base d'une copie du dossier du Bureau et de la traduction

154. An appeal shall lie to the Provincial Court from any decision of the Board of Revision on a complaint relating to a real estate valuation of \$35,000 or more, or a rental or annual value of \$2,000 or more, pursuant to the legislative provisions applicable to the municipality where the immoveable concerned is situated. The appeal shall be heard solely on the basis of a copy of the record of the Board Idem.

des notes sténographiques prises devant le Bureau.

and of the transcription of the stenographic notes taken before the Board.

Devoirs du secrétaire. **155.** Le secrétaire du Bureau a la garde des archives et doit remplir tous les devoirs que lui assigne le président du Bureau.

155. The secretary of the Board shall have custody of the records and shall fulfil all the duties assigned to him by the chairman of the Board. Secretary is custodian.

Délivrance de copies. Le secrétaire doit livrer à qui en fait la demande et contre paiement d'honoraires fixés par le comité exécutif et versés à la Communauté, des copies et extraits de tous documents ou certificats faisant partie des archives du Bureau.

The secretary shall deliver copies of or extracts from any documents or certificates forming part of the records of the Board to any person requesting the same, on payment of the fees fixed by the executive committee and paid to the Community. Copies of documents.

Procès-verbal. Le secrétaire et les secrétaires-adjoints doivent tenir un procès-verbal exact et fidèle des affaires qui sont soumises à chaque division, des procédures qui sont faites devant celle-ci et des décisions rendues.

The secretary and the assistant secretaries must keep precise and faithful minutes of the matters submitted to each division, the proceedings taken before it and the decisions rendered. Minutes.

Signature du procès-verbal. **156.** Le procès-verbal de toute séance est signé par le président de la division et par son secrétaire.

156. The minutes of each sitting shall be signed by the chairman of the division and by its secretary. Signature of minutes.

Témoins, etc. **157.** Le Bureau de révision peut assigner des témoins, interroger sous serment les parties et leurs témoins; il peut lui-même faire des expertises et ordonner qu'il en soit faites afin d'être en mesure de décider de la valeur des biens sous examen.

157. The Board of Revision may summon witnesses and examine the parties and their witnesses under oath; it may itself make expert appraisals or order the same to be made, to enable it to decide on the value of the property under examination. Witnesses, etc.

Assignation. Les témoins sont assignés à la diligence des parties par voie d'ordonnance signée par le président ou par un vice-président du Bureau et sont soumis, au cas de défaut, aux pénalités prévues à l'article 69.

The witnesses shall be summoned at the diligence of the parties by an order signed by the chairman or by a vice-chairman of the Board and, in case of default, shall be subject to the penalties provided in section 69. Summoning.

Frais. Les témoins ont droit de réclamer de la partie qui les a assignés le paiement des frais que la Cour supérieure accorde en semblable matière.

The witnesses shall be entitled to claim from the party summoning them the payment of the costs which the Superior Court allows in similar matters. Costs.

Sténographie. Les dépositions sont prises en sténographie par un sténographe officiel lorsque l'une des parties l'exige.

The depositions shall be taken in stenography by an official stenographer when one of the parties so requires. Depositions in stenography.

Frais à la partie qui succombe. La partie qui succombe doit payer les frais de sténographie et de traduction suivant le tarif de la Cour supérieure pour le district de Montréal, à moins que pour des raisons spéciales le Bureau n'en ordonne autrement.

The losing party shall pay the costs of stenography and transcription, in accordance with the tariff of the Superior Court for the district of Montreal, unless the Board orders otherwise for special reasons. Costs by losing party.

Recours. Le sténographe a un recours pour ses honoraires contre la partie qui a été condamnée par le Bureau à les payer.

The stenographer shall have recourse for his fees against the party condemned by the Board to pay them. Recourse.

Assermentation. Les témoins entendus sont assermentés par le secrétaire ou un secrétaire-adjoint.

The witnesses heard shall be sworn in by the secretary or an assistant secretary. Swearing in.

Visite des
immeu-
bles.

158. Les membres du Bureau ont droit de visiter en tout temps les immeubles inscrits au rôle d'évaluation de la Communauté ou au rôle de valeurs locatives d'une municipalité.

158. The members of the Board shall have the right to visit at any time the immovables entered on the valuation roll of the Community or on the roll of rental values of a municipality.

Right to
visit.

Certificat
d'estima-
tion.

159. Lorsque le Bureau de révision ordonne ou autorise une modification à un rôle d'évaluation ou à un rôle de valeurs locatives, le président signe un certificat d'estimation et le délivre au commissaire à l'évaluation de la Communauté.

159. When the Board of Revision orders or authorizes an adjustment to a valuation roll or to a roll of rental values, the chairman shall sign a certificate of assessment and send it to the valuation commissioner of the Community.

Certificate
of assess-
ment.

Décisions
motivées.

160. Toutes les décisions du Bureau de révision doivent être motivées.

160. All decisions of the Board of Revision must state the reasons on which they are based.

Decisions.

Change-
ments aux
rôles.

161. Sur réception d'un certificat d'évaluation établi suivant les dispositions de l'article 159, le commissaire à l'évaluation de la Communauté ordonne aux fonctionnaires de la Communauté et de la municipalité d'effectuer les changements requis au rôle d'évaluation, au rôle de valeurs locatives et au rôle de perception, selon le cas, et ces fonctionnaires doivent se conformer à l'ordre reçu.

161. On receipt of a certificate of valuation established in accordance with section 159, the valuation commissioner of the Community shall order the officers of the Community and of the municipality to make the required changes in the valuation roll, the roll of rental values or the collection roll, as the case may be, and such officers must comply with the order received.

Changes
in rolls.

Avis de
réception
de
plaintes.

162. Le commissaire à l'évaluation doit aviser par écrit la municipalité intéressée de la réception d'une plainte portant sur un immeuble situé dans son territoire et cette municipalité peut intervenir devant le Bureau de révision.

162. The valuation commissioner shall notify the municipality concerned in writing of the receipt of any complaint respecting an immovable situated in its territory and such municipality may intervene before the Board of Revision.

Notice of
receipt of
com-
plaint.

Municipa-
lité
mise en
cause.

Cette municipalité doit être mise en cause dans tout appel d'une décision du Bureau de révision relativement à un immeuble situé sur son territoire.

Such municipality shall be summoned in any appeal from a decision of the Board of Revision respecting an immovable situated in its territory.

Summon-
ing in
appeal.

Recense-
ment.

163. La Communauté peut faire des règlements pour prendre un recensement des habitants de son territoire, dans le but de constater leur nombre, et d'obtenir des statistiques concernant leur âge ainsi que leur condition sociale et économique.

163. The Community may make by-laws to take a census of the inhabitants of its territory in order to ascertain the number thereof and to obtain statistics respecting their age and their social and economic condition.

Census of
inhab-
itants.

§ 2.—Schéma d'aménagement

§ 2.—Development plan

Contenu
du
schéma.

164. La Communauté doit, par règlement, dans les trois ans de l'entrée en vigueur de la présente loi, établir un schéma d'aménagement de son territoire comprenant:

164. Within three years after the coming into force of this act, the Community, by by-law, shall establish a development plan for its territory, comprising:

By-law
for devel-
opment
plan.

1° les affectations du sol et les densités approximatives d'occupation;

(1) the assignment of the use of land and the approximate occupation densities;

2° le tracé approximatif des principales voies de circulation;

3° la nature et l'emplacement approximatif des équipements urbains;

4° la nature, l'emplacement et le tracé approximatif des services d'utilité publique.

Études en matière d'urbanisme.

Toute municipalité doit mettre à la disposition de la Communauté un exemplaire de toute étude en matière d'urbanisme qu'elle a faite ou fait exécuter dans le passé sur son territoire ou sur un territoire plus étendu, ainsi que tous les documents pertinents qui sont en sa possession.

Loi n'affecte pas compétence.

La présente loi n'a pas pour effet de conférer à la Communauté ou d'enlever aux municipalités la compétence prévue au paragraphe 1° de l'article 426 de la Loi des cités et villes ou aux dispositions équivalentes de la charte de la Ville de Montréal ou du Code municipal.

(2) the approximate routes of the main traffic thoroughfares;

(3) the nature and approximate location of urban installations;

(4) the nature, location and approximate routes of public utility services.

Every municipality shall make available to the Community a copy of every study in the field of town-planning which it has made or caused to be carried out in the past in its territory or in a more extensive territory, and any relevant documents which are in its possession.

Copy of town-planning study.

This act shall not have the effect of conferring upon the Community or of removing from the municipalities the competence contemplated in paragraph 1 of section 426 of the Cities and Towns Act or in the equivalent provisions of the charter of the City of Montreal or of the Municipal Code.

Competence not affected by act.

Publications et audiences publiques.

165. Avant d'adopter, de modifier ou d'abroger un règlement relatif à son schéma d'aménagement, la Communauté doit:

1° publier dans un quotidien de langue française et dans un quotidien de langue anglaise circulant sur son territoire un avis indiquant de façon générale la nature de la mesure qu'elle se propose d'adopter et invitant les intéressés à se présenter devant elle, à une date qu'elle fixe au plus tôt quinze jours francs après la date de cette publication, pour lui faire les représentations que les intéressés jugent appropriés;

2° tenir à la date, à l'heure et à l'endroit mentionnés dans l'avis, par l'entremise d'une commission qu'elle constitue une audience publique, qu'elle ajourne autant de fois que nécessaire, pour entendre les représentations des intéressés.

165. Before making, amending or repealing any by-law respecting its development plan, the Community must:

Prior formalities.

(1) publish in a French-language daily newspaper and in an English-language daily newspaper circulating in its territory a notice stating generally the nature of the measure which it proposes to make and inviting the persons concerned to present themselves before it on a date to be fixed by it which shall not be earlier than fifteen clear days after the date of such publication, to make to it such representations as the persons concerned deem proper;

(2) hold, on the date and at the time and place mentioned in the notice, through a commission established by it, a public hearing which it shall adjourn as often as necessary, to hear the representations of the persons concerned.

§ 3.—*Traitement des données*

Réglementation.

166. La Communauté peut, par règlement:

1° pourvoir à l'établissement et à l'exploitation d'un système central de traitement des données;

2° prescrire les types et modèles d'équipement de traitement des données et d'ac-

§ 3.—*Data-processing*

166. The Community, by by-law, may:

By-laws.

(1) provide for the establishment and operation of a central data-processing system;

(2) prescribe the types and models of data-processing equipment and the accesso-

cessoires s'y rapportant qui peuvent être acquis, loués ou utilisés par les municipalités de façon à permettre l'intégration de cet équipement et de ces accessoires avec le système de traitement des données de la Communauté;

3° prescrire toute mesure et norme qu'elle juge opportunes pour réaliser l'intégration prévue au paragraphe 2°;

4° autoriser la location de ce système à des tiers et l'exécution, au moyen de ce système, de travaux pour des tiers aux conditions qu'elle juge équitables;

5° prescrire les formules à utiliser par les municipalités de son territoire et la façon de les utiliser, dans la cueillette de données relevant de leur compétence et toute autre méthode à suivre par les municipalités dans l'utilisation de leur équipement mécanographique, de façon à faciliter le traitement des données par la Communauté;

6° obliger les municipalités et les commissions scolaires de son territoire à lui confier la confection de leurs rôles de perception et l'expédition de leurs comptes de taxes, et ce moyennant un tarif établi par ce règlement et approuvé par le ministre.

Appro-
bation de
contrats.

167. Aucun contrat pour l'achat, la location ou le renouvellement de la location d'équipement de traitement des données ne peut être consenti par une municipalité sans l'approbation du ministre.

§ 4.—Pollution de l'air

Règle-
ments
pour éli-
mination
des agents
polluants.

168. La Communauté peut faire des règlements relatifs à l'élimination des agents polluants de l'air et, sans restreindre la généralité de ce qui précède pour:

1° obliger les propriétaires d'immeubles à munir ceux-ci d'appareils destinés à prévenir l'échappement d'étincelles, d'escarbilles et de suie, et déterminer les devoirs des préposés au chauffage, à la garde ou à l'entretien des chaudières, fournaies et appareils fumivores ou gazi-vores;

2° obliger les propriétaires d'établissements industriels, d'incinérateurs ou de machinerie à les munir d'appareils gazi-vores ou fumivores tels qu'ils éliminent l'échappement dans l'atmosphère de fumées et de gaz contenant plus que la pro-

portions relatives thereto which may be acquired, leased or used by the municipalities, so as to permit such equipment and the accessories thereof to be integrated into the data-processing system of the Community;

(3) prescribe any measure or standard which it deems expedient to achieve the integration contemplated in paragraph 2;

(4) authorize the rent of such system to third persons and the carrying out of work for third persons through such system, on such terms and conditions as it deems equitable;

(5) prescribe the forms to be used by the municipalities in its territory and the manner of using the same in the gathering of data within their competence, and any other method to be followed by the municipalities in the utilization of their multi-copying equipment so as to facilitate data-processing by the Community;

(6) compel the municipalities and school boards in its territory to entrust to it the making of their collection rolls and the forwarding of their tax accounts, upon payment of a tariff established by such by-law and approved by the Minister.

167. No contract for the purchase, lease or renewal of the lease of data-processing equipment shall be made by a municipality without the approval of the Minister.

Approval
of
contracts.

§ 4.—Air pollution

168. The Community may make by-laws relating to the elimination of air pollutants and, without restricting the generality of the foregoing, to:

Air pol-
lution
by-laws.

(1) compel the owners of immovables to provide their immovables with such apparatus as will prevent the escaping of sparks, cinders and soot, and determine the duties of persons who supervise heating and of those entrusted with the care and upkeep of boilers, furnaces and smoke-collecting or gas-collecting apparatus;

(2) compel the owners of industrial establishments, incinerators or machinery to provide the same with such necessary apparatus as will eliminate the escaping into the atmosphere of smoke or gas containing more than the proportion

portion permise par ce règlement des agents polluants prévus par ce règlement;

3° obliger les personnes mentionnées aux paragraphes 1° et 2° à installer dans leurs cheminées des appareils d'un modèle approuvé pour mesurer la quantité d'agents polluants présents à ces endroits;

4° prescrire la façon dont il peut être disposé de résidus industriels ou autres qu'elle considère des agents polluants de l'air, obliger les personnes désirant disposer de tels agents polluants à le faire de la façon prévue par le règlement ou approuvée par un fonctionnaire de la Communauté et prohiber l'abandon sur son territoire de tout agent polluant non traité de cette façon;

5° prescrire que toute infraction aux dispositions d'un règlement adopté sous l'autorité du présent article entraînera comme pénalité, pour une première infraction au cours d'une année civile, une amende minimum d'au plus \$1,000 et une amende maximum d'au plus \$10,000, avec ou sans frais ou une peine d'emprisonnement d'un maximum de trois mois ou les deux peines à la fois et pour toute infraction subséquente au cours d'une même année civile, une amende minimum d'au plus \$2,000 et une amende maximum d'au plus \$20,000 ou une peine d'emprisonnement minimum d'un mois et d'un maximum de six mois ou les deux peines à la fois;

6° prescrire qu'une peine de prison pour une période au moins égale à la peine minimum d'emprisonnement prévue au paragraphe 5° peut être imposée à défaut du paiement de l'amende prévue au paragraphe 5° et que cette peine d'emprisonnement doit cesser dès le paiement de l'amende ou de l'amende et des frais, selon le cas;

7° prescrire que si l'infraction à un règlement de la Communauté adopté en vertu du présent article est continue, cette continuité constitue jour par jour une infraction séparée.

§ 5.—*Circulation*

169. La Communauté peut, par règlement, sous réserve des dispositions du Code de la route:

permitted by such by-law of the pollutants contemplated by such by-law;

(3) compel the persons mentioned in paragraphs 1 and 2 to install in their chimneys apparatus of an approved type to measure the quantity of pollutants present in such places;

(4) prescribe the manner of disposing of industrial or other residues which it deems to be air pollutants, compel the persons wishing to dispose of such pollutants to do so in the manner prescribed by the by-law or approved by an officer of the Community and prohibit the abandoning in its territory of any pollutant not dealt with in such manner;

(5) prescribe that any infringement of a by-law made under the authority of this section will entail as a penalty, for a first offence during a calendar year a minimum fine of not more than \$1,000 and a maximum fine of not more than \$10,000, with or without costs, or a maximum penalty of imprisonment for three months, or both such penalties together, and for any subsequent offence during the same calendar year a minimum fine of not more than \$2,000 and a maximum fine of not more than \$20,000 or a penalty of imprisonment for a minimum of one month or a maximum of six months, or both such penalties together;

(6) prescribe that a penalty of imprisonment for a period at least equal to the minimum imprisonment penalty provided by paragraph 5 may be imposed on failure to pay the fine provided in paragraph 5 and that such penalty of imprisonment is to cease upon payment of the fine or of the fine and costs, as the case may be;

(7) prescribe that if the infringement of a by-law of the Community made under this section is continued, such continuity shall constitute a separate offence day by day.

§ 5.—*Traffic*

169. The Community, by by-law, ^{Traffic} subject to the provisions of the Highway ^{by-laws.} Code, may:

1° déterminer les grandes voies de circulation et les rues intermunicipales de son territoire;

2° régler ou interrompre la circulation dans les rues intermunicipales, les grandes voies de circulation et les voies d'accès à celles-ci;

3° prescrire la signalisation qui doit être employée pour avertir de l'exécution des travaux sur les rues intermunicipales et les grandes voies de circulation;

4° régler ou prohiber le stationnement ou l'arrêt temporaire de véhicules sur les rues intermunicipales ou grandes voies de circulation;

5° décréter que les rues intermunicipales et les grandes voies de circulation sont à sens unique en tout temps ou à certaines périodes;

6° régler la vitesse des véhicules sur les rues intermunicipales et les grandes voies de circulation;

7° abroger les dispositions de tous règlements des municipalités de son territoire qu'elle juge incompatibles avec les dispositions de règlements adoptés sous l'autorité du présent article;

8° pourvoir à la synchronisation des systèmes mécaniques de contrôle de la circulation sur les rues intermunicipales et les grandes voies de circulation ainsi que sur les voies d'accès à celles-ci et y installer la signalisation et les systèmes mécaniques de contrôle de la circulation qu'elle juge appropriés;

9° établir des normes minima de déneigement et d'entretien d'hiver des grandes voies de circulation et des rues intermunicipales.

(1) determine the main traffic thoroughfares and intermunicipal streets in its territory;

(2) regulate or interrupt traffic in the intermunicipal streets and main traffic thoroughfares and the roads which give access thereto;

(3) prescribe the signals to be used to give warning of the carrying out of works on intermunicipal streets or on main traffic thoroughfares;

(4) regulate or prohibit the parking or temporary stopping of vehicles on intermunicipal streets or main traffic thoroughfares;

(5) order that intermunicipal streets or main traffic thoroughfares be one way at all times or during certain periods;

(6) regulate the speed of vehicles on intermunicipal streets and main traffic thoroughfares;

(7) repeal the provisions of such by-laws of the municipalities in its territory as it deems inconsistent with the by-laws passed under the authority of this section;

(8) provide for the synchronization of mechanical traffic control systems on intermunicipal streets and main traffic thoroughfares and on the roads which give access thereto, and install there such signals and mechanical traffic control systems as it deems suitable;

(9) determine minimum standards for snow removal and winter maintenance on main traffic thoroughfares and intermunicipal streets.

Règlement
uniforme
de circu-
lation.

170. La Communauté peut faire les études nécessaires et préparer un projet de règlement uniforme de circulation qui ne devient obligatoire dans le territoire d'une municipalité que si cette municipalité l'adopte comme son règlement de circulation.

170. The Community may carry out the necessary studies and prepare a draft uniform traffic by-law which shall not be binding in the territory of a municipality unless such municipality adopts it as its traffic by-law.

Uniform
traffic
by-law.

§ 6.—*Aqueducs et égouts*

Règle-
ments sur
normes de
travaux
d'aqueduc,
etc.

171. La Communauté peut, par règlement, établir des normes minima pour l'ensemble de son territoire relativement aux méthodes d'exécution de tous travaux d'aqueduc, d'égouts et d'ouvrages ou

§ 6.—*Waterworks and sewers*

171. The Community, by by-law, may establish minimum standards for all of its territory respecting the methods of carrying out all work respecting waterworks, sewers and water treatment works

By-law for
standards
of work.

usines de traitement d'eaux ainsi qu'aux matériaux employés dans l'exécution de ces travaux. Ces règlements sont obligatoires pour toutes les municipalités; ils n'entrent en vigueur que sur approbation de la Régie des eaux du Québec.

or plants and the materials used in the carrying out of such works. Such by-laws shall be binding upon all the municipalities; they shall not come into force except upon the approval of the Québec Water Board.

Approba-
tion de
certains
projets.

172. Toute municipalité doit soumettre au comité exécutif, pour approbation, tout projet de construction, d'agrandissement ou de modification d'un ouvrage ou usine de traitement d'eau, d'un réseau d'aqueduc ou d'un réseau d'égout, avant d'adopter la résolution ou le règlement nécessaire à la mise en oeuvre de ce projet.

172. Every municipality shall submit to the executive committee for approval any project for the construction, enlargement or alteration of works or plants for water treatment, a waterworks system or a sewer system before passing the resolution or the by-law necessary for implementing such project.

Certain
projects
submitted
for
approval.

Délai
pour
décision.

Dans les quinze jours de la réception de cette demande, le comité exécutif doit déterminer si ce projet est de nature purement locale ou s'il a des incidences sur un territoire plus grand que celui de la municipalité.

Within fifteen days after receiving such application, the executive committee shall determine whether such project is of a purely local nature or has any repercussions on any territory larger than that of the municipality.

Delay for
determina-
tion.

Inciden-
ces inter-
municipi-
pales.

Si le comité exécutif décide que le projet a des incidences intermunicipales, le Conseil peut, par résolution, sous réserve de l'approbation de la Régie des eaux du Québec, ordonner les modifications qu'elle juge utiles aux plans et devis des travaux projetés, autoriser la municipalité à exécuter ces travaux et répartir selon les dispositions de la présente loi l'excédent du coût des travaux par rapport à ce qu'aurait été ce coût sans modifications aux plans et devis.

If the executive committee decides that the project has intermunicipal repercussions the Council may, by resolution, subject to the approval of the Québec Water Board, order such alterations as it deems expedient in the plans and specifications of the proposed works, authorize the municipality to carry out such works and apportion in accordance with this act the excess of the cost of the works over what the cost of such works would have been without any alterations in the plans and specifications.

Project
with inter-
municipal
repercus-
sions.

Restric-
tions aux
pouvoirs
de la
Régie des
eaux.

173. La Régie des eaux du Québec ne peut:

a) exercer à l'égard d'aucune municipalité les pouvoirs prévus aux articles 17, 18, 21, 23 et 25 de la Loi de la Régie des eaux sans avoir appelé la Communauté à lui faire les représentations que celle-ci juge appropriées, à moins que le consentement de la Communauté n'ait été produit à la Régie des eaux avec une demande d'approbation prévue auxdits articles;

b) exercer à l'égard d'une municipalité les pouvoirs prévus à l'article 19 de la Loi de la Régie des eaux, si ce n'est dans le cas où la Régie des eaux se borne à entériner une entente entre ces municipalités, qui a déjà reçu l'approbation de la Communauté; à défaut d'entente approuvée par la Communauté, cette Régie ne peut

173. The Québec Water Board shall not:

(a) exercise respecting any municipality the powers contemplated in sections 17, 18, 21, 23 and 25 of the Water Board Act without having called upon the Community to make to it such representations as it deems appropriate, unless the consent of the Community has been filed with the Water Board together with an application for approval contemplated in the said sections;

(b) exercise as regards any municipality the powers contemplated in section 19 of the Water Board Act, except in the case where the Water Board limits itself to ratifying an agreement among such municipalities which has already been approved by the Community; failing an agreement approved by the Community, such Board

Powers
of Board
restricted.

ordonner l'exécution de travaux intermunicipaux que par la Communauté; cette Régie ne peut établir la répartition du coût des ouvrages et des frais d'entretien et d'exploitation de ceux-ci, déterminer le mode de paiement ou fixer l'indemnité périodique ou non payable par les municipalités du territoire de la Communauté pour l'usage des ouvrages ou le service fourni qu'après avoir appelé la Communauté à faire valoir ses représentations à ce sujet.

Ordonnances dans les causes pendantes.

La Régie des eaux du Québec peut rendre, à l'égard de la Communauté, dans les causes pendantes devant elle à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, toute ordonnance qu'elle aurait pu rendre à l'égard d'une municipalité comme si la Communauté avait été en tout temps partie aux procédures.

Travaux permis.

174. Sous réserve de la juridiction de la Régie des eaux du Québec, la Communauté a compétence pour décréter et exécuter, même à l'extérieur de son territoire, tous travaux relatifs aux usines ou ouvrages de traitement d'eau, aux conduites maîtresses d'aqueduc et aux conduites maîtresses d'égout destinés à desservir plus d'une municipalité.

Acquisitions d'usine de traitement d'eau, etc.

175. La Communauté peut, par règlement qui entre en vigueur sur approbation de la Commission municipale de Québec et de la Régie des eaux du Québec acquérir aux conditions fixées par le règlement, comme partie de ses réseaux, la propriété de tout ouvrage ou usine de traitement d'eau, toute conduite maîtresse d'aqueduc et toute conduite maîtresse d'égout appartenant à une municipalité et destinés à desservir le territoire de plus d'une municipalité.

Droits, etc., dévolus à la Communauté.

176. Lorsqu'une municipalité dont certains ouvrages, usines ou conduites sont acquis par la Communauté s'était engagée par contrat avec une autre municipalité à lui fournir de l'eau potable ou à recevoir ses eaux-vannes, et que les ouvrages, usines ou conduites acquis par la Communauté étaient nécessaires à l'exécution de ce contrat, la Communauté est substituée à cette municipalité dans tous

shall not order the carrying out of intermunicipal works by the Community; such Board shall establish the apportionment of the cost of the works and the cost of maintenance and operation thereof, determine the method of payment or fix the indemnity, whether periodical or not, payable by the municipalities in the territory of the Community for the use of the works or service provided only after having called upon the Community to put forward its representations in this respect.

The Québec Water Board may make with respect to the Community, in the cases pending before it on the date of the coming into force of this act, any order which it might have made with respect to any municipality as if the Community had always been a party to the proceedings.

Order in pending cases.

174. Subject to the jurisdiction of the Québec Water Board, the Community shall have power to order and carry out, even outside its territory, all work respecting water treatment plants or works, water mains and sewer mains intended to serve more than one municipality.

Work respecting plants, etc., authorized.

175. The Community, by a by-law which shall come into force upon approval by the Québec Municipal Commission and by the Québec Water Board upon the conditions fixed by the by-law, may acquire as a portion of its system the ownership of any water treatment plant or work, or any water main or sewer main owned by a municipality and intended to serve the territory of more than one municipality.

Acquisitions authorized.

176. Whenever a municipality some of whose works, plants or mains are acquired by the Community has bound itself contractually with another municipality to supply such other municipality with drinking water or to receive its used waters, and such works, plants or mains acquired by the Community have been necessary for the carrying out of such contract, the Community shall be sub-

Community substituted in rights, etc.

les droits et obligations de cette municipalité résultant de ce contrat.

stituted for such municipality in all the rights and obligations of such municipality resulting from such contract.

Perte de compétence.

177. Lorsque tous les ouvrages ou toutes les usines de traitement d'eau d'une municipalité sont acquis par la Communauté, cette municipalité perd toute compétence pour établir de tels ouvrages ou de telles usines.

177. When all the water treatment works or plants of a municipality are acquired by the Community, such municipality shall no longer have power to establish such works or such plants. Forfeiture of certain powers.

Pouvoirs non limités.

Rien dans la présente loi n'a pour effet de limiter les pouvoirs d'une municipalité de distribuer à ses contribuables l'eau potable qui lui est fournie par la Communauté ou de recevoir les eaux-vannes de ses contribuables pour les acheminer vers les ouvrages de la Communauté.

Nothing in this act shall have the effect of restricting the power of a municipality to distribute to its ratepayers the drinking water supplied to it by the Community or to receive used waters from its ratepayers in order to convey such used waters to the works of the Community. Powers not restricted.

Eau potable.

178. La Communauté ne peut fournir de l'eau potable à d'autres personnes qu'une municipalité.

178. The Community shall not supply drinking water to persons other than a municipality. Supplying drinking water.

Réception d'eaux-vannes.

179. La Communauté ne peut recevoir directement d'autres personnes que d'une municipalité des eaux-vannes pour fins de traitement.

179. The Community shall not collect used waters for treatment directly from persons other than a municipality. Collecting used waters.

Consentement pour fournir de l'eau.

180. À compter de la date d'entrée en vigueur de règlements adoptés par la Communauté en vertu de l'article 175, aucune municipalité qui reçoit de l'eau de la Communauté ne peut, sans le consentement de la Communauté, fournir de l'eau à une autre municipalité quelle qu'elle soit et aucune municipalité ne peut, sans le consentement de la Communauté, recevoir pour fins de traitement les eaux-vannes en provenance d'une autre municipalité quelle qu'elle soit.

180. From the coming into force of the by-laws passed by the Community under section 175, no municipality which receives water from the Community shall, without the consent of the Community, supply water to any other municipality, and no municipality shall, without the consent of the Community, receive used waters from any other municipality for treatment. Consent required to supply water, etc.

Respect des contrats antérieurs.

181. Rien dans l'article 180 n'est censé empêcher une municipalité de fournir de l'eau à une autre municipalité quelle qu'elle soit, ou de recevoir les eaux-vannes d'une autre municipalité quelle qu'elle soit, dans le cas où ces opérations résultent de contrats antérieurs à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, si les ouvrages, usines et conduites nécessaires pour ce faire n'ont pas été acquis par la Communauté.

181. Nothing in section 180 shall be deemed to prohibit any municipality from supplying water to any other municipality or from receiving used waters from any other municipality, whenever such operations arise out of contracts made before the date of the coming into force of this act if the works, plants and mains necessary to do so have not been acquired by the Community. Prior contracts safeguarded.

Règlements.

182. La Communauté peut adopter des règlements pour:

182. The Community may make by-laws to: By-laws.

1° réglementer la fourniture d'eau potable aux municipalités et la réception des eaux-vannes des municipalités;

2° l'entretien, la gestion et l'exploitation de ses usines ou ouvrages de traitement d'eau, de conduites maîtresses d'aqueduc et de conduites maîtresses d'égout;

3° établir un tarif pour la fourniture aux municipalités des services d'eau et de réception des eaux-vannes;

4° la location des compteurs, le cas échéant, et pour fixer les conditions, y compris le paiement d'honoraires, de tout raccordement à son réseau d'aqueduc ou d'égout.

Approba-
tion.

Ces règlements requièrent l'approbation de la Régie des eaux du Québec.

Contrats
de fourni-
ture d'eau
potable.

183. La Communauté peut s'engager par contrat à fournir de l'eau potable à une municipalité qui ne fait pas partie de son territoire ou s'engager par contrat à recevoir, pour fins de traitement, les eaux-vannes d'une municipalité qui ne fait pas partie de son territoire.

§ 7.—Disposition des ordures

Centres
de dispo-
sition des
ordures.

184. La Communauté peut établir, posséder et exploiter des centres de disposition des ordures dans son territoire ou à l'extérieur et en réglementer l'utilisation.

Contrats
pour col-
lection
des
ordures.

À compter du moment où un tel centre de disposition des ordures est exploité, aucune municipalité ne peut accorder ou renouveler un contrat pour la collecte des ordures sans que le mode de disposition de ces dernières ne soit approuvé par la Communauté.

Opéra-
tions con-
tinuées.

Les municipalités peuvent continuer d'exploiter, d'entretenir et de réparer tous les centres de disposition des ordures qui sont déjà en exploitation ou en construction au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi. Elles ne peuvent cependant, sans l'autorisation de la Communauté, affecter des fonds publics à l'agrandissement de centres de disposition des ordures déjà en existence ou en aménager de nouveaux.

Règle-
ment de
mise à la
disposi-
tion de
centres.

La Communauté peut, par règlement, obliger les municipalités à mettre à la disposition des autres municipalités les centres de disposition des ordures municipaux déjà en exploitation moyennant

(1) regulate the supply of drinking water to the municipalities and the receiving of used waters from the municipalities;

(2) maintain, manage and operate its water treatment plants or works and its water mains and sewer mains;

(3) fix a tariff for the supply of water services to municipalities and for the receiving of used waters;

(4) rent meters, should the occasion arise, and determine the conditions, including the payment of fees, for any connection to its waterworks or sewer system.

Such by-laws shall require the approval of the Québec Water Board.

Approval.

183. The Community may bind itself contractually to supply drinking water to any municipality which does not form part of its territory or bind itself contractually to receive, for purposes of treatment, the used waters of any municipality not comprised in its territory.

Contracts
to supply
drinking
water.

§ 7.—Garbage disposal

184. The Community may establish, possess and operate garbage disposal centres within or without its territory, and regulate the use thereof.

Garbage
disposal
centres.

From the time when such a garbage disposal centre is in operation, no municipality shall grant or renew a contract for garbage collection unless the manner of disposing of such garbage is approved by the Community.

Contract
for gar-
bage col-
lection.

The municipalities may continue to operate, maintain and repair all the garbage disposal centres already in operation or under construction at the time of the coming into force of this act. They shall not, however, without the authorization of the Community, allocate public funds to the enlargement of existing garbage disposal centres or develop new ones.

Continu-
ance of
opera-
tions, etc.

The Community, by by-law, may compel the municipalities to make available to other municipalities the municipal garbage disposal centres already in operation, upon payment of a fair and equitable

By-law
to make
centres
available.

une compensation juste et équitable fixée par la Communauté et approuvée par la Commission municipale de Québec.

compensation fixed by the Community and approved by the Québec Municipal Commission.

§ 8.—Service de santé

§ 8.—Health department

Constitution et organisation.

185. La Communauté doit, avant le 1^{er} janvier 1972, pourvoir à la constitution et à l'organisation d'un service de santé, définir les devoirs et pouvoirs de ses fonctionnaires et prescrire les conditions selon lesquelles les services de la compétence de la Communauté en matière de santé seront rendus.

185. Before the 1st of January 1972, the Community shall provide for the establishment and organization of a health department, define the duties and powers of its officers and prescribe the conditions upon which the services within the competence of the Community in matters of health will be rendered. Establishment, etc.

Compétence sur production, etc., des aliments.

186. À compter du 1^{er} janvier 1972, la Communauté exerce, aux lieux et places des municipalités, la compétence prévue par la Loi des cités et villes et la charte de la Ville de Montréal sur la réglementation et l'inspection de toutes les étapes de la production et de la mise en marché des aliments destinés à la consommation sur son territoire, que ces opérations aient lieu sur le territoire de la Communauté ou à l'extérieur de celui-ci et, à cette fin, la Communauté exerce, à l'exclusion des municipalités, les pouvoirs prévus par la loi pour l'exécution de ces fonctions.

186. From the 1st of January 1972, the Community shall exercise, in the place and stead of the municipalities, the powers contemplated in the Cities and Towns Act and the charter of the City of Montreal respecting the regulation and inspection of all stages of production and marketing of foods intended for consumption in its territory, whether such operations take place in the territory of the Community or outside such territory, and for such purpose the Community shall exercise, to the exclusion of the municipalities, the powers provided by law for the carrying out of such functions. Exercise of powers respecting foods.

Cessation d'application de la loi.

187. À compter de toute date fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil, la Loi des unités sanitaires cesse de s'appliquer au territoire de la Communauté, en totalité ou en partie, selon que le détermine le lieutenant-gouverneur en conseil.

187. From any date fixed by the Lieutenant-Governor in Council, the Health Units Act shall cease to apply to all or part of the territory of the Community, according as the Lieutenant-Governor in Council determines. Application of Health Units Act.

§ 9.—Normes de construction

§ 9.—Construction standards

Règlements sur normes de construction.

188. La Communauté peut, par règlement, établir des normes minimales relatives à la construction des bâtiments et autres ouvrages immobiliers dans son territoire; ces normes peuvent varier dans diverses parties du territoire de la Communauté selon la géographie des lieux et selon le caractère urbain ou rural de cette partie du territoire de la Communauté.

188. The Community, by by-law, may establish minimum standards for the construction of buildings and other immovable works in its territory; such standards may vary in different parts of the territory of the Community according to the geography of the place and the urban or rural nature of such part of the territory of the Community. By-laws.

Normes inférieures prohibées.

Aucun règlement d'une municipalité relativement à ces matières ne peut valablement imposer des normes de construc-

No by-law of a municipality respecting such matters shall validly impose construction standards which are inferior to Inferior standards forbidden.

tion inférieures à celles qui sont mentionnées dans un tel règlement de la Communauté.

those mentioned in such a by-law of the Community.

Approba-
tion de
règlements
de cons-
truction.

189. À compter de l'entrée en vigueur d'un règlement de la Communauté adopté en vertu des dispositions de l'article 188, tout règlement d'une municipalité adoptant, modifiant ou abrogeant un règlement de construction de cette municipalité doit, avant sa publication, être soumis au comité exécutif pour approbation et n'entre en vigueur que s'il reçoit cette approbation.

189. From the coming into force of a by-law of the Community made under section 188, every by-law of a municipality making, amending or repealing a building by-law of such municipality must be submitted to the executive committee for approval before publication, and shall not come into force unless it receives such approval.

Refus
d'appro-
bation.

Le comité exécutif de la Communauté ne peut refuser d'approuver un règlement de construction qui lui est soumis en vertu des dispositions du présent article sauf dans le cas où ce règlement aurait pour effet de prescrire des normes de construction inférieures aux normes minima prévues par les règlements de construction de la Communauté.

The executive committee of the Community shall not refuse to approve a building by-law submitted to it under this section except in a case where the effect of such by-law would be to prescribe construction standards inferior to the minimum standards prescribed by the Community's buildings by-laws.

§ 10.—Loisirs et parcs

§ 10.—Recreation and parks

Règle-
ments sur
les parcs,
etc.

190. La Communauté peut, par règlement soumis à l'approbation du ministre, déterminer les parcs, centres de loisirs et autres équipements de loisirs qui sont à caractère intermunicipal.

190. The Community, by by-law subject to the approval of the Minister, may determine which parks, recreational centres and other recreational installations are of an inter-municipal nature.

Entretien,
etc.

191. Lorsque la Communauté a obtenu compétence sur ces matières en vertu de l'article 114, elle est chargée de l'entretien et de l'exploitation de ces parcs et centres et de tous autres équipements qu'elle détermine par règlement soumis à l'approbation du ministre.

191. When the Community has obtained competence in such matters under section 114, it shall be entrusted with the maintenance and operation of such parks and centres and all other installations which it shall determine by by-law subject to the approval of the Minister.

Nouveaux
parcs.

Elle peut également, par la suite, en établir de nouveaux avec la même approbation.

It may also subsequently establish new parks, centres and installations with the same approval.

Approba-
tion de
projets de
parcs, etc.

192. À compter de la date où la Communauté acquiert compétence sur ces matières, tout projet d'établissement par une municipalité d'un parc, d'un centre ou d'un autre équipement de loisirs doit, avant l'adoption de la résolution ou du règlement nécessaire à sa mise en oeuvre, être soumis à l'approbation du comité exécutif avec tous les documents et études à ce sujet en possession de la municipalité; le comité exécutif ne peut refuser cette approbation que s'il est d'opinion que le

192. From the date on which the Community acquires competence in such matters, any project for the establishment by a municipality of a park, a centre or any other recreational installation must, prior to the passing of the resolution or by-law required to put it into operation, be submitted to the executive committee for approval, with all the documents and studies on such subject in the possession of the municipality; the executive committee shall not refuse such approval unless

projet est à caractère intermunicipal; il y a appel de cette décision à la Commission municipale de Québec.

it is of opinion that the project is of an inter-municipal nature; an appeal shall lie from such decision to the Québec Municipal Commission.

§ 11.—*Rénovation urbaine et habitation*

§ 11.—*Urban renewal and housing*

Communa-
lité
considérée
comme
municipi-
palité.

193. À compter de l'entrée en vigueur d'un règlement adopté par la Communauté en vertu du paragraphe *b* de l'article 114 de la présente loi, la Communauté est une municipalité pour les fins de la Loi de la Société d'habitation du Québec (1966/1967, chapitre 55).

193. From the coming into force of a by-law passed by the Community under sub-paragraph *b* of section 114 of this act, the Community shall be a municipality for the purposes of the Québec Housing Corporation Act (1966/1967, chapter 55).

Communi-
ty
deemed
municipi-
pality.

§ 12.—*Bibliothèques intermunicipales*

§ 12.—*Inter-municipal libraries*

Disposi-
tions ap-
plicables.

194. Les dispositions des articles 190 à 192 s'appliquent *mutatis mutandis* aux bibliothèques à caractère intermunicipal.

194. Sections 190 to 192 shall apply *mutatis mutandis* to libraries of an inter-municipal nature.

Provisions
to apply.

§ 13.—*Limites intermunicipales*

§ 13.—*Inter-municipal limits*

Projet de
réaména-
gement.

195. La Communauté doit préparer et soumettre au ministre, dans les cinq ans de l'entrée en vigueur de la présente loi, un projet de réaménagement des limites territoriales des municipalités.

195. Within five years after the coming into force of this act, the Community shall prepare and submit to the Minister a project for rearranging the territorial limits of the municipalities.

Project
for rear-
ranging
limits.

SECTION VIII

DIVISION VIII

CONSEIL DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

PUBLIC SECURITY COUNCIL

Constitu-
tion.

Nom.

196. Est par les présentes constituée une commission de la Communauté urbaine sous le nom en français de « Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal » et en anglais « Montreal Urban Community Public Security Council ».

196. A committee of the Urban Community is hereby constituted under the name of "Montreal Urban Community Public Security Council" in English and "Conseil de sécurité publique de la Communauté urbaine de Montréal" in French.

Constitu-
tion.
Name.

Personna-
lité civile.

197. Le Conseil de sécurité publique n'a pas de personnalité civile distincte de celle de la Communauté.

197. The Public Security Council shall not have a civil personality distinct from that of the Community.

Civil
person-
ality.

Compo-
sition.

198. Le Conseil de sécurité publique se compose de quatre membres dont un président.

198. The Public Security Council shall consist of four members including a chairman.

Composi-
tion.

Président.

199. Le président est choisi parmi les juges des sessions ou les juges de la Cour provinciale et nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

199. The chairman shall be chosen from among the judges of the sessions or the judges of the Provincial Court and shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

Chair-
man.

Membres <i>ex officio</i> .	Sont <i>ex officio</i> membres du Conseil de sécurité, le directeur général de la Sûreté du Québec et le directeur du service de la police de la Ville de Montréal.	The Director General of the Québec Police Force and the director of the police department of the City of Montreal shall be members <i>ex officio</i> of the Security Council.	Members <i>ex officio</i> .
Nomina- tion de l'autre membre.	L'autre membre est désigné, dans les dix jours de la nomination du président, par les membres du Conseil de sécurité alors en fonction; il est choisi parmi les directeurs ou chefs des corps de police des municipalités autres que la Ville de Montréal, et ce pour un mandat de trois ans.	The other member shall be appointed within ten days of the appointment of the chairman, by the members of the Security Council then in office; he shall be chosen from among the directors or chiefs of police of the municipalities other than the City of Montreal, for a three year term of office.	Appoint- ment of other member.
Mandat du président.	200. Le président est nommé pour cinq ans et son mandat est renouvelable; mais nonobstant l'expiration de son mandat, il demeure en fonction jusqu'à ce qu'il soit nommé de nouveau ou remplacé.	200. The chairman shall be appointed for five years and his term of office shall be renewable, but notwithstanding the expiry of his term of office, he shall remain in office until reappointed or replaced.	Term of office of chair- man.
Idem.	Toutefois il cesse d'être membre s'il cesse d'être juge.	Nevertheless, he shall cease to be a member if he ceases to be a judge.	Disqual- ification.
Traite- ments.	201. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe le traitement et, s'il y a lieu, le traitement additionnel des membres du Conseil de sécurité et ce traitement ou traitement additionnel à ce titre ne peut être réduit par la suite. Ces traitements ou traitements additionnels sont payés par la Communauté.	201. The Lieutenant-Governor in Council shall fix the salaries and, if need be, the additional salaries of the members of the Security Council, and such salaries or additional salaries as such shall not subsequently be reduced. Such salaries or additional salaries shall be paid by the Community.	Salaries.
Quorum.	202. Le quorum du Conseil de sécurité est de trois membres dont le président.	202. Three members, including the chairman, shall constitute a quorum of the Security Council.	Quorum.
Décisions.	Les décisions sont prises à la majorité des voix dont celle du président.	The decisions shall be taken by a majority vote, including the vote of the chairman.	Decisions.
Rempla- cement tempo- raire.	203. Au cas d'incapacité d'agir du président du Conseil de sécurité, le lieutenant-gouverneur en conseil nomme une autre personne pour le remplacer temporairement et fixe sa rémunération; au cas d'incapacité temporaire d'agir d'un autre membre, la personne qui remplace ce membre comme directeur temporaire du corps de police que dirige ce membre le remplace au Conseil de sécurité.	203. If the chairman of the Security Council is unable to act, the Lieutenant-Governor in Council shall appoint another person to replace him temporarily, and shall fix his remuneration; if another member is temporarily unable to act, the person who replaces such other member as temporary director of the police department under the direction of such other member shall replace him on the Security Council.	Tempo- rary re- place- ment.
Vacances.	Dans le cas du membre du Conseil de sécurité choisi parmi les directeurs ou chefs des corps de police des municipalités autres que la Ville de Montréal, toute vacance doit être comblée dans les trente jours par les membres du Conseil de sécu-	In the case of the member of the Security Council chosen from among the directors or chiefs of the police forces of the municipalities other than the City of Montreal, any vacancy must be filled within thirty days by the members of	Vacancy.

rité mentionnés aux deux premiers alinéas de l'article 199.

the Security Council mentioned in the first two paragraphs of section 199.

Services
exclusifs.

204. Le président du Conseil de sécurité doit s'occuper exclusivement du travail de ce conseil et des devoirs de son office et ne peut avoir aucun autre emploi ou fonction rémunérés.

204. The chairman of the Security Council shall devote his time exclusively to the work of such council and the duties of his office, and shall hold no other remunerative employment or position. Full-time employment.

Fourni-
ture de
meubles,
etc.

205. La Communauté doit fournir au Conseil de sécurité publique, tous les biens meubles et les locaux nécessaires à l'exécution de ses fonctions et employer le personnel nécessaire à cette fin.

205. The Community shall furnish the Public Security Council with all the moveable property and the premises necessary for the carrying out of its functions and shall employ the staff necessary for such purpose. Duty to furnish moveable property, etc.

Réunions.

206. Le Conseil de sécurité publique se réunit aussi souvent que nécessaire pour l'exécution de ses fonctions.

206. The Public Security Council shall meet as often as is necessary for the carrying out of its functions. Meetings.

Conseil-
lers.

207. Le Conseil de sécurité publique peut s'adjoindre, à titre de conseillers, les personnes qu'il juge nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions; les sommes nécessaires à cette fin sont censées s'ajouter au budget de la Communauté.

207. The Public Security Council may secure as advisers such persons as it deems necessary for the carrying out of its functions; the sums necessary for such purpose shall be deemed to be added to the budget of the Community. Advisers.

Étude de
besoins et
problèmes
policiers.]

208. Le Conseil de sécurité publique doit étudier les besoins et les problèmes policiers de la Communauté ainsi que les mesures de coordination nécessaires entre les services de police des municipalités, y compris les aspects financiers, et recommander à la Communauté des mesures susceptibles d'assurer la qualité et l'efficacité des services policiers, en vue de fournir aux citoyens de tout le territoire de la Communauté la meilleure protection policière possible, et faire au comité exécutif des recommandations sur ces matières.

208. The Public Security Council shall study the needs and problems of the Community in police matters and the necessary measures for coordination among the police departments of the municipalities, including the financial aspects, and recommend to the Community measures likely to ensure the quality and efficiency of the police services, with a view to providing the best possible police protection for the citizens of the entire territory of the Community, and make recommendations to the executive committee respecting such matters. Studies and recommendations in police matters.

Règle-
ments.

209. La Communauté peut adopter, sur la base de ces recommandations et en y apportant les modifications qu'elle juge appropriées, les règlements nécessaires à leur mise en oeuvre.

209. The Community, on the basis of such recommendations and after making such amendments to them as it sees fit, may make the by-laws necessary for implementing such recommendations. By-laws.

Coordi-
nation des
services
de police.

210. Le Conseil de sécurité publique doit cependant, dans les trente jours de la nomination de son président, recommander au comité exécutif les mesures, méthodes et procédés provisoires susceptibles d'assurer une coordination efficace

210. However, the Public Security Council, within thirty days of the appointment of its chairman, shall recommend such provisional measures, methods and procedures to the executive committee as are likely to ensure an efficient and prompt Coordination of police department.

et immédiate des services de police des municipalités.

coordination of the police departments of the municipalities.

Homologation.

211. Le comité exécutif doit homologuer sans délai les recommandations visées à l'article 210; cette homologation entre en vigueur sans autres formalités.

211. The executive committee shall homologate forthwith the recommendations contemplated in section 210; such homologation shall come into force without any other formalities.

Homologation.

Effet de l'homologation.

212. L'homologation donne aux recommandations l'effet d'un règlement de la Communauté dûment adopté et les soumet à l'application des articles 61, 64 et 65.

212. The homologation shall give the recommendations the effect of a by-law of the Community duly passed and shall subject them to the application of sections 61, 64 and 65.

Effect of homologation.

Application des recommandations.

213. Ces recommandations, ainsi que les modifications qui peuvent leur être apportées en suivant la même procédure, demeurent en vigueur jusqu'à l'adoption par la Communauté d'un règlement relatif à la coordination visée par l'article 209.

213. Such recommendations and any amendments which may be made to them by following the same procedure shall remain in force until the Community makes a by-law respecting the coordination contemplated in section 209.

Duration of recommendations.

Protection policière en cas d'urgence.

214. Jusqu'à l'entrée en vigueur d'un règlement prévu à l'article 209, les corps de police des municipalités sont tenus, en cas d'urgence et sur demande faite par le chef de police d'une municipalité, de mettre à la disposition de ce chef de police les effectifs et l'équipement nécessaires à la protection adéquate de la population du territoire de cette municipalité.

214. Until the coming into force of a by-law contemplated in section 209, the police forces of the municipalities, in cases of urgency and at the request of the chief of police of a municipality, must make available to such chief of police such personnel and equipment as are necessary for the adequate protection of the people in the territory of such municipality.

Police protection in cases of urgency.

Ordonnance sur différend entre corps de police.

215. Le Conseil de sécurité peut rendre, durant la même période, toute ordonnance utile ou nécessaire pour régler, entre les corps de police, leurs membres ou les municipalités, tout différend pouvant résulter de l'application de l'article précédent.

215. During the same period, the Security Council may make any order expedient or necessary for settling any dispute between the police forces, the members thereof or the municipalities, which may result from the application of the preceding section.

Order for settling disputes.

Application de la Loi de police aux nominations, etc.

216. Sous réserves des droits et obligations créés par les conventions collectives et sentences arbitrales en vigueur, aucune nomination, promotion, rétrogradation, réduction de traitement ou congédiement de policiers ne peut être faite par une municipalité si ce n'est en conformité avec la Loi de police ou les règlements adoptés en vertu de cette loi.

216. Subject to the rights and obligations established by the collective agreements and arbitration awards in force, no appointment, promotion, demotion, reduction of salary or dismissal of policemen shall be effected by a municipality except in accordance with the Police Act or the regulations made thereunder.

Police Act to apply to appointments, etc.

Établissement de normes, etc.

217. Le Conseil de sécurité doit, dans les trois mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, établir les normes, critères et barèmes applicables aux corps policiers des municipalités en matière

217. Within three months of the coming into force of this act, the Security Council shall establish the standards, criteria and scales applicable to the police forces of the municipalities in regard to

Establishment of standards, etc.

d'effectifs et de matériel au-delà desquels les dépenses encourues par les municipalités ne constituent pas des dépenses autorisées et ne sont pas assumées par la Communauté. Ces normes, critères et barèmes entrent en vigueur sur approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

personnel and material beyond which the expenses incurred by the municipalities shall not be authorized expenses and shall not be assumed by the Community. Such standards, criteria and scales shall come into force upon approval by the Lieutenant-Governor in Council.

Dépenses pour les corps policiers.

218. Les dépenses en immobilisation des municipalités en terrains et bâtiments, ainsi que celles de location d'immeubles, pour les fins de leurs corps policiers, ne constituent pas des dépenses autorisées assumées par la Communauté.

218. The capital expenditures of the municipalities for lands, buildings, and leases of immovables, for the purposes of their police forces, shall not constitute authorized expenditures assumed by the Community.

Expenses for police forces.

Exercice de compétence.

219. Le comité exécutif et le conseil de la Communauté ne peuvent exercer leur compétence respective en matière de police que sur rapport du Conseil de sécurité publique.

219. The executive committee and the Council of the Community shall not exercise their respective jurisdictions in police matters except upon a report of the Public Security Council.

Report prior to exercise of jurisdictions.

Extension de juridiction des policiers.

220. Le Conseil de sécurité publique peut, par résolution et pour le temps qu'il détermine, lorsqu'il estime que la sécurité des personnes ou des biens l'exige, étendre la juridiction des policiers d'une municipalité au territoire d'autres municipalités et à cette fin, les directeurs ou chefs des corps de police des municipalités exercent le commandement et la direction de ces corps de police sous le contrôle, la surveillance et l'autorité du Conseil de sécurité.

220. When it considers that the security of persons or property so requires, the Public Security Council, by resolution and for such time as it determines, may extend the jurisdiction of the policemen of one municipality to the territory of other municipalities and, for such purpose, the directors or chiefs of the police forces of the municipalities shall command and direct such police forces, subject to the control, supervision and authority of the Security Council.

Extension of police jurisdiction for security.

Annulation d'augmentations de traitements, etc.

221. Sous réserve des droits et obligations créés par les conventions collectives et sentences arbitrales en vigueur, le Conseil de sécurité peut annuler, à la demande de la Communauté, toute augmentation de traitements ou d'avantages sociaux consentie par une municipalité après le 28 novembre 1969 manifestement dans le but de faire supporter par la Communauté des charges anormales.

221. Subject to the rights and obligations established by the collective agreements and arbitration awards in force, the Security Council, upon the application of the Community, may cancel any increase in the salaries or social benefits agreed to by a municipality after the 28th of November 1969 with the clear purpose of having such abnormal charges borne by the Community.

Application to cancel increase in salaries, etc.

Appel.

La Communauté et toute personne intéressée peuvent en appeler de cette décision et l'article 63 de la Loi de police s'applique, *mutatis mutandis*, à cette décision.

The Community and any person concerned may appeal from such decision and section 63 of the Police Act shall apply, *mutatis mutandis*, to such decision.

Appeal from decision.

Observations au dossier d'arbitrage.

222. Le Conseil de sécurité et la Communauté peuvent verser leurs observations au dossier de tout arbitrage d'un différend ou d'un grief entre une municipalité et une association de policiers.

222. The Security Council and the Community may file their observations in the record of any arbitration of a dispute or grievance between a municipality and an association of policemen.

Right to file observations.

Congédiement de policier.

223. Aucun policier ou fonctionnaire civil affecté au service de police d'une municipalité ne peut être congédié ou mis à pied en raison de la mise en application d'un plan prévu à l'article 233.

223. No policeman or civil functionary assigned to the police department of a municipality shall be discharged or laid off by reason of the carrying out of a plan contemplated in section 233.

Discharge of policeman, etc., forbidden.

Immunité.

224. Les membres du Conseil de sécurité ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

224. The members of the Security Council cannot be sued by reason of official acts done in good faith in the exercise of their functions.

Immunity.

Recours prohibés.

225. Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé, ni aucune injonction accordée contre la Communauté à raison des actes du Conseil de sécurité ni contre les membres de ce Conseil agissant en leur qualité officielle, si ce n'est à la demande du lieutenant-gouverneur en conseil, de la Communauté dans le cas d'un membre de ce Conseil, ou d'une municipalité.

225. None of the extraordinary recourses provided in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure shall be exercised and no injunction shall be granted against the Community by reason of acts of the Security Council, or against the members of the Council acting in their official capacity, except upon an application by the Lieutenant-Governor in Council, the Community in the case of a member of the Council, or any municipality.

Recourses denied.

Dispositions non applicables.

226. Les dispositions de l'article 33 du Code de procédure civile ne s'appliquent pas à la Communauté en raison des actes du Conseil de sécurité ou de ses membres agissant en leur qualité officielle, sauf sur une demande du lieutenant-gouverneur en conseil ou d'une municipalité.

226. Article 33 of the Code of Civil Procedure shall not apply to the Community by reason of acts of the Security Council or of its members acting in their official capacities, except upon an application by the Lieutenant-Governor in Council or a municipality.

Provision not to apply.

Annulation de bref, etc.

227. Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref ou toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre des articles 225 ou 226 de la présente loi.

227. Two judges of the Court of Appeal, upon motion, may annul summarily any writ, order or injunction issued or granted contrary to section 225 or 226 of this act.

Annulment of writ, etc.

Dépenses pour service de police.

228. À compter du 1^{er} janvier 1970, toutes les dépenses autorisées, d'après les normes prévues aux articles 217 et 218, des municipalités relativement à leur service de police sont assumées par la Communauté et réparties entre les municipalités comme les autres dépenses de la Communauté.

228. From the 1st of January 1970, all the authorized expenses, in accordance with the standards contemplated in sections 217 and 218, of the municipalities respecting their police departments, shall be assumed by the Community and apportioned among the municipalities, in the same manner as the other expenses of the Community.

Assumption, etc., of authorized expenses.

Devoirs des municipalités.

229. Aux fins de l'article 228, chaque municipalité doit:

229. For the purposes of section 228, each municipality shall:

Duty of municipality.

a) tenir une comptabilité séparée des dépenses autorisées qu'elle encourt pour son service de police;

b) transmettre au secrétaire de la Communauté, chaque année, au plus tard le 1^{er} octobre, un état détaillé des dépenses encourues par elle en raison de son service de police pour la période de douze mois expirant le 31 août précédent; cet état doit être certifié par le vérificateur de la municipalité.

(a) keep separate accounts of the authorized expenses which it incurs for its police department;

(b) send to the secretary of the Community, not later than on the 1st of October each year, a detailed statement of the expenses incurred by it for its police department for the twelve month period ending on the preceding 31st of August; such statement must be certified by the auditor of the municipality.

État
total des
dépenses
autorisées.

230. Sur réception de l'état de dépenses autorisées des municipalités relativement à leur service de police, le comité exécutif, sur rapport du Conseil de sécurité publique, prépare et soumet au Conseil, au cours de la séance prévue pour l'adoption du budget de la Communauté, un état total des dépenses autorisées, déduction faite de toute subvention fédérale ou provinciale et de toute compensation reçue de tiers pour les services policiers rendus, comportant le détail de ces dépenses pour chaque municipalité avec indication des variations entre l'état fourni par cette municipalité et celui adopté par le comité exécutif.

230. Upon receipt of the statement of the authorized expenses of the municipalities respecting their police departments, the executive committee, upon a report of the Public Security Council, shall, during the sitting provided for the adoption of the budget of the Community, prepare and submit to the Council a total statement of the authorized expenses, after deducting any federal or provincial grant and any compensation received from third parties for the police services rendered, including the details of the expenses for each municipality and indicating the variations between the statement furnished by such municipality and the statement adopted by the executive committee.

Total
statement
of au-
thorized
expenses.

État
partie du
budget.

231. L'état fait partie du budget soumis au Conseil par le comité exécutif et est sujet à la même procédure d'adoption; il est censé constituer une dépense de la Communauté pour l'exercice financier couvert par ce budget.

231. The statement shall form part of the budget submitted to the Council by the executive committee and shall be subject to the same procedure for its adoption; it shall be deemed to constitute an expense of the Community for the fiscal year covered by such budget.

Statement
to form
part of
budget.

Déduction
de con-
tribution
aux
dépenses.

232. Chaque municipalité peut déduire de sa contribution aux dépenses de la Communauté pour l'exercice financier couvert par le budget prévu à l'article 231, le montant total des dépenses autorisées de son service de police apparaissant à ce budget en regard de son nom; au cas où la contribution d'une municipalité aux dépenses de la Communauté pour cet exercice financier est inférieure au montant total des dépenses autorisées apparaissant ainsi en regard de son nom, la Communauté doit lui rembourser la différence au plus tard le 15 avril.

232. Each municipality may deduct from its contribution toward the expenses of the Community for the fiscal year covered by the budget contemplated in section 231 the total amount of the authorized expenses of its police department which appear in such budget opposite its name; if a municipality's contribution toward the expenses of the Community for such fiscal year is less than the total amount of the authorized expenses so appearing opposite its name, the Community shall repay the difference to it not later than the 15th of April.

Deduction
from
contribution
to
expenses.

Plan d'intégration des corps de police.

233. Au plus tard le 1^{er} décembre 1970, le comité exécutif doit, sur rapport du Conseil de sécurité publique qui lui est soumis au plus tard le 1^{er} septembre 1970, et après consultation avec les associations qui représentent pour fins de conclusion de conventions collectives les policiers et les fonctionnaires civils affectés aux services de police des municipalités, adopter et soumettre au Conseil, pour approbation par règlement au plus tard le 1^{er} janvier 1971, un plan établissant l'intégration partielle ou totale des corps de police des municipalités dans la mesure où elle est nécessaire en vue d'assurer à la population du territoire de la Communauté une protection policière efficace et de qualité, et, à cette fin, prévoyant:

1° les étapes d'une telle intégration;

2° les modalités des transferts à l'emploi de la Communauté de policiers et de fonctionnaires civils affectés aux services de police des municipalités de telle façon que ces policiers et fonctionnaires ne reçoivent pas de la Communauté des traitements inférieurs ou des bénéfices sociaux d'une valeur inférieure aux traitements et aux bénéfices sociaux qu'ils reçoivent des municipalités qui les emploient; la Communauté ne peut assumer aucun déficit actuariel ou obligation qui en résulte, encourus par une municipalité en rapport avec un régime de rente, une caisse de retraite ou fonds de pension de policiers ou de fonctionnaires ci-dessus avant la date d'entrée en vigueur de ce plan;

3° quels sont les biens appartenant aux municipalités et affectés exclusivement par celles-ci à leur corps de police qui doivent être transférés à la Communauté ainsi que les modalités et conditions de ces transferts de propriété, de telle façon que la Communauté, comme condition minimum de ces transferts, rembourse aux municipalités les sommes nécessaires au service de la dette de toute émission d'obligations de ces municipalités dont le produit a servi à l'acquisition, à la construction ou à la transformation de ces biens, déduction faite de toute subvention fédérale ou provinciale;

233. Not later than the 1st of December 1970, the executive committee, upon a report of the Public Security Council which shall be submitted to it on or before the 1st of September 1970, and after consultation with the associations which, for purposes of making collective agreements, represent the policemen and civil functionaries assigned to the police departments of the municipalities, shall make and submit to the Council, for approval by by-law not later than the 1st of January 1971, a plan establishing a partial or total integration of the police forces of the municipalities to such extent as it is required to ensure efficient police protection of a high order for the people in the territory of the Community and, for such purpose, providing:

(1) the stages of such integration;

(2) the conditions for transferring to the employment of the Community policemen and civil functionaries assigned to the police departments of the municipalities, in such a way that such policemen and functionaries shall not receive from the Community salaries which are lower or social benefits which are of a lower value than the salaries and social benefits which they receive from the municipalities employing them; the Community shall not assume any actuarial deficit or obligation resulting therefrom, incurred by any municipality in respect of a pension plan, retirement fund or pension fund of the above policemen or functionaries, before the date of the coming into force of such plan;

(3) which property belonging to the municipalities and exclusively assigned by them to their police forces must be transferred to the Community, and the terms and conditions of such transfers of ownership, in such a way that, as a minimum condition for such transfers, the Community shall repay to the municipalities the sums necessary for the service of the debt of any bond issue of such municipalities, the proceeds of which have been used for the acquisition, construction or alteration of such property, after deducting any federal or provincial grant;

Plan for integration of police forces.

4° quels sont les biens appartenant aux municipalités et affectés en partie par celles-ci à leur corps de police qui doivent être mis à la disposition de la Communauté et établissant les modalités et conditions selon lesquelles ces biens doivent être mis à la disposition de la Communauté;

5° toutes autres conditions et modalités de ce plan.

Plans additionnels.

Si l'intégration prévue ci-haut n'est que partielle, des plans additionnels peuvent être adoptés en suivant *mutatis mutandis*, la procédure prévue au présent article.

Droits sauvegardés.

La présente loi n'a pas pour effet d'enlever à l'Association de Bienfaisance et de Retraite de la Police de Montréal le droit et l'obligation d'administrer et de gérer la caisse de retraite des policiers de la Ville de Montréal intégrés à la Communauté.

(4) which property belonging to the municipalities and partly set aside by them to be used for their police forces must be placed at the disposal of the Community and establishing the terms and conditions according to which such property must be placed at the Community's disposal;

(5) all other conditions and terms of such plan.

If the integration contemplated above is only partial, additional plans may be made by following, *mutatis mutandis*, the procedure provided in this section.

Additional plans.

This Act shall not have the effect of depriving the Montreal Police Benefit and Pension Society of the right and obligation to administer and manage the retirement fund of the policemen of the City of Montreal, integrated into the Community.

Retirement rights safeguarded.

Transmission de règlement.

234. Ce règlement est transmis sans délai à la Commission municipale de Québec par le secrétaire de la Communauté.

234. Such by-law shall be sent forthwith to the Québec Municipal Commission by the secretary of the Community.

Transmission of by-law.

Publication d'avis d'audience publique.

235. La Commission municipale de Québec publie dans un quotidien circulant dans le territoire de la Communauté un avis d'au moins quinze jours francs de la date, de l'heure et de l'endroit où elle tiendra une audience publique sur le règlement adopté par la Communauté et invitant les municipalités et tout intéressé à se présenter devant elle pour lui faire les représentations appropriées.

235. The Québec Municipal Commission shall publish in a daily newspaper circulating in the territory of the Community a notice of at least fifteen clear days of the date and time when and place where it will hold a public hearing on the by-law made by the Community, inviting the municipalities and any interested person to appear before the Commission to make any appropriate representations to it.

Publication of notice of public hearing.

Rapport des recommandations.

236. Après cette audience publique, la Commission municipale de Québec fait rapport au lieutenant-gouverneur en conseil de ses recommandations relativement au règlement adopté par la Communauté.

236. After such public hearing, the Québec Municipal Commission shall report to the Lieutenant-Governor in Council on its recommendations respecting the by-law made by the Community.

Report on recommendations.

Entrée en vigueur.

237. Le règlement de la Communauté entre en vigueur sur l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, et après publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

237. The by-law of the Community shall come into force upon approval by the Lieutenant-Governor in Council and after publication in the *Québec Official Gazette*.

Coming into force.

Enregistrement de copie de règlement.

238. Dès l'entrée en vigueur d'un règlement prévu à l'article 237, la Communauté peut, au moyen de l'enregistrement par dépôt d'une copie de ce règlement et d'une déclaration de son secrétaire

238. Upon the coming into force of a by-law contemplated in section 237, the Community, by registration by deposit of a copy of such by-law and of a declaration of its secretary describing the im-

Registration of copy of by-law, etc.

décrivant les immeubles ou droits immobiliers qui en font l'objet, obtenir l'enregistrement à son nom de ces immeubles ou droits immobiliers.

moveables or immovable rights covered therein, may have such immoveables or immovable rights registered in its name.

Règle-
ments en
cas d'in-
cendies.

239. La Communauté peut et doit, au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la présente loi, par règlement, sur rapport du Conseil de sécurité publique:

239. The Community may and must, not later than one year after the coming into force of this act, by by-law, upon a report of the Public Security Council: By-laws respecting fire-fighting.

1° décréter qu'un exemplaire de toutes les ententes d'assistance entre les municipalités de son territoire relativement aux incendies doit être déposé auprès du Conseil de sécurité publique de la Communauté;

(1) prescribe that one copy of every mutual aid agreement among the municipalities in its territory respecting fires must be deposited with the Public Security Council of the Community;

2° autoriser le Conseil de sécurité publique et la personne désignée par la Communauté sur rapport du Conseil de sécurité comme directeur des incendies de la Communauté, dans les cas d'urgence où la chose est jugée nécessaire pour la sécurité des personnes ou des biens dans une municipalité, à donner aux pompiers de toute municipalité l'ordre de faire tout ce que le Conseil de sécurité ou le directeur des incendies de la Communauté juge nécessaire dans les circonstances. Ce règlement doit prescrire que le Conseil de sécurité publique ou le directeur du service des incendies de la Communauté s'adresse dans ce cas d'abord aux pompiers des municipalités qui ont avec la municipalité où les services de ces personnes sont nécessaires, une entente d'assistance, et ne s'adresse aux pompiers d'une autre municipalité que dans le cas où cette décision est jugée indispensable à la protection des personnes et des biens dans les circonstances ci-dessus;

(2) authorize the Public Security Council and the person appointed by the Community upon a report by the Security Council as fire chief of the Community, in cases of urgency where it is deemed necessary for the security of persons or property in a municipality, to give to the firemen of any municipality the order to do whatever the Security Council or the fire chief of the Community deems necessary under the circumstances. Such by-law must prescribe that in such case the Public Security Council or the fire chief of the Community shall first call upon the firemen of the municipalities which have a mutual aid agreement with the municipality where the services of such persons are required, and shall not call upon the firemen of another municipality except in cases where such decision is deemed indispensable for the protection of persons and property under the abovementioned circumstances;

3° établir et modifier les tarifs pour le paiement d'une compensation raisonnable par la municipalité où les services prévus au paragraphe 2° sont rendus, à la municipalité dont les employés ont rendu ces services.

(3) establish and amend tariffs for payment of a reasonable compensation, by the municipality in which the services contemplated in paragraph 2 are rendered, to the municipality whose employees have rendered such services.

Entrée en
vigueur
des tarifs.

Ces tarifs entrent en vigueur après leur approbation par la Commission municipale de Québec et ne s'appliquent qu'en l'absence d'entente entre les municipalités pour régler cette question;

Such tariffs shall come into force upon approval by the Québec Municipal Commission and shall only apply where there is no agreement among the municipalities to settle such matter; Coming into force of tariffs.

4° établir un réseau intégré de communications entre les divers services d'incendie des municipalités, soit séparément,

(4) establish an integrated communications network between the various fire departments of the municipalities, either

soit conjointement avec le réseau de communications des services de police, et prescrire les équipements de communications qui doivent être utilisés par les services d'incendie des municipalités;

5° acquérir, entretenir et mettre à la disposition des municipalités les équipements et services spéciaux que le Conseil de sécurité publique peut recommander dans le domaine de la lutte contre les incendies et autres sinistres.

separately or jointly with the communications network of the police departments, and prescribe what communications equipment is to be used by the fire departments of the municipalities;

(5) acquire, maintain and make available to the municipalities such special equipment and services as the Public Security Council may recommend for fighting fires and other disasters.

Jurisdiction de la Commission de police.

Application de la Loi de police.

240. La Communauté et le Conseil de sécurité sont soumis à la juridiction de la Commission de police du Québec.

À compter de l'entrée en vigueur d'un règlement prévu à l'article 233, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par arrêté en conseil qui entre en vigueur sur publication dans la *Gazette officielle du Québec*, soumettre en tout ou en partie la Communauté à l'application de la Loi de police et soustraire en tout ou en partie les municipalités de l'application de cette loi.

240. The Community and the Security Council shall be under the jurisdiction of the Québec Police Commission.

From the coming into force of a by-law contemplated in section 233, the Lieutenant-Governor in Council, by an order in council which shall come into force upon publication in the *Québec Official Gazette*, may subject all or part of the Community to the application of the Police Act and withdraw all or part of the municipalities from the application of such act.

Jurisdiction of Commission.

Application of Police Act.

Loi applicable.

241. Pour les fins de la Loi de la prévention des incendies, la Communauté est assimilée à une municipalité.

241. For the purposes of the Fire Prevention Act, the Community shall have the same rights and obligations as a municipality.

Rights, etc., under Fire Prevention Act.

SECTION IX

COURS MUNICIPALES

Jurisdiction sur infractions aux règlements.

242. Toute Cour municipale du territoire de la Communauté a juridiction pour connaître de toute infraction aux règlements de la Communauté; en autant que possible, la plainte doit cependant être portée devant la Cour municipale du domicile ou de la place d'affaires de l'intéressé.

Amendes et frais.

243. Au cas de condamnation de l'intéressé, l'amende appartient à la Communauté et les frais à la municipalité dont la Cour municipale a rendu le jugement.

Prescription.

244. Nulle poursuite pour infraction à un règlement de la Communauté ne peut être intentée après l'expiration des six mois qui suivent la date de la commission de cette infraction.

DIVISION IX

MUNICIPAL COURTS

242. Every Municipal Court in the territory of the Community shall have jurisdiction to hear any suit for the infringement of the by-laws of the Community, but the complaint, in so far as possible, must be brought before the Municipal Court of the domicile or of the place of business of the interested party.

Jurisdiction in suits for infringement of by-laws.

243. If the interested party is convicted, the fine shall belong to the Community and the costs shall be awarded to the municipality whose Municipal Court rendered the judgment.

Application of fine and costs.

244. No prosecution for infringement of a by-law of the Community shall be brought after the expiry of six months following the date when such infringement was committed.

Prescription.

SECTION X

DIVISION X

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

FINANCIAL PROVISIONS

Exercice financier.

245. L'exercice financier de la Communauté commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

245. The fiscal year of the Community shall begin on the 1st of January and end on the 31st of December of each year.

Budget annuel.

246. La Communauté a l'obligation de préparer et d'adopter un budget chaque année.

246. The Community must prepare and adopt a budget each year.

Préparation du budget.

247. Le comité exécutif dresse le budget de la Communauté pour le prochain exercice financier; il le dépose chez le secrétaire de la Communauté qui transmet à chaque municipalité et à chaque membre du Conseil, au plus tard le 15 octobre, une copie de ce budget, des prévisions budgétaires et du rapport du Conseil de sécurité publique, du budget de la Commission de transport ainsi que de toutes recommandations du comité exécutif à ce sujet.

247. The executive committee shall draw up the budget of the Community for the ensuing fiscal year; it shall deposit such budget with the secretary of the Community who, not later than the 15th of October, shall send to each municipality and to each member of the Council a copy of such budget, of the budgetary estimates and of the report of the Public Security Council and a copy of the budget of the Transit Commission and of all recommendations of the executive committee respecting such matter.

Soumission des budgets.

248. Le budget de la Communauté et le budget de la Commission de transport sont soumis au Conseil au plus tard le 15 novembre à une assemblée spéciale convoquée à cette fin.

248. The budget of the Community and the budget of the Transit Commission shall be submitted to the Council not later than the 15th of November at a special meeting called for such purpose.

Assemblée pour adopter les budgets.

Cette assemblée est ajournée aussi souvent que nécessaire et, sous réserve du paragraphe suivant, il ne peut être mis fin à cette assemblée sans que le budget de la Communauté et le budget de la Commission de transport soient adoptés.

Such meeting shall be adjourned as often as necessary and, subject to the following paragraph, shall not be closed until the budget of the Community and the budget of the Transit Commission are adopted.

Entrée en vigueur automatique.

Si le budget de la Communauté et le budget de la Commission de transport n'ont pas été adoptés par le Conseil le 15 décembre, ceux-ci entrent automatiquement en vigueur à compter de cette date.

If the budget of the Community and the budget of the Transit Commission are not adopted by the Council on the 15th of December, they shall automatically come into force from such date.

Demande de modifications à la Commission municipale.

Cependant, si le budget de la Communauté ou le budget de la Commission de transport entrent en vigueur automatiquement en vertu des dispositions du présent article sans avoir été formellement approuvés par le Conseil, dix membres du Conseil représentant la Ville de Montréal ou cinq membres de ce Conseil désignés par d'autres municipalités peuvent s'adresser à la Commission municipale de Québec, par requête, signifiée à la Communauté et, le cas échéant, à la Commission

However, if the budget of the Community or the budget of the Transit Commission comes into force automatically under this section without having been formally approved by the Council, ten members of the Council representing the City of Montreal or five members of such Council appointed by other municipalities may apply to the Québec Municipal Commission, by a petition served upon the Community, and, where such is the case, upon the Transit Commission, and filed

de transport, et produite à la Commission municipale de Québec avant le 1^{er} janvier qui suit, pour faire modifier, en tout ou en partie, ces budgets.

Décision.

La Commission municipale de Québec, après avoir avisé les municipalités intéressées et entendu celles qui en ont manifesté le désir, doit rendre sa décision avant le 1^{er} février qui suit. Elle peut dans cette décision confirmer le budget ou le modifier. Elle ne peut cependant modifier le budget que si elle est convaincue qu'il comporte un préjudice sérieux pour les contribuables d'une partie du territoire de la Communauté.

Paiement des dépenses d'appel.

Elle peut ordonner le paiement, par la Communauté ou les municipalités qu'elle désigne, selon la partie qui succombe, à la Communauté ou aux municipalités qu'elle désigne, du montant qu'elle estime équitable pour couvrir les dépenses encourues pour cet appel; l'ordonnance à cette fin est homologuée sur requête à la Cour provinciale ou, si le montant en jeu est de mille dollars ou plus, par la Cour supérieure; l'ordonnance ainsi homologuée est exécutoire comme s'il s'agissait d'un jugement d'une telle Cour.

Ordonnance interlocutoire.

Elle peut également rendre toute ordonnance interlocutoire pour sauvegarder les droits des intéressés pendant l'instance.

Gestion des budgets.

249. Le directeur de chaque service est responsable de la gestion du budget de son service, selon les prescriptions de la présente loi, sous le contrôle du comité exécutif.

Budget supplémentaire.

250. La Communauté peut, en cours d'exercice, adopter tout budget supplémentaire qu'elle juge nécessaire.

Virement de crédits.

251. Le comité exécutif peut virer d'une division à une autre du même service les crédits attribués à l'une d'elles dans le budget, sur recommandation du directeur de ce service, ou, à défaut de cette recommandation, sur approbation du Conseil après avoir obtenu l'avis écrit de ce directeur.

Appro-
bation.

Tout autre virement des fonds mis à la disposition du comité exécutif requiert l'approbation du Conseil.

with the Québec Municipal Commission before the ensuing 1st of January, to have such budgets amended in whole or in part.

Decision.

After it has notified the municipalities concerned and heard those which have expressed their desire to be heard, the Québec Municipal Commission must render its decision before the ensuing 1st of February. In such decision it may confirm or amend the budget. Nevertheless, it shall not amend the budget unless it is convinced that such budget entails serious prejudice to the ratepayers of any part of the territory of the Community.

According as to which party loses, it may order the Community or such municipalities as it designates to pay to the Community or to the municipalities which it designates such amount as it considers equitable to meet the expenses incurred for such appeal; the order for such purpose shall be homologated upon a motion to the Provincial Court or, if the amount in dispute is one thousand dollars or more, by the Superior Court; the order so homologated shall be executory in the same manner as a judgment of such a court.

Payment of expenses for appeal.

It may also make any interlocutory order to safeguard the rights of the interested parties during the suit.

Interlocutory order.

249. The director of each department shall be responsible for the management of the budget of his department, according to the provisions of this act, under the supervision of the executive committee.

Management of each department.

250. During a fiscal year, the Community may adopt any supplementary budget which it deems necessary.

Supplementary budget.

251. The executive committee may transfer from one division to another of the same department the appropriations attributed to either of them in the budget, upon the recommendation of the director of such department, or, failing such recommendation, upon the approval of the Council after having obtained the written opinion of such director.

Transfers authorized.

Any other transfer of funds made available to the executive committee shall require the approval of the Council.

Approval required.

Certificat
du
trésorier.

252. Aucun règlement ou résolution du Conseil, aucun rapport ou résolution du comité exécutif qui autorise ou recommande la dépense de deniers n'est adopté ou n'a d'effet, avant la production d'un certificat du trésorier attestant qu'il y a des fonds disponibles pour le service et les fins pour lesquels cette dépense est projetée.

252. No by-law or resolution of the Council or report or resolution of the executive committee authorizing or recommending the expenditure of moneys shall be adopted or have effect before the filing of a certificate of the treasurer attesting that funds are available for the department and the purposes for which such expenditure is proposed.

Previous
certificate.

Fonds dis-
ponibles.

253. Les fonds appropriés par voie de budget pendant un exercice financier à des travaux déterminés restent disponibles pendant l'exercice suivant pour l'exécution de ces travaux, qu'ils soient commencés ou non.

253. The funds appropriated by a budget for specified work during a fiscal year shall remain available during the ensuing fiscal year for the carrying out of such work whether such work is begun or not.

Funds
available
for work.

Affecta-
tion de
surplus,
etc.]

254. Tout surplus ou déficit d'un exercice financier doit être porté aux revenus ou aux dépenses du budget de l'exercice suivant le rapport des vérificateurs, le tout sous réserve de l'article 250.

254. Any surplus or deficit for a fiscal year shall be entered in the revenues or expenses of the budget for the year according to the report of the auditors, the whole subject to section 250.

Surplus,
etc., to be
entered.

Respon-
sabilité du
trésorier.

255. Le trésorier est personnellement responsable de tous deniers qu'il paie et qui, à sa connaissance, excèdent le montant approprié à cette fin.

255. The treasurer shall be personally responsible for all moneys which he pays and which, to his knowledge, exceed the amount appropriated for such purpose.

Respon-
sibility of
treasurer.

Compensation au
lieu de
taxes.

256. La Communauté n'est assujettie au paiement d'aucune taxe générale ou spéciale pour fins municipales ou scolaires, mais elle paie, pour les services municipaux, y compris les travaux d'amélioration locale qu'elle reçoit, une compensation calculée sur la base du coût de production de ces services. À défaut d'entente sur le montant de la compensation, celle-ci est déterminée par la Commission municipale de Québec.

256. The Community shall not be required to pay any general or special tax for municipal or school purposes, but it shall pay, for municipal services including local improvement works which it receives, a compensation computed on the basis of the production cost of such services. Failing agreement on the amount of the compensation, such compensation shall be determined by the Québec Municipal Commission.

Communi-
ty not
liable for
taxes, etc.

Dépenses
des em-
prunts.

257. Les dépenses de la Communauté, y compris celles qui résultent du paiement de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts de cette dernière, sont à la charge des municipalités de son territoire.

257. The expenses of the Community, including those resulting from payment of interest on and amortization of its loans, shall be charged to the municipalities in its territory.

Expenses
respect-
ing loans.

Mode de
réparti-
tion.

Elles sont réparties entre les municipalités en proportion de l'évaluation des biens-fonds imposables des municipalités, tel que portée à l'état et au rôle d'évaluation prévus aux articles 124 et 125.

They shall be apportioned among the municipalities in proportion to the valuation of the taxable real estate of the municipalities, as entered in the statement and valuation roll contemplated in sections 124 and 125.

Mode of
apportion-
ment.

Détermi-
nation de
quote-
part.

Chaque année, dans les quinze jours de l'adoption de son budget, la Communauté détermine, par résolution, la quote-part de ses dépenses payables par chaque muni-

Each year, within fifteen days of the adoption of its budget, the Community, by resolution, shall determine the aliquot share of its expenses payable by each

Determina-
tion of
aliquot
share.

cipalité. Si le budget de la Communauté est modifié par décision de la Commission municipale de Québec, la Communauté doit, dans les quinze jours, modifier en conséquence cette résolution.

Copie de résolution. Dans les dix jours de l'adoption d'une telle résolution, le secrétaire de la Communauté doit en transmettre copie aux municipalités.

Délai de paiement. Chaque municipalité doit, dans les trois mois de la date de la réception de cet avis, payer à la Communauté le montant de sa quote-part déterminée par cette résolution.

Intérêt. À l'expiration de ce délai de trois mois, la créance de la Communauté porte intérêt, sans la nécessité de mise en demeure, au taux nominal maximum permis par le lieutenant-gouverneur en conseil sur les emprunts municipaux par voies d'émissions d'obligations.

Imposition de taxes. **258.** Chaque municipalité peut, aux fins de payer sa quote-part des dépenses de la Communauté, imposer soit une taxe générale ou spéciale basée sur l'évaluation des biens-fonds imposables de son territoire, soit une taxe basée sur leur valeur locative, soit ces deux taxes, en suivant la procédure prévue à cette fin dans la loi qui la régit.

Emprunts. **259.** La Communauté peut, avec l'autorisation de la Commission municipale de Québec, contracter des emprunts par billets, obligations ou autres titres, au taux d'intérêt et aux autres conditions approuvées par la Commission municipale de Québec. Le terme de ces emprunts ne peut en aucun cas excéder cinquante ans.

Idem. **260.** Les emprunts de la Communauté sont décrétés par règlement, sauf dans le cas des emprunts par billet dont le terme de remboursement n'excède pas un an; dans ce dernier cas, une simple résolution approuvée par la Commission municipale de Québec suffit.

Délégation de droits. **261.** Le Conseil peut déléguer au comité exécutif, par règlement, le droit de fixer tout taux d'intérêt sur les emprunts autorisés par le Conseil et les dates d'échéance de ces emprunts, le droit de déter-

municipality. If the budget of the Community is amended by a decision of the Québec Municipal Commission, the Community must within fifteen days amend such resolution accordingly.

Copy of resolution. Within ten days of the passing of such a resolution, the secretary of the Community must send a copy thereof to the municipalities.

Delay to pay aliquot share. Within three months of the receipt of such notice, each municipality shall pay to the Community the amount of its aliquot share determined by such resolution.

Interest. Upon the expiry of such delay of three months, the claim of the Community shall bear interest, without the necessity of a formal notice, at the maximum nominal rate permitted by the Lieutenant-Governor in Council for municipal loans effected by way of bond issues.

Levying special tax. **258.** For the purpose of paying its aliquot share of the expenses of the Community, each municipality may impose a general or a special tax based on the valuation of the taxable real estate in its territory, or a tax based on the rental value thereof, or both such taxes, by following the procedure prescribed for such purpose in the act governing it.

Loans. **259.** With the authorization of the Québec Municipal Commission, the Community may contract loans by notes, bonds or other securities, at such rate of interest and on such other conditions as are approved by the Québec Municipal Commission. The term of such loans shall in no case exceed fifty years.

Idem. **260.** The loans of the Community shall be ordered by by-law, except in the case of loans by notes the term for repayment of which does not exceed one year; in such last mentioned case, a mere resolution approved by the Québec Municipal Commission shall be sufficient.

Delegation of rights. **261.** The Council, by by-law, may delegate to the executive committee the right to fix any interest rate on the loans authorized by the Council, and the dates of maturity of such loans, the right to

miner les autres conditions des obligations, débentures, rentes inscrites, bons du trésor ou autres effets négociables émis ou à émettre, le droit de désigner tout endroit à l'intérieur ou à l'extérieur du pays où un registre peut être tenu pour l'enregistrement ou le transfert des effets énumérés ci-dessus ainsi que les personnes autorisées à le tenir, de même que le droit de déterminer les conditions de leur émission et vente et celui de disposer de ces effets.

Disposi-
tions ap-
plicables.

262. Les dispositions de l'article 7 et des sections V à XI de la Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires s'appliquent à la Communauté.

Place-
ments
autorisés.

263. Les obligations, billets et autres titres émis par la Communauté sont des placements autorisés au sens des articles 9810 et suivants du Code civil. Ces obligations, billets et autres titres constituent pour leurs détenteurs des obligations directes et générales de la Communauté et des municipalités.

Respon-
sabilité
solidaire.

264. Les municipalités sont solidairement responsables envers les détenteurs d'obligations, billets et autres titres émis par la Communauté, du remboursement de ces derniers, en principal, intérêt et autres accessoires, de même que de toutes autres obligations contractées par la Communauté envers ces détenteurs.

Signature
des obli-
gations,
etc.

265. Les obligations, billets et autres titres de la Communauté sont signés par le président ou le vice-président du comité exécutif et par le secrétaire ou, en cas d'absence ou d'incapacité d'agir de ce dernier, par la personne désignée à cette fin par règlement de la Communauté.

Fac-similé
de signa-
ture.

Le fac-similé de la signature du président peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les obligations et tel fac-similé a le même effet que si la signature elle-même y était apposée.

Idem.

Le fac-similé des signatures du président et du secrétaire de la Communauté peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les coupons d'obligations et sur les chèques émis par la Communauté et tel fac-similé a le même effet que si les signatures elles-mêmes y étaient apposées.

fix the other conditions of the bonds, debentures, inscribed stock, treasury bills or other negotiable securities issued or to be issued, the right to designate any place inside or outside the country where a register may be kept for the registration or transfer of the securities hereinabove mentioned and the persons authorized to keep such register, the right to determine the conditions for their issue and sale and the right to dispose of such securities.

262. Section 7 and Divisions V to XI of the Municipal and School Debt and Loan Act shall apply to the Community.

Provisions
to apply.

263. The bonds, notes and other securities issued by the Community shall be authorized investments within the meaning of articles 9810 and following of the Civil Code. Such bonds, notes and other securities shall constitute for the holders thereof direct and general obligations of the Community and of the municipalities.

Bonds,
etc.,
deemed
authorized
invest-
ments.

264. The municipalities shall be severally liable toward the holders of bonds, notes and other securities issued by the Community for the repayment of such bonds, notes and other securities, in principal, interest and other accessories, and of all other obligations contracted by the Community towards such holders.

Liability
for repay-
ment of
bonds,
etc.

265. The bonds, notes and other securities of the Community shall be signed by the chairman or the vice-chairman of the executive committee and by the secretary or, if the secretary is absent or unable to act, by the person designated for such purpose by by-law of the Community.

Signature
of bonds,
etc.

The facsimile of the signature of the chairman may be engraved, lithographed or printed on the bonds, and such facsimile shall have the same effect as if the signature itself had been affixed thereto.

Facsimile
of signa-
ture.

The facsimile of the signature of the chairman and of the secretary of the Community may be engraved, lithographed or printed on the bond coupons and cheques issued by the Community, and such facsimile shall have the same effect as if the signatures themselves had been affixed thereto.

Idem.

Vérificateurs.

266. Le ou avant le 1^{er} février de chaque année, la Communauté doit nommer un ou des vérificateurs pour l'exercice financier courant. Ces vérificateurs doivent faire rapport à la Communauté de leur examen dans les quatre-vingt-dix jours qui suivent l'expiration de l'exercice financier. La Commission municipale de Québec peut ordonner la nomination de tout autre vérificateur qu'elle juge nécessaire et exiger un rapport.

266. On or before the 1st of February Auditors. each year, the Community shall appoint one or more auditors for the current fiscal year. Such auditors shall report to the Community on their examination within ninety days following the end of the fiscal year. The Québec Municipal Commission may order the appointment of any other auditor whom it deems necessary and require a report.

Rapport annuel.

267. La Communauté doit transmettre avant le 1^{er} mai au ministre, à la Commission municipale de Québec et à chacune des municipalités, son rapport annuel. Ce rapport annuel comporte un exposé sommaire des activités de la Communauté, pour l'exercice financier précédent, des états financiers dans la forme prescrite par le ministre, un exemplaire certifié par le ou les vérificateurs de leur rapport à la Communauté et tout autre renseignement prescrit par le ministre.

267. Before the 1st of May, the Community shall send its annual report to the Minister, the Québec Municipal Commission and each of the municipalities. Such annual report shall include a summary statement of the Community's activities for the preceding fiscal year, financial statements in the form prescribed by the Minister, one copy, certified by the auditor or auditors, of their report to the Community, and any other information prescribed by the Minister. Annual report.

TITRE II

COMMISSION DE TRANSPORT

SECTION I

GÉNÉRALITÉS

Corporation continuée en existence. Nom.

268. La corporation déjà constituée sous le nom de « Commission de transport de Montréal » est continuée en existence sous le nom, en français, de « Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal » et, en anglais, de « Montreal Urban Community Transit Commission »; elle est désignée dans le présent titre sous le nom de « Commission ».

268. The corporation already incorporated under the name of "Montreal Transportation Commission" is continued in existence under the name of "Montreal Urban Community Transit Commission" in English and "Commission de transport de la Communauté urbaine de Montréal" in French; it shall be designated in this title by the name "Commission". Corporation continued in existence. Name.

Objets.

269. La Commission a pour objets d'organiser, posséder, développer et administrer un réseau général de transport en commun de passagers en surface, en sous-sol ou au-dessus du sol dans son territoire.

269. The objects of the Commission shall be to organize, possess, develop and administer, within its territory, a general network for public transport on, above or beneath the surface of the ground. Objects.

Compétence.

La Commission a compétence sur le territoire des municipalités mentionnées à l'annexe B qui constitue son territoire.

The Commission shall have competence over the territory of the municipalities mentioned in Schedule B which constitute its territory. Territorial competence.

Mandat.

270. Les biens de la Commission lui appartiennent à titre de mandataire de la Communauté.

270. The property of the Commission shall belong to it and it shall hold it as a mandatary of the Community. Mandatary.

Dévolu-
tion des
biens.

Au cas de dissolution de la Commission, ses biens, après paiement de ses dettes, sont dévolus à la Communauté de la manière prescrite par le lieutenant-gouverneur en conseil.

In the case of dissolution of the Commission, its property, after payment of its debts, shall be vested in the Community in the manner prescribed by the Lieutenant-Governor in Council.

Vesting
of prop-
erty upon
dissolu-
tion.

Usage des
revenus.

271. Tous les revenus de la Commission servent à acquitter ses obligations et à exploiter, maintenir et améliorer son réseau de transport.

271. All the revenue of the Commission shall be used to discharge its obligations and to operate, maintain and improve its transport network.

Use of
revenue.

Disposi-
tions ap-
plicables.

Les articles 3 et 4, le troisième alinéa de l'article 18 et les articles 19, 25, 37, 38 et 41 s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la Commission.

Sections 3 and 4, the third paragraph of section 18 and sections 19, 25, 37, 38 and 41 shall apply *mutatis mutandis* to the Commission.

Provisions
to apply.

Droit
de vote.

272. Dans toute matière soumise au Conseil relativement à la Commission, seuls les délégués des municipalités desservies ont droit de vote; les autres membres peuvent cependant prendre part aux débats. Pour ces fins, seulement, et tant que la Ville de Longueuil fait partie du territoire de la Commission, elle est représentée au Conseil par un délégué selon l'article 9, qui est censé faire partie du Conseil.

272. In any matter submitted to the Council respecting the Commission, only the delegates of the municipalities served shall be entitled to vote; the other members, however, may take part in the deliberations. For such purposes only, and as long as the City of Longueuil forms part of the territory of the Commission, such city shall be represented on the Council by one delegate, in accordance with section 9, who shall be deemed to be a member of the Council.

Right
to vote.

SECTION II

COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT

Composi-
tion.

273. La Commission se compose de trois commissaires, dont un président-directeur général, nommés de la façon ci-après prévue.

273. The Commission shall consist of three commissioners, one of whom shall be chairman and general manager, appointed in the manner hereinafter provided.

Composi-
tion.

Mandat
des com-
missaires.

Les commissaires sont nommés pour un mandat de dix ans. Néanmoins, tout commissaire demeure en fonction après l'expiration de son mandat jusqu'à la nomination de son successeur. La pension à laquelle un commissaire a droit ne devient alors exigible qu'à la cessation de ses fonctions.

The commissioners shall be appointed for a term of office of ten years. Nevertheless, every commissioner shall remain in office after the expiry of his term until his successor is appointed. The pension to which a commissioner is entitled shall then become exigible only when he has ceased to perform his duties.

Term of
office of
commis-
sioners,
etc.

Idem.

Ces mandats sont renouvelables.

Such terms shall be renewable.

Renewal.

Nomina-
tions.

274. Le président-directeur général est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

274. The chairman and general manager shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council.

Appoint-
ments.

Idem.

Les autres commissaires sont désignés par résolution du conseil de la Communauté; l'un de ces autres commissaires est nommé sur proposition d'un membre du Conseil désigné par la Ville de Montréal.

The other commissioners shall be appointed by resolution of the Council of the Community; one of such other commissioners shall be appointed upon a motion by a member of the Council.

Idem.

et l'autre sur proposition d'un membre du Conseil désigné par une autre municipalité du territoire de la Commission.

appointed by the City of Montreal and the other upon a motion by a member of the Council appointed by another municipality in the territory of the Commission.

Remplacement temporaire.

Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président-directeur général ou d'un autre commissaire, il peut être remplacé, pendant que dure son absence ou son incapacité, par une autre personne nommée à cette fin, de la même façon que pour la personne à remplacer.

If the chairman and general manager or another commissioner is absent or unable to act, he may be replaced, during his absence or inability to act, by another person appointed for such purpose in the same manner as the person to be replaced.

Temporary replacement.

Services exclusifs.

Le président-directeur général et les autres commissaires doivent s'occuper exclusivement du travail de la Commission et des devoirs de leur office et ne peuvent avoir aucun autre emploi ou occupation rémunérée.

The chairman and general manager and the other commissioners shall devote their time exclusively to the work of the Commission and the duties of their office and shall not engage in any other remunerative employment or occupation.

Full-time employment.

Fonctions incompatibles.

275. Sont incompatibles avec la fonction de commissaire, la fonction de membre du Conseil, du comité exécutif ou de fonctionnaire de la Communauté et la fonction de maire, de membre du Conseil ou de fonctionnaire d'une municipalité du territoire de la Commission.

275. The office of member of the Council or of the executive committee, or of officer of the Community, and the office of mayor, councillor or officer of a municipality in the territory of the Commission shall be incompatible with the office of commissioner.

Incompatible offices.

Conflit d'intérêts.

Aucun commissaire ne peut, sous peine de déchéance de sa charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise mettant en conflit son intérêt personnel et celui de la Commission.

Under pain of forfeiture of his office, no commissioner shall have any direct or indirect interest in an undertaking which puts his personal interest in conflict with that of the Commission.

Conflicting interest.

Exception.

Toutefois, cette déchéance n'a pas lieu si un tel intérêt lui échoit par succession ou par donation pourvu qu'il y renonce ou en dispose avec toute la diligence possible.

Such forfeiture, however, shall not be incurred if such interest devolves to him by succession or gift and he renounces or disposes of it with all possible dispatch.

Exception.

Honoraires, etc.

276. Le lieutenant-gouverneur en conseil fixe les honoraires, allocations ou traitements des commissaires. Ces sommes sont payées à même les revenus de la Commission.

276. The Lieutenant-Governor in Council shall fix the fees, allowances or salaries of the commissioners. Such sums shall be paid out of the revenue of the Commission.

Fees, etc., of commissioners.

Pensions.

Le président-directeur général a droit à l'expiration de son mandat ou de tout renouvellement de celui-ci à une pension annuelle de douze mille dollars. Le paiement de cette pension commence immédiatement après la cessation de ses fonctions et lui est versé sa vie durant.

The chairman and general manager shall be entitled, upon the expiry of his term of office or of any renewal thereof, to an annual pension of twelve thousand dollars. Payment of such pension shall commence immediately upon the termination of his functions and shall be payable to him during his lifetime.

Pensions.

Idem.

Tout autre commissaire a droit à l'expiration de son mandat ou de tout renouvellement de celui-ci à une pension annuelle de cinq mille dollars. Le paiement de cette pension commence immédiatement après

Every other commissioner shall be entitled, upon the expiry of his term of office or of any renewal thereof, to an annual pension of five thousand dollars. Payment of such pension shall commence imme-

Idem.

la cessation de ses fonctions et lui est versé sa vie durant.

Pension
aux
veuves.

Advenant le décès d'un commissaire pendant qu'il occupe cette charge ou qu'il est à sa pension, sa veuve a droit à une pension égale à la moitié de la pension à laquelle ce commissaire aurait eu droit à l'expiration de son mandat ou qu'il recevait au moment de son décès; cette pension est versée à cette dernière sa vie durant et pendant viduité.

Immuni-
té.

277. Les commissaires et le secrétaire de la Commission ne peuvent être poursuivis en justice en raison d'actes officiels accomplis de bonne foi dans l'exercice de leurs fonctions.

Recours
prohibés.

Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 850 du Code de procédure civile ne peut être exercé, ni aucune injonction accordée contre la Commission, les commissaires ou le secrétaire agissant en leur qualité officielle, si ce n'est à la demande du lieutenant-gouverneur en conseil, de la Communauté ou d'une municipalité autorisée à cet effet par la Communauté.

Disposi-
tion non
applica-
ble.

Les dispositions de l'article 33 du Code de procédure civile ne s'appliquent pas à la Commission, sauf sur une demande du lieutenant-gouverneur en conseil, de la Communauté ou d'une municipalité autorisée à cet effet par la Communauté.

Annula-
tion de
bref, etc.

278. Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref ou toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'article 277.

Quorum.

279. Le quorum des séances de la Commission de transport est de la majorité des membres, dont le président-directeur général.

Séances.

280. Les séances de la Commission se tiennent à huis clos, sauf dans le cas où il en est décidé autrement par la Commission.

Nombre
de séances.

281. La Commission doit tenir au moins une séance par mois.

diately upon the termination of his functions and shall be payable to him during his lifetime.

If a commissioner dies while he holds such office or while he is on pension, his widow shall be entitled to a pension equal to one-half of the pension to which such commissioner would have been entitled at the expiry of his term of office or was receiving at the time of his death. Such pension shall be paid to such widow during her lifetime and during her widowhood.

Pension to
commis-
sioner's
widow.

277. The commissioners and the secretary of the Commission cannot be sued by reason of official acts done in good faith in the exercise of their functions.

Immu-
nity.

No extraordinary recourse contemplated in articles 834 to 850 of the Code of Civil Procedure shall be exercised and no injunction shall be granted against the Commission, the commissioners or the secretary acting in their official capacities, unless applied for by the Lieutenant-Governor in Council, the Community or any municipality thereunto authorized by the Community.

Recourses
denied.

Article 33 of the Code of Civil Procedure shall not apply to the Commission, except upon a request of the Lieutenant-Governor in Council, the Community or any municipality thereunto authorized by the Community.

Provision
not to
apply.

278. Two judges of the Court of Appeal, upon motion, may annul summarily any writ, order or injunction issued or granted contrary to section 277.

Annul-
ment of
writ, etc.

279. A majority of the members, including the chairman and general manager, shall constitute a quorum at sittings of the Commission.

Quorum.

280. Sittings of the Commission shall be held in camera, except in cases where the Commission decides to do otherwise.

Sittings.

281. The Commission shall hold at least one sitting each month.

Number
of sittings.

Devoirs
du
président.

282. Le président de la Commission convoque et préside les assemblées de cette dernière. Il signe les règlements et les procès-verbaux des assemblées qu'il préside. Il représente généralement la Commission dans toute fonction publique et pour la négociation de toute affaire intéressant la Commission. Il signe tout contrat, obligation, chèque, billet ou autre document comportant une dépense ou obligation de la part de la Commission.

Autorisa-
tion de
signer.

Il peut cependant autoriser, généralement ou spécialement, un autre commissaire à signer à sa place ces documents, écrits ou effets de commerce.

Autres
fonctions.

Le président a la direction des affaires et des activités de la Commission ainsi que la direction de ses fonctionnaires et employés sur lesquels il a droit de surveillance et de contrôle. Il veille à l'observance et à l'exécution fidèle et impartiale de la présente loi, des règlements et résolutions de la Commission et des décisions prises par cette dernière.

Membre
des
comités.
Vote des
commissaires.

Il est d'office membre de tout comité constitué par la Commission.

Chaque commissaire y compris le président, a droit à un vote à toute séance de la Commission; au cas d'égalité des voix, le président a, en plus, un vote prépondérant.

Cumul de
fonctions.

Le président de la Commission de transport cumule les fonctions de président et de directeur général et porte le titre de président-directeur général.

Rempla-
cement
tempo-
raire.

Au cas d'absence ou d'incapacité temporaire d'agir du président-directeur général, le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner une autre personne pour remplir temporairement ses fonctions.

Fonction-
naires.

283. Les fonctionnaires de la Commission sont le secrétaire, le trésorier ou un secrétaire-trésorier et tous les autres fonctionnaires que la Commission peut juger utile de nommer.

Devoirs.

Ces fonctionnaires remplissent les devoirs qui leur sont imposés par la présente loi ainsi que ceux qui peuvent leur être imposés par les règlements ou les résolutions de la Commission.

282. The chairman of the Commission shall call and preside over the meetings of the Commission. He shall sign the by-laws and the minutes of the meetings over which he presides. He shall represent the Commission generally in any public function and in the negotiation of any matter concerning the Commission. He shall sign all contracts, bonds, cheques, notes or other documents involving any expense or obligation on the part of the Commission.

Duties of
chairman.

He may, however, generally or specially authorize another commissioner to sign such documents, writings or negotiable instruments in his place.

Author-
ization
to sign.

The chairman shall direct the affairs and activities of the Commission and its officers and employees over whom he shall have the right of supervision and control. He shall see that this act, the by-laws and resolutions of the Commission and the decisions taken by it are faithfully and impartially observed and carried out.

Direction
of affairs,
etc.

He shall be *ex officio* a member of every committee constituted by the Commission.

Member
of com-
mittees.

Each commissioner including the chairman shall be entitled to one vote at any sitting of the Commission; in the case of a tie vote, the chairman shall also have a casting vote.

Vote of
commis-
sioners.

The chairman of the Transit Commission shall exercise simultaneously the functions of chairman and of general manager, and shall bear the title of chairman and general manager.

Joint
functions.

If the chairman and general manager is absent or temporarily unable to act, the Lieutenant-Governor in Council may appoint another person to exercise his functions.

Tempo-
rary re-
placement
of
chairman.

283. The officers of the Commission shall be the secretary, the treasurer or a secretary-treasurer and such other officers as the Commission may see fit to appoint.

Officers of
Commis-
sion.

Such officers shall perform the duties assigned to them by this act and those which may be assigned to them by the by-laws or resolutions of the Commission.

Duties.

Devoirs du secrétaire. **284.** Le secrétaire de la Commission a la garde du sceau et des archives de celle-ci. Il signe les procès-verbaux et tous les contrats de la Commission.

Authenticité des procès-verbaux, etc. Les procès-verbaux de la Commission, approuvés et signés par le président de l'assemblée et par le secrétaire, sont authentiques; il en est de même des documents et copies émanant de la Commission ou faisant partie de ses archives, lorsqu'ils sont certifiés par le secrétaire.

Assistant-secrétaire. L'assistant-secrétaire, s'il en est nommé un, peut exercer tous les devoirs de la charge de secrétaire avec les mêmes droits, pouvoirs et privilèges.

Trésorier et assistant. **285.** Le trésorier et l'assistant-trésorier de la Commission, s'il en est nommé un, ont les mêmes pouvoirs, privilèges et devoirs, *mutatis mutandis*, que ceux prévus par la Loi des cités et villes pour un trésorier ou un assistant-trésorier.

Duties of secretary. **284.** The secretary of the Commission shall be the custodian of the seal and records of the Commission. He shall sign the minutes and all contracts of the Commission.

Authenticity of minutes, etc. The minutes of the the Commission, approved and signed by the chairman of the meeting and by the secretary, shall be authentic; the same shall apply to documents and copies emanating from the Commission or forming part of its records, when they are certified by the secretary.

Assistant secretary. The assistant secretary, if one is appointed, may perform all the duties of the office of secretary, with the same rights, powers and privileges.

Duties of treasurer, etc. **285.** The treasurer and the assistant treasurer of the Commission, if one is appointed, shall have the same powers, privileges and duties, *mutatis mutandis*, as those provided by the Cities and Towns Act for a treasurer or an assistant treasurer.

SECTION III

POUVOIRS DE LA COMMISSION

Dispositions applicables. **286.** Les articles 99, 101, 102, 110 et 111 de la présente loi s'appliquent *mutatis mutandis* à la Commission.

Pouvoirs particuliers. La Commission peut, en outre des pouvoirs généraux prévus au présent titre, exercer les pouvoirs particuliers suivants:

a) conclure, avec l'approbation de la Régie des transports, toute entente jugée utile avec toute entreprise de transport de passagers ou toute autre entreprise exerçant des opérations connexes ou similaires;

b) donner à loyer, sur ses propriétés, des espaces pour tous commerces qu'elle pourra déterminer et réglementer l'usage des montres et des vitrines de ces établissements ainsi que louer des espaces publicitaires sur ses propriétés et ses véhicules;

c) acquérir, posséder et exploiter elle-même tous commerces aux endroits décrits au paragraphe précédent;

d) adopter des règlements concernant le transport des passagers sur ses véhicules et la conduite des passagers sur ses propriétés de façon à assurer au public le confort et la sécurité;

e) organiser, posséder et exploiter un service de transport en commun de passa-

DIVISION III

POWERS OF THE COMMISSION

Provisions to apply. **286.** Sections 99, 101, 102, 110 and 111 of this act shall apply *mutatis mutandis* to the Commission.

Special powers. In addition to the general powers contemplated by this title, the Commission may exercise the following special powers:

(a) with the approval of the Transportation Board, to make any agreement deemed useful with any transport undertaking for passengers or any other undertaking engaged in related or similar activities;

(b) to lease, on its property, space for any business which it may determine and regulate the use of showcases and display windows in such establishments, and lease advertising space on its property and in its vehicles;

(c) to acquire, possess and operate by itself any business at the places described in the preceding paragraph;

(d) to make by-laws respecting the transport of passengers in its vehicles and the conduct of passengers on its property in such a way as to ensure comfort and safety to the public;

(e) to establish, possess and operate a service for the public transport of passen-

gers entre tout point à l'intérieur de son territoire et le nouvel aéroport international visé au chapitre 57 des lois de 1969.

gers between any point within its territory and the new international airport contemplated in chapter 57 of the statutes of 1969.

Acquisition d'actifs d'entreprises de transport.

287. La Commission peut, avec l'autorisation de la Communauté et de la Commission municipale de Québec, acquérir, de gré à gré ou par expropriation, la totalité ou toute partie des actifs ou du capital-actions de toute entreprise de transport en commun par autobus dont les parcours se situent, en tout ou pour la plus grande partie, à l'intérieur de son territoire.

287. With the authorization of the Community and of the Québec Municipal Commission, the Commission may acquire by agreement or by expropriation all or part of the assets or of the capital stock of any undertaking for public transport by autobus whose routes are wholly or to a great extent situated within its territory.

Acquisition of assets, etc., of undertaking.

Conditions d'extension de service à certains territoires.

La Commission ne peut étendre son service aux territoires actuellement desservis par l'une ou l'autre des compagnies Autobus Brisebois Lté(es), Métropolitain Provincial Inc., Métropolitain Sud (1967) Inc. et Chambly Transport Inc. sans acquérir, de gré à gré ou par expropriation, le capital-actions ou les biens meubles et immeubles de la compagnie ou des compagnies ci-haut mentionnées desservant le territoire auquel la Commission étend ainsi son service.

The Commission shall not extend its service to the territories presently served by one or another of Brisebois Bus Lines Ltd., Metropolitan Provincial Inc., Métropolitain Sud (1967) Inc. and Chambly Transport Inc. without acquiring by agreement or by expropriation the capital stock or moveable and immoveable property of the abovementioned company or companies serving the territory to which the Commission so extends its service.

Conditions for extension of service in certain territories.

Expropriation.

Pour exproprier, elle procède en utilisant, *mutatis mutandis*, les pouvoirs de la Communauté, sauf que dans le cas d'acquisition par expropriation avec possession préalable, la Commission doit déposer au préalable une somme équivalente à soixante-quinze pour cent des revenus bruts d'exploitation du dernier exercice financier de l'expropriée, tels qu'établis par les états financiers déposés à la Régie des transports qui en délivre un certificat.

To expropriate, it shall proceed by using the powers of the Community *mutatis mutandis*, except that in the case of acquisition by expropriation with prior possession, the Commission shall previously deposit a sum equivalent to seventy-five per cent of the gross operating revenue for the last fiscal year of the expropriated party, as established by the financial statements deposited with the Transportation Board which shall issue a certificate thereof.

Expropriation powers.

Dispositions applicables. Délai.

Dans le cas d'une acquisition prévue au présent article, l'article 36 du Code du travail s'applique.

In the case of an acquisition contemplated in this section, section 36 of the Labour Code shall apply.

Provisions to apply.

Aucune telle acquisition ne peut être faite avant le 1^{er} septembre 1970.

No such acquisition shall be made before the 1st of September 1970.

Delay.

Commissaires seuls administrateurs après acquisition.

288. Dès l'acquisition par la Commission de la totalité du capital-actions d'une entreprise de transport en commun, les fonctions des administrateurs alors en fonctions de l'entreprise prennent fin et les commissaires deviennent les seuls administrateurs de cette entreprise, sans rémunération et sans être personnellement actionnaires de cette entreprise, nonobstant toute disposition inconciliable d'une loi, d'une charte ou d'un règlement.

288. As soon as the Commission acquires all of the capital stock of a public transport undertaking, the functions of the directors of the undertaking then in office shall cease and the commissioners shall become the sole directors of such undertaking, without remuneration, and without personally being shareholders of such undertaking, notwithstanding any inconsistent provision of any law, charter or by-law.

Commissioners sole directors.

Nullité
d'émission
d'actions,
etc.

289. Toute émission d'actions ou d'obligations faite par une entreprise de transport en commun après la date de la résolution de la Commission décrétant l'expropriation du capital-actions de cette entreprise est nulle et de nul effet.

289. Every issue of shares or bonds made by a public transport undertaking after the date of the resolution of the Commission ordering the expropriation of the capital stock of such undertaking shall be null and void.

Nullity
of issue
of shares,
etc.

Juridic-
tion au
cas d'ex-
propria-
tion.

290. Dans le cas d'une expropriation prévue par l'article 287, la Régie des transports a, à l'exclusion de la Régie des services publics, juridiction pour fixer les conditions de l'expropriation et l'indemnité.

290. In the case of an expropriation contemplated by section 287, the Transportation Board, to the exclusion of the Public Service Board, shall have jurisdiction to fix the conditions for the expropriation and the indemnity.

Jurisdic-
tion re-
specting
expropria-
tion.

Droits des
entreprises
de
transport
sauve-
gardés.

291. Nonobstant toute loi, convention, acte de fiducie ou disposition quelconque, aucune des dispositions de la présente loi, ni l'exercice d'aucun des pouvoirs qu'elle confère à la Commission, ni aucun des actes qu'elle autorise n'a pour effet de constituer une entreprise de transport en commun en défaut aux termes des conventions et actes de fiducie ayant trait à des obligations, ni de rendre le paiement exigible avant échéance, ni de permettre aux créanciers ou aux fiduciaires ou représentants des créanciers d'exercer les pouvoirs et recours prévus pour le cas de défaut de l'entreprise de transport en commun relativement à ces obligations, sauf dans le cas où le paiement de la dette n'a pas été assumé par la Commission.

291. Notwithstanding any law, agreement, trust deed or other provision, none of the provisions of this act or the exercise of any of the powers which it assigns to the Commission, or any of the acts which it authorizes shall have the effect of putting a public transport undertaking in default under the terms of the agreements and trust deeds relating to bonds, or of making the payment exigible before maturity, or of enabling the creditors or the trustees or representatives of the creditors to exercise the powers and recourses contemplated in the case of default of the public transport undertaking as regards such bonds, except in the case where payment of the debt has not been assumed by the Commission.

Public
transport
undertak-
ing not
put in
default.

Effet de
prise à
charge
d'obliga-
tions.

292. La prise à sa charge par la Commission des obligations d'une entreprise de transport en commun tient lieu de toutes hypothèques et garanties s'y rapportant et grevant les biens de cette entreprise, et ces hypothèques et garanties sont éteintes.

292. The assumption of the obligations of a public transport undertaking by the Commission shall be in lieu of all hypothecs and guarantees relating thereto and encumbering the property of such undertaking, and such hypothecs and guarantees shall be extinguished.

Effect of
assump-
tion of
obliga-
tions.

Mode de
radiation
d'enregis-
trements,
etc.

La radiation de l'enregistrement de ces hypothèques et garanties se fait par la présentation et le dépôt, pour fins de radiation, au bureau de la division d'enregistrement visée, d'une réquisition à cet effet, signée par le président-directeur général et le secrétaire de la Commission, attestant que celle-ci a acquis la propriété et la possession définitive des biens meubles et immeubles pertinents, désignant les immeubles affectés par cet enregistrement et énonçant les numéros de l'enregistrement des hypothèques et garanties à radier. Cette réquisition fait preuve *prima facie* de son contenu, sans qu'il soit

The cancellation of the registration of such hypothecs and guarantees shall be effected by the presentation and deposit, for purposes of cancellation, at the office of the registration division contemplated of a requisition therefor, signed by the chairman and general manager and the secretary of the Commission, attesting that it has acquired the ownership and final possession of the pertinent moveable and immoveable property, designating the immoveable property affected by such registration and specifying the registration numbers of the hypothecs and guarantees to be cancelled. Such requisition shall

Cancellat-
ion of
registra-
tion, etc.

nécessaire de prouver l'autorité des signataires.

make *prima facie* proof of its contents without its being necessary to prove the authority of the signatories.

Dévolu-
tion des
biens,
etc., après
acquisi-
tion ou
expropria-
tion.

293. Dans le cas d'acquisition ou d'expropriation de la totalité du capital-actions émis d'une entreprise de transport en commun, tous les biens, droits et obligations de cette entreprise sont dévolus à la Commission, l'article 327 s'applique *mutatis mutandis* aux biens et droits immobiliers ainsi dévolus et il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, lorsque le montant total du prix ou de l'indemnité payable pour les actions a été payé à ceux qui y ont droit ou déposé selon la loi, de décréter par arrêté en conseil l'annulation de la charte de l'entreprise de transport en commun. Un avis de l'adoption de cet arrêté en conseil est publié dans la *Gazette officielle du Québec* et l'annulation prend effet à compter de la date fixée par l'arrêté en conseil. S'il reste alors des réclamations ou procédures judiciaires pendantes entre cette entreprise et des tiers, la Commission est, à compter de l'annulation de la charte de cette entreprise, aux droits et obligations de celle-ci; dès cette annulation, la Commission est, dans toutes les causes pendantes, substituée à l'entreprise, de plein droit et sans reprise d'instance, et les jugements obtenus sont exécutoires par ou contre la Commission, selon le cas.

293. In the case of acquisition or expropriation of all of the issued capital stock of a public transport undertaking, all the property, rights and obligations of such undertaking shall devolve upon the Commission, section 327 shall apply *mutatis mutandis* to the property and immovable rights so devolved and the Lieutenant-Governor in Council, whenever the total amount of the price or indemnity payable for the shares has been paid to those entitled thereto or deposited in accordance with the law, may cancel the charter of the public transport undertaking by order in council. Notice of the passing of such order in council shall be published in the *Québec Official Gazette* and the cancellation shall take effect from the date fixed by the order in council. If there then remain any claims or judicial proceedings pending between such undertaking and third parties, the Commission, from the cancellation of the charter of such undertaking, shall be in the rights and obligations of such undertaking; upon such cancellation, the Commission, in all pending cases, shall be substituted for the undertaking of right and without proceedings in continuance of suit, and the judgments obtained shall be executory by or against the Commission, as the case may be.

Devolu-
tion of
property,
etc., upon
acquisi-
tion or
expropria-
tion.

Établis-
sement,
etc., de
circuits
d'autobus.

294. La Commission, de sa seule autorité et sans autre approbation, peut établir, modifier et abolir des circuits, remplacer des circuits d'autobus par des circuits d'autres modes de transport en commun, en changer le parcours, et, pour chacune de ces fins, utiliser toute rue publique quelle juge appropriée dans son territoire. Le secrétaire de la Commission doit transmettre sans délai à la Communauté et aux municipalités et faire publier sans délai dans un journal quotidien circulant dans son territoire une copie certifiée de la résolution de la Commission comportant une décision prévue au présent article.

294. The Commission, on its own authority and without any further approval, may establish, change or cancel lines, replace autobus lines by lines of other means of public transport, change their routes and, for any of such purposes, use any public street in its territory which it deems expedient. The secretary of the Commission shall send forthwith to the Community and to the municipalities, and cause to be published without delay in a daily newspaper circulating in its territory, a certified copy of the resolution of the Commission comprising any decision contemplated in this section.

Authori-
ty over
lines.

Appel de
décisions.

295. Toute décision de la Commission abolissant ou modifiant un circuit ou refu-

295. Any decision of the Commission cancelling or changing a line or refusing

Appeal
from
decision.

sant l'établissement d'un nouveau circuit ou le prolongement d'un circuit existant peut être révisée par la Régie des transports, sur appel de la Communauté, de toute municipalité ou personne intéressée. Cet appel est formé par requête signifiée à la Commission, à la Communauté et aux municipalités du territoire de la Commission dans les trente jours de la décision de ladite Commission. La Régie des transports peut modifier la décision de la Commission pour l'avenir seulement, à compter d'une date fixée par l'ordonnance de la Régie; la décision de la Commission est mise à exécution nonobstant l'appel, à moins que la Régie des transports ne lui ordonne de surseoir à son exécution.

to establish a new line or to extend an existing line may be revised by the Transportation Board, upon an appeal by the Community or by any municipality or person concerned. Such appeal shall be brought by petition served upon the Commission, the Community and the municipalities in the territory of the Commission within thirty days after the decision of the said Commission. The Transportation Board may amend the decision of the Commission for the future only, from a date fixed by the order of the Board; the decision of the Commission shall be executed, notwithstanding the appeal, unless the Transportation Board orders the Commission to suspend the execution of such decision.

Tarifs.

296. La Commission peut, en tout temps, établir des tarifs pour le transport des usagers de ses véhicules, ainsi qu'établir des tarifs différents selon les moyens de transport ou les catégories d'usagers.

296. The Commission may at any time establish tariffs for the transport of the users of its vehicles, and establish different tariffs according to the means of transport or the classes of users.

Copie certifiée de résolution.

Le secrétaire de la Commission doit transmettre sans délai à la Communauté et aux municipalités et faire publier sans délai dans un journal quotidien circulant dans le territoire sous sa juridiction une copie certifiée de la résolution de la Commission comportant une décision prévue au présent article.

The secretary of the Commission shall send forthwith to the Community and the municipalities, and cause to be published without delay in a daily newspaper circulating in the territory under its jurisdiction, a certified copy of the resolution of the Commission comprising any decision provided for in this section.

Appel sur les tarifs.

297. Toute décision de la Commission relative aux tarifs de transport peut être révisée par la Régie des transports sur appel de la Communauté, de toute municipalité ou personne intéressée.

297. Any decision of the Commission respecting transport tariffs may be revised by the Transportation Board upon an appeal by the Community or by any municipality or person interested.

Requête.

L'appel doit, à peine de nullité, être formé par requête signifiée à la Commission ainsi qu'à la Communauté et aux municipalités du territoire de la Commission dans les trente jours de la décision de ladite Commission.

The appeal, under pain of nullity, must be brought by a petition served upon the Commission as well as upon the Community and the municipalities in the territory of the Commission within thirty days after the decision of the said Commission.

Modification de décision, etc.

La Régie des transports peut modifier la décision de la Commission pour l'avenir seulement, à compter d'une date fixée par l'ordonnance de la Régie; la décision de la Commission est mise à exécution nonobstant l'appel, à moins que la Régie des transports ne lui ordonne de surseoir à son exécution.

The Transportation Board may amend the decision of the Commission for the future only, from a date to be fixed by an order of the Board; the decision of the Commission shall be executed notwithstanding the appeal, unless the Transportation Board orders the Commission to suspend the execution of such decision.

Juridiction.

298. La Commission n'est pas soumise à la juridiction de la Régie des

298. The Commission shall not be subject to the jurisdiction of the Trans-

transports autrement qu'en vertu d'une disposition de la présente loi.

portation Board otherwise than under a provision of this act.

Vente
d'effets
non
réclamés.

299. La Commission peut faire vendre à l'encan, après deux mois de leur réception, sans formalités de justice et après un avis semblable à celui prévu par l'article 594 du Code de procédure civile, les effets mobiliers non réclamés qui ont été trouvés dans ses véhicules ou sur ses propriétés. Il n'est pas nécessaire d'énumérer tous ces effets dans l'avis; il suffit d'en indiquer généralement la nature. La Commission n'est alors responsable à l'égard du propriétaire que du produit de la vente, déduction faite des frais de conservation et de vente. La réclamation du propriétaire à ce sujet se prescrit par un an à compter de la vente.

299. The Commission may cause to be sold at auction, after two months have elapsed since they were received, without any judicial formality and following a notice similar to that contemplated by article 594 of the Code of Civil Procedure, the unclaimed moveable effects found in its vehicles or on its property. It shall not be necessary to enumerate all such effects in the notice, but shall be sufficient to indicate their general nature. The Commission shall then not be liable to the owner except for the proceeds of the sale, less the costs of preservation and sale. The owner's claim in this respect shall be prescribed by one year from the sale.

Sale of
unclaimed
objects.

Dons
d'effets
périssables.

La Commission peut, après douze heures de leur réception, donner à des institutions ou oeuvres de charité les effets périssables trouvés aux mêmes endroits et non réclamés dans ce délai.

The Commission, twelve hours after the receipt thereof, may give to charitable institutions or undertakings any perishable effects found in such places and unclaimed within such delay.

Gifts of
perishable
effects.

Id., effets
non
vendus.

Elle peut aussi donner à des institutions ou oeuvres de charité les effets qui n'ont pas trouvé preneur lors d'un encan.

It may also give to charitable institutions or undertakings any effects which have remained unsold at an auction.

Id.,
unsold
effects.

Aucune
responsabilité.

Dans les cas des deux alinéas précédents, la Commission est indemne de toute responsabilité à l'égard des propriétaires des effets en question.

In the case of the two preceding paragraphs, the Commission shall be free from any liability toward the owners of the articles concerned.

No liability.

S.R., c.
290, non
applicable.

300. L'entreprise de transport en commun de la Commission n'est pas soumise à l'application de la Loi des chemins de fer (Statuts refondus, 1964, chapitre 290).

300. The Commission's public transport undertaking shall not be subject to the application of the Railway Act (Revised Statutes, 1964, chapter 290).

R.S., c.
290, inapplicable.

SECTION IV

DIVISION IV

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

FINANCIAL PROVISIONS

Budget
annuel.

301. La Commission dresse son budget chaque année pour le prochain exercice financier et le dépose chez le secrétaire de la Communauté avant le 1^{er} octobre.

301. The Commission shall prepare each year its budget for the ensuing fiscal year and deposit it with the secretary of the Community before the 1st of October.

Annual
budget.

Modifications
au
budget.

302. Le budget de la Commission peut être modifié par le Conseil à la demande de la Commission; le comité exécutif doit faire rapport au Conseil sur cette demande de la Commission.

302. The budget of the Commission may be amended by the Council upon an application by the Commission; the executive committee shall report to the Council on such application by the Commission.

Amendments
to
budget.

Gestion
du
budget.

303. Les commissaires sont responsables de la gestion du budget de la Commission selon les prescriptions de la présente loi.

303. The commissioners shall be responsible for the administration of the budget of the Commission in accordance with the requirements of this act.

Disposi-
tions ap-
plicables.

304. Les articles 245, 248, 253, 256 et 258 s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la Commission.

304. Sections 245, 248, 253, 256 and 258 shall apply, *mutatis mutandis*, to the Commission.

Municipal-
ités visées.

Cependant, seules les municipalités desservies par le réseau de transport de la Commission sont censées des municipalités pour les fins de ces articles.

Nevertheless, only the municipalities served by the Commission's transport network shall be deemed to be municipalities for the purposes of such sections.

Affecta-
tion des
surplus.

Tout surplus d'un exercice financier doit être porté aux revenus du budget de l'exercice suivant.

Any surplus for a fiscal year shall be transferred to the revenue of the budget for the ensuing year.

Virement
de fonds.

305. Tout virement de fonds de la Commission requiert l'approbation du Conseil; ce dernier peut déléguer au comité exécutif, par règlement, l'approbation de tout virement de fonds de la Commission, en deçà d'un montant déterminé par ce règlement.

305. Any transfer of funds of the Commission must be approved by the Council which, by by-law, may delegate to the executive committee the approval of any transfer of funds of the Commission within an amount determined by such by-law.

Paiement
des inté-
rêts, etc.
et des
déficits
d'opéra-
tion.

306. L'intérêt et l'amortissement des emprunts par obligations contractés par la Ville de Montréal pour la construction et l'équipement du métro ainsi que le paiement des déficits d'exploitation de la Commission, y compris ceux qui résultent du paiement de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts de cette dernière, sont à la charge des municipalités desservies par le réseau de transport de la Commission.

306. The interest on and amortization of the loans by bonds contracted by the City of Montreal for the construction and equipping of the Metro and the payment of the Commission's operating deficits, including those resulting from payment of the interest on and amortization of the loans of the Commission, shall be charged to the municipalities served by the Commission's transport network.

Mode de
réparti-
tion.

Ces dépenses sont réparties entre les municipalités desservies en proportion de l'évaluation totale des immeubles imposables dans chacune de ces municipalités, telle que portée à l'état et au rôle mentionnés aux articles 124 et 125.

Such expenses shall be apportioned among the municipalities served in proportion to the total valuation of the taxable immovables in each of such municipalities, as entered in the statement and on the roll mentioned in sections 124 and 125.

Quote-
part des
dépenses.

307. Chaque année, au mois de mars, la Commission détermine par résolution la quote-part de ses dépenses pour l'année financière écoulée payable par chacune des municipalités desservies; cette résolution doit être transmise sans délai à la Communauté, pour homologation par le Conseil, sur rapport du comité exécutif, et doit de plus, pour être valide, recevoir l'approbation de la Commission municipale de Québec.

307. During the month of March each year, the Commission shall determine by resolution the aliquot share of its expenses for the previous fiscal year payable by each of the municipalities served; such resolution shall be sent to the Community forthwith for homologation by the Council, upon a report of the executive committee and, to be valid, must also be approved by the Québec Municipal Commission.

Disposi-
tions ap-
plicables.

308. Sous réserve des articles 306 et 307, les dispositions de la présente loi relatives à la répartition et au paiement des dépenses de la Communauté s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la répartition des dépenses de la Commission; la Communauté perçoit les quote-parts des municipalités et les remet sans délai à la Commission.

Délai
pour mo-
difier
exercice
financier.

309. D'ici le 1^{er} janvier 1971, la Commission doit prendre les mesures nécessaires pour modifier son exercice financier de façon à le faire coïncider avec celui de la Communauté; à cette fin, la Commission peut, à l'époque qu'elle détermine mais avant le 15 mars 1970 et en suivant *mutatis mutandis* la procédure applicable à son budget ordinaire, dresser un budget pour une période de moins de douze mois.

Réparti-
tion
spéciale.

La Communauté peut aux mêmes fins, à l'époque déterminée par son comité exécutif et en suivant *mutatis mutandis* la procédure applicable à ses répartitions, décréter toute répartition spéciale, nécessaire ou utile à ce changement d'exercice financier.

Pouvoirs.

Pour acquitter cette répartition, les municipalités possèdent les pouvoirs de l'article 258.

Em-
prunts.

310. La Commission peut, avec l'approbation du Conseil et de la Commission municipale de Québec, contracter des emprunts et les dispositions des articles 259, 260, 262, 263 et 264 s'appliquent à ces emprunts.

Signature
des obli-
gations,
etc.

311. Les obligations, billets et autres titres de la Commission sont signés par le président-directeur général et par le secrétaire ou, au cas d'incapacité d'agir de ce dernier, par la personne désignée à cette fin par la Commission.

Fac-
similé.

Le fac-similé de la signature du président-directeur général peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les obligations émises par la Commission et tel fac-similé a le même effet que si la signature elle-même y était apposée.

Idem.

Le fac-similé des signatures du président-directeur général et du secrétaire de

Provisions
to apply.

308. Subject to sections 306 and 307, the provisions of this act respecting the apportionment and payment of the Community's expenses shall apply, *mutatis mutandis*, to the apportionment of the Commission's expenses; the Community shall collect the aliquot shares of the municipalities and remit such shares to the Community without delay.

Delay to
change
fiscal
year.

309. Before the 1st of January 1971, the Commission shall take the necessary measures to change its fiscal year in order to make it coincide with that of the Community; for such purpose, the Commission, at such time as it shall determine but before the 15th of March 1970 and following *mutatis mutandis* the procedure applicable to its ordinary budget, shall prepare a budget for a period of less than twelve months.

Special
apportion-
ment.

For the same purposes, the Community, at such time as is fixed by its executive committee and following *mutatis mutandis* the procedure applicable to its apportionments, may order any special apportionment necessary or expedient for such change of its fiscal year.

Powers.

To make and pay such apportionment, the municipalities shall have the powers mentioned in section 258.

Contract-
ing loans.

310. The Commission may contract loans with the approval of the Council and of the Québec Municipal Commission, and sections 259, 260, 262, 263 and 264 shall apply to such loans.

Signature
of bonds,
etc.

311. The bonds, notes and other securities of the Commission shall be signed by the chairman and general manager and by the secretary or, if the latter is unable to act, by the person designated for such purpose by the Commission.

Facsimile
signature.

The facsimile of the signature of the chairman and general manager may be engraved, lithographed or printed on the bonds issued by the Commission, and such facsimile shall have the same effect as if the signature itself had been affixed thereto.

Idem.

The facsimile of the signatures of the chairman and general manager and of the

la Commission peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les coupons d'obligations et sur les chèques émis par la Commission et tel fac-similé a le même effet que si les signatures elles-mêmes y étaient apposées.

secretary of the Commission may be engraved, lithographed or printed on the bond coupons and cheques issued by the Commission, and such facsimile shall have the same effect as if the signatures themselves had been affixed thereto.

Rapports. **312.** La Commission doit transmettre au secrétaire de la Communauté, le rapport de ses vérificateurs et son rapport annuel. Les dispositions des articles 266 et 267 s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la Commission.

312. The Commission shall send the report of its auditors and its annual report to the secretary of the Community. Sections 266 and 267 shall apply *mutatis mutandis* to the Commission. **Reports.**

SECTION V

SECTION V

SERVICES SPÉCIAUX ET MÉTRO

SPECIAL SERVICES AND METRO

Permis de voyages à charte-partie. **313. 1.** Aucun permis ne peut être accordé à un transporteur par la Régie des transports pour l'accomplissement de voyages spéciaux à charte-partie par autobus d'un point à un autre à l'intérieur du territoire de la Commission si le requérant ne produit pas, avec sa demande de permis, le consentement du président-directeur général de la Commission ou d'un autre commissaire ou fonctionnaire de la Commission spécialement autorisé à cet effet par le président-directeur général, à moins que la Régie soit d'opinion que la Commission n'est pas en mesure de donner le service couvert par la demande de permis.

313. (1) No permit shall be granted by the Transportation Board to any carrier for the making of special charter trips by autobus from one point to another within the territory of the Commission unless the applicant files, together with his application for the permit, the consent of the chairman and general manager of the Commission or of another commissioner or officer of the Commission specially authorized for such purpose by the chairman and general manager, unless the Board is of opinion that the Commission is not in a position to provide the service covered in the application for a permit. **Permit for special charter trips by autobus.**

Permis de visites touristiques. **2.** Aucun permis ne peut être accordé à un transporteur par la Régie des transports pour l'exploitation d'un service de visites touristiques (*sightseeing*) par autobus à l'intérieur du territoire de la Commission à moins que la Régie des transports soit d'avis, après avoir appelé la Commission à lui faire les représentations qu'elle juge appropriées, que cette dernière n'exploite pas et n'est pas sur le point d'exploiter un tel service de visites touristiques qui réponde adéquatement aux besoins visés par la demande de permis.

(2) No permit shall be granted to any carrier by the Transportation Board for the operation of a sightseeing bus service within the territory of the Commission unless the Transportation Board, after calling upon the Commission to submit to it the representations which it deems proper, is of opinion that the latter does not operate and is not about to operate such a sightseeing service which adequately meets the needs referred to in the application for the permit. **Permit for sightseeing bus service.**

Contrats de transport d'écoliers. **3.** Aucun contrat de transport d'écoliers ne peut être octroyé par une commission scolaire dont le territoire couvre, en tout ou en partie, le territoire de la Commission s'il n'a été d'abord offert par écrit à la Commission, qui a quinze jours pour accepter ce contrat aux tarifs

(3) No contract for the transport of schoolchildren shall be granted by any school board whose territory covers all or part of the territory of the Commission unless it has first been offered in writing to the Commission, which shall have fifteen days either to accept such contract, **Contract for the transport of schoolchildren.**

prévus à l'article suivant ou pour refuser ce contrat; la demande de soumissions publiques prévue à l'article 207 de la Loi de l'instruction publique ne peut être faite qu'après le refus du contrat par la Commission.

Juridiction.

La Commission a juridiction pour exécuter en dehors de son territoire un contrat qu'elle a accepté en vertu du présent article.

Représentations avant l'octroi d'un permis.

4. Aucun nouveau permis ne peut être accordé par la Régie des transports pour l'exploitation d'un service de transport en commun par autobus de passagers d'un point à un autre à l'intérieur du territoire de la Commission sans avoir appelé la Commission à faire valoir ses représentations.

Territoire visé.

Pour les fins du présent article, le territoire de la Commission est censé être, en tout temps, le territoire qu'elle dessert au moyen de ses services réguliers.

Approbation des tarifs.

314. Avant d'exercer les pouvoirs prévus aux paragraphes 2 et 3 de l'article 313, la Commission doit soumettre à la Régie des transports, pour approbation, ses tarifs pour ces services.

Intérêt pour comparaître, etc.

315. La Commission a un intérêt suffisant pour comparaître devant la Régie des transports et faire toutes représentations qu'elle juge appropriées sur toute demande de permis faite par un transporteur de passagers et couvrant en tout ou en partie le territoire de la Commission, soit relativement aux parcours, soit relativement aux arrêts, soit relativement à toute autre condition pouvant affecter ce permis.

Avis d'audition.

Un avis de l'audition de telle demande de permis doit être transmis sans délai par la Régie des transports à la Commission.

Organisation, etc., du « métro ».

316. La Commission est autorisée à organiser, posséder, administrer, dans son territoire, le réseau de transport en commun existant lors de l'entrée en vigueur de la présente loi et connu sous le nom de « métro » et, pour ces fins, elle peut:

in accordance with the tariffs provided for in the following section, or to refuse such contract; the public tenders provided for in section 207 of the Education Act shall not be called for except after the Commission has refused the contract.

Jurisdiction.

The Commission shall have jurisdiction to carry out, outside its territory, any contract which it has accepted under this section.

Representations prior to new permit.

(4) No new permit shall be granted by the Transportation Board for the operation of a public transport service of passengers by autobus from one point to another within the territory of the Commission, unless the Commission has been called upon to submit its representations.

Territory contemplated.

For the purposes of this section, the territory of the Commission shall be deemed, at all times, to be the territory which it serves through its regular services.

Tariffs submitted for approval.

314. Before exercising the powers contemplated in paragraphs 2 and 3 of section 313, the Commission shall submit its tariffs for such services for the approval of the Transportation Board.

Interest to appear, etc.

315. The Commission shall have sufficient interest to appear before the Transportation Board and to make any representations it deems proper respecting any application for a permit made by a carrier of passengers and covering all or part of the territory of the Commission, respecting routes, stops or any other condition which might affect such permit.

Notice of hearing.

Notice of the hearing of such application for a permit shall be forwarded by the Transportation Board to the Commission without delay.

Metro authorized.

316. The Commission may organize, possess and administer, within its territory, the transport system existing at the coming into force of this act and known as the "Metro" and, for such purposes, it may:

a) acheter, prendre à loyer ou utiliser toutes servitudes, droits de passage ou immeubles requis pour l'exploitation du métro ainsi que prendre à loyer ou utiliser tous droits temporaires sur des immeubles nécessaires à cette fin;

b) réglementer l'usage de l'espace dans les voies du métro et au-dessus;

c) permettre, contre paiement d'un loyer, et réglementer ou prohiber la construction et l'usage de tableaux d'affichage et d'enseignes, dans les voies du métro et au-dessus de ces voies;

d) donner à loyer des espaces, dans les stations du métro ou ailleurs dans ses voies, pour tous commerces qu'elle pourra déterminer; réglementer l'usage des montres et des vitrines de ces établissements;

e) acquérir, posséder et exploiter elle-même tous commerces aux endroits décrits au paragraphe précédent;

f) construire, posséder et exploiter des voies d'accès au métro à l'intérieur d'établissements commerciaux ou autres et sur des terrains privés; acquérir, de gré à gré ou par expropriation, des servitudes et des droits de passage à cette fin.

(a) purchase, take on lease or use all servitudes, rights of way or immovables needed for the operation of the Metro and take on lease or use all temporary rights on immovables necessary for that purpose;

(b) regulate the use of space in and above the Metro lines;

(c) allow, upon payment of rental, and regulate or prohibit, the erection and use of sign-boards and signs in the Metro lines and above such lines;

(d) rent space in the Metro stations or elsewhere in its lines for any business which it may determine; regulate the use of showcases and display windows in such establishments;

(e) acquire, possess and carry on itself any business in the locations described in the preceding paragraph;

(f) build, possess and operate means of access to the Metro inside commercial or other establishments and on private lots; acquire servitudes and rights of way for such purpose by mutual agreement or by expropriation.

Exploitation du « métro » à certains endroits.

317. La Commission est autorisée à exploiter, entretenir et réparer le réseau de transport en commun connu sous le nom de « métro » allant d'un point situé à Montréal près du Parc Viger, en passant sous le fleuve Saint-Laurent, sous la voie maritime et dans le terrain en bordure de la voie maritime et longeant ladite voie dans les limites des municipalités de Saint-Lambert et de Longueuil jusqu'à un point situé dans la Ville de Longueuil.

Accords autorisés.

La Commission, avec l'approbation de la Communauté, et les villes de Longueuil et de Saint-Lambert sont autorisées à conclure avec le gouvernement du Canada ou tout organisme sous juridiction fédérale tout accord nécessaire à la poursuite de cette entreprise, tel accord devant être ratifié par le ministre; la Commission est aux droits et obligations de la Ville de Montréal relativement à de telles ententes déjà conclues par la Ville de Montréal.

Pouvoirs.

À ces fins, la Commission possède les pouvoirs prévus à l'article 316.

317. The Commission may operate, maintain and repair the public transport system known as the "Metro" running from a point situated in Montreal near Viger Park, going under the St. Lawrence river, under the Seaway and on the land bordering the Seaway and along the said Seaway within the limits of the municipalities of St. Lambert and Longueuil to a point situated in the City of Longueuil.

Metro authorized between certain points.

The Commission, with the approval of the Community, and the cities of Longueuil and St. Lambert are authorized to make with the Government of Canada or any body under federal jurisdiction any agreement necessary for carrying out such undertaking; such agreement must be ratified by the Minister; the Commission shall be in the rights and obligations of the City of Montreal with respect to such agreements as the City of Montreal has already made.

Agreements authorized.

For such purposes, the Commission shall have the powers contemplated in section 316.

Powers.

Juridiction.

La Commission a juridiction pour exploiter en dehors de son territoire le réseau de transport en commun décrit au présent article.

The Commission shall have jurisdiction to operate outside of its territory the public transport system described in this section.

Jurisdiction.

Extension du « métro ».

318. La Communauté est autorisée à étendre dans le territoire mentionné à l'annexe A ainsi que jusqu'à un point situé dans la Ville de Laval le réseau de transport en commun connu sous le nom de « métro ». À cette fin, la Communauté peut:

a) construire des voies souterraines et leurs accessoires, des voies en surface, en tranchées ou élevées, et des embranchements et leurs accessoires;

b) avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, convenir avec toute compagnie de chemin de fer d'acheter, de prendre à loyer ou d'utiliser de quelque façon les voies ferrées de telle compagnie pour les fins de l'établissement d'un système de transport rapide des voyageurs;

c) construire des stations souterraines ou en surface, et toutes choses nécessaires au fonctionnement du métro;

d) acheter, prendre à loyer ou utiliser toutes servitudes, droits de passage ou immeubles requis pour l'exploitation du métro;

e) acheter, prendre à loyer ou utiliser toutes servitudes et tous droits temporaires sur des immeubles durant la période nécessaire à la construction;

f) décréter que les biens et droits mentionnés aux deux paragraphes précédents peuvent être acquis par expropriation;

g) réglementer l'usage de l'espace dans, au-dessus et à proximité des voies du métro pour assurer la sécurité des ouvrages du métro;

h) construire des voies d'accès au métro à l'intérieur d'établissements commerciaux ou autres et sur des terrains privés; acquérir, de gré à gré ou par expropriation, des servitudes et des droits de passage à cette fin.

Toute entente entre la Communauté et la Ville de Laval relativement à l'extension du métro doit être ratifiée par le ministre.

L'exploitation de ces extensions relève de la Commission, qui exerce à ces fins les pouvoirs prévus à l'article 316; la Communauté doit transporter à la Commission

318. The Community shall be authorized to extend, within the territory mentioned in Schedule A as well as to a point located within the City of Laval, the public transport system called the "Metro". For such purpose, the Community may:

(a) construct underground lines and their accessories, surface, depressed or elevated lines, and branches and their accessories;

(b) with the approval of the Lieutenant-Governor in Council, agree with any railway company to purchase, take on lease or use in any manner the railway tracks of such company for the purposes of establishing a rapid transit system for passengers;

(c) construct underground or surface stations and all things necessary for the operation of the Metro;

(d) purchase, take on lease or use all servitudes, rights of way or immovables needed for the operation of the Metro;

(e) purchase, take on lease or use all servitudes and all temporary rights on immovables during the period necessary for construction;

(f) order that the property and rights mentioned in the two preceding paragraphs may be acquired by expropriation;

(g) regulate the use of space in, above and near the Metro lines to ensure the safety of the works of the Metro;

(h) build means of access to the Metro inside commercial or other establishments and on private lots; acquire servitudes and rights of way for such purpose by mutual agreement or by expropriation.

Any agreement between the Community and the City of Laval respecting the extension of the Metro must be ratified by the Minister.

The operation of such extensions shall be under the jurisdiction of the Commission, which shall exercise for such purposes the powers provided in section 316; the

Extension of system.

Ratification of agreement.

Jurisdiction over extensions.

Ratification d'entente.

Jurisdiction sur les extensions.

dès la fin des travaux les ouvrages, droits immobiliers, biens meubles et autres droits nécessaires à cette exploitation; le service de la dette afférente aux biens et droits transférés à la Commission de transport est réparti comme un déficit de ladite Commission et le service de la dette afférente aux autres biens et droits acquis par la Communauté est réparti comme une dépense de la Communauté.

Community, upon completion of the works, shall transfer the works, immoveable rights, moveable property and other rights necessary for such operation to the Commission; the service of the debt affecting the property and rights transferred to the Transit Commission shall be apportioned as a deficit of the Commission, and the service of the debt affecting the other property and rights acquired by the Community shall be apportioned as an expense of the Community.

Pouvoirs d'expropriation.

À l'occasion d'une expropriation pour les fins du présent article, la Communauté possède, *mutatis mutandis*, les pouvoirs prévus aux paragraphes a et c de l'article 956 de la charte de la Ville de Montréal.

In the case of an expropriation for the purposes of this section, the Community shall possess, *mutatis mutandis*, the powers provided in paragraphs a and c of section 956 of the charter of the City of Montreal.

Powers of expropriation.

Expropriation aux frais de la Communauté.

Lorsqu'une expropriation est décidée par la Communauté pour les fins prévues au présent article, celle-ci doit offrir à la municipalité dans laquelle est situé un immeuble ou un droit immobilier touché par cette expropriation proposée de procéder elle-même à l'expropriation à ses propres frais, et la Communauté ne peut procéder à l'expropriation qu'à défaut par cette municipalité d'accepter par résolution l'offre de la Communauté dans les trente jours de sa réception.

Where an expropriation is ordered by the Community for the purposes contemplated in this section, the Community must offer the municipality in which an immoveable or an immoveable right affected by such intended expropriation is situated to proceed itself with the expropriation at its own cost, and the Community shall not proceed with the expropriation unless such municipality fails to accept the Community's offer by resolution within thirty days of receipt thereof.

Offer to expropriate at cost of Community.

Effet d'acceptation de l'offre.

Si la municipalité a ainsi accepté l'offre de la Communauté, elle demeure propriétaire des immeubles expropriés, sous réserve de l'obligation de transporter gratuitement à la Communauté les biens et droits immobiliers nécessaires à la construction et à l'exploitation de ces extensions du métro.

If the municipality so accepts the Community's offer, it shall retain ownership of the expropriated immoveables, subject to the obligation of transferring gratuitously to the Community the property and immoveable rights necessary for the construction and operation of such extensions of the Metro.

Effect of acceptance.

Transfert de biens.

319. Les biens que la Commission de transport de Montréal détient à titre de mandataire de la Ville de Montréal deviennent, les biens de la Commission à titre de mandataire de la Communauté.

319. The property which the Montreal Transportation Commission holds as mandatary of the City of Montreal shall become the property of the Commission acting as mandatary of the Community.

Property of M.T.C.

Droits, etc., dévolus à la Commission.

La Commission est aux droits et obligations de la Ville de Montréal relativement à toute entente conclue par cette dernière avec des tiers relativement au métro, sans préjudice des droits de ces tiers.

The Commission shall be in the rights and obligations of the City of Montreal with regard to any agreement made by such city with third parties respecting the Metro, without affecting the rights of such third parties.

Rights, etc., vested in Commission.

Dévolution des biens du métro.

320. Sans préjudice des droits des tiers, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, tous les actifs acquis par la

320. Without affecting the rights of third parties, from the coming into force of this act, all the assets acquired by the

Vesting of Metro assets.

Ville de Montréal à même le produit des emprunts par obligations contractés par cette dernière pour la construction et l'équipement du métro ou imputés par cette dernière à ces emprunts ainsi que tous les fruits produits par ces actifs, appartiennent à la Commission à titre de mandataire de la Communauté.

City of Montreal out of the proceeds of the loans contracted by such city through bonds for the construction and equipping of the Metro or imputed by the city to such loans, and all the fruits of such assets, shall belong to the Commission acting as mandatar of the Community.

Obligations
conjointes.

321. Au plus tard le 1^{er} janvier 1971, la Commission et la Ville de Montréal doivent, en collaboration:

a) procéder à l'inventaire de tous les biens, droits et obligations prévus à l'article 319;

b) élaborer un plan prévoyant la compensation payable, s'il y a lieu, par la Commission à la Ville de Montréal en raison des transferts prévus à l'article 319, en tenant compte des obligations assumées par la Commission sous ce rapport, et en respectant dans l'élaboration de ce plan les règles d'équité;

c) sans préjudice aux droits des créanciers, départager, dans les ententes conclues par la Ville de Montréal en rapport avec le métro, les biens, droits et obligations relatifs au réseau de transport proprement dit et ceux qui doivent être conservés par la Ville de Montréal compte tenu de la compétence conférée à la Commission;

d) prévoir le mode de remboursement et les autres ajustements entre la Commission et la Ville de Montréal.

321. Not later than the 1st of January 1971, the Commission and the City of Montreal shall jointly:

(a) make an inventory of all the property, rights and obligations contemplated in section 319;

(b) prepare a plan to provide for the compensation payable by the Commission to the City of Montreal, if need be, by reason of the transfers contemplated in section 319, taking into account the obligations assumed by the Commission in this respect and having regard for impartiality in the preparation of such plan;

(c) without affecting the rights of creditors, decide, in the agreements made by the City of Montreal respecting the Metro, which property, rights and obligations relate to the transportation network itself, and which property, rights and obligations are to be retained by the City of Montreal, taking into account the jurisdiction conferred upon the Commission;

(d) provide for the method of repayment and other adjustments between the Commission and the City of Montreal.

Compensation non
prévue.

322. Le plan ne doit prévoir aucune compensation payable à la Ville de Montréal pour les actifs acquis par la Commission de transport de Montréal après le 1^{er} mai 1966 ou acquis à même le produit d'emprunts contractés par la Ville de Montréal par émission d'obligations et dont l'intérêt et l'amortissement ont été mis à la charge des municipalités desservies.

322. The plan shall make no provision for any compensation payable to the City of Montreal for the assets acquired by the Montreal Transportation Commission after the 1st of May 1966, or acquired out of the proceeds of loans contracted by the City of Montreal through bond issues, the interest on and amortization of which were charged to the municipalities served.

No compensation
in plan
for assets.

Droits à
compensation.

323. Quant aux autres biens et droits prévus à l'article 319, la Ville de Montréal a droit de recevoir compensation dans la mesure où leur acquisition a contribué à un déficit d'exploitation de la Commission de transport de Montréal que la ville a été appelée à payer ou dans la mesure où ces biens et droits ont été acquis à

323. As regards the other property and rights, contemplated in section 319, the City of Montreal shall be entitled to receive compensation, to the extent that the acquisition of such property and rights contributed towards an operating deficit of the Montreal Transportation Commission which the city was called upon to pay,

Extent
of compensation
for other
property.

même le produit d'un emprunt que la ville a été appelée à rembourser.

or to the extent that such property and rights were acquired out of the proceeds of a loan which the city was called upon to repay.

Délai
d'adoption
du plan.

324. Le plan doit être adopté par règlement de la Communauté et de la Ville de Montréal au plus tard le 15 janvier 1971; il entre en vigueur après avoir été ratifié par le lieutenant-gouverneur en conseil.

324. The plan shall be adopted by by-law of the Community and of the City of Montreal not later than the 15th of January 1971; it shall come into force following ratification by the Lieutenant-Governor in Council.

Delay to
adopt
plan.

Défaut
d'entente.

325. À défaut d'entente dans le délai ci-dessus, ce plan est établi par la Commission municipale de Québec dont la décision est finale.

325. Failing an agreement within the above-mentioned delay, such plan shall be established by the Québec Municipal Commission, whose decision shall be final.

Failure
to agree.

Représen-
tations.

La Commission, la Communauté, les municipalités desservies et la Ville de Montréal doivent être appelées à faire entendre leurs représentations devant la Commission municipale de Québec et cette dernière doit rendre sa décision dans les trois mois suivant la demande de la partie qui l'a saisie du litige.

The Commission, the Community, the municipalities served and the City of Montreal shall be called upon to submit their representations to the Québec Municipal Commission, and such Commission shall render its decision within three months following the application of the party who referred the dispute to it.

Repre-
sentations
and
decision.

Enregis-
trement
de déclara-
tion.

326. Le registraire de la division d'enregistrement de Montréal est tenu d'enregistrer contre ceux des actifs visés à l'article 319 qui sont des immeubles ou des droits immobiliers, à la demande de la Commission, une déclaration comportant le texte de l'article 319 ainsi qu'une description de l'immeuble ou du droit immobilier et énonçant le transfert de propriété par l'effet de l'article 319.

326. At the request of the Commission, the registrar of the registration division of Montreal must register against those assets contemplated in section 319 which are immoveables or immovable rights a declaration containing the text of section 319 and a description of the immovable or of the immovable right, stating the transfer of ownership by the effect of section 319.

Registra-
tion of
declara-
tion.

Idem.

327. La Commission peut obtenir, au moyen du dépôt au bureau d'enregistrement concerné d'une déclaration signée par son président-directeur général énonçant qu'elle est maintenant aux droits et obligations de la Ville de Montréal, l'enregistrement à son nom des droits et obligations visés à l'article 320 affectant des immeubles.

327. The Commission, by depositing at the registry office concerned a declaration signed by its chairman and general manager stating that it is now in the rights and obligations of the City of Montreal, may cause to be registered in its name the rights and obligations contemplated in section 320 which affect immoveables.

Idem.

SECTION VI

DIVISION VI

DISPOSITIONS DIVERSES

MISCELLANEOUS

Utilisa-
tion de
nom, etc.

328. Personne ne peut, sans l'autorisation de la Commission, utiliser de quelque façon que ce soit le nom de la Commission ou de l'un de ses services, son écusson ou son symbole graphique,

328. Without the authorization of the Commission, no person shall in any manner use the name of the Commission or of any one of its services, or its emblem or graphic symbol, or those

Use of
name,
etc.

non plus que ceux de la Commission de transport de Montréal.

Peines
pour in-
fractions.

Sans préjudice aux autres recours de la Commission, toute personne qui viole les dispositions du présent article est passible, pour chaque infraction, d'une amende n'excédant pas \$200 et d'un emprisonnement n'excédant pas deux mois, sur plainte portée devant toute Cour municipale ayant juridiction dans le territoire de la Commission de transport.

Président-
directeur
général.

329. Le président actuel de la Commission de transport de Montréal, jusqu'à l'expiration du terme pour lequel il était nommé à cette fonction, remplit la fonction de président-directeur général de la Commission; il conserve et reçoit dans cette nouvelle fonction les bénéfices et avantages afférents à sa charge de président de la Commission de transport de Montréal.

Commis-
saires en
fonctions
jusqu'aux
nominations.

330. Les autres commissaires et les commissaires-adjoints de la Commission de transport de Montréal, en fonction immédiatement avant l'entrée en vigueur de la présente loi, conservent leurs postes avec les avantages pécuniaires y afférents, jusqu'aux nominations prévues à l'article 369. Après cette date, ces personnes ont droit de recevoir de la Commission la pension qu'elles auraient eu droit de recevoir de la Commission de transport de Montréal.

Aucun
remplace-
ment.

331. Ces personnes ne sont pas remplacées par la suite.

Fonctions
intérimaires.

332. Dans l'intervalle, les commissaires de la Commission de transport de Montréal agissent comme commissaires de la Commission et les commissaires-adjoints agissent à titre de conseillers de la Commission.

Instance
pendante.

333. Dans toute instance pendante à laquelle la Commission de transport de Montréal est partie, le nom de celle-ci est censé remplacé par le nom de la Commission.

Droits
des créan-
ciers, etc.

334. Rien dans la présente loi n'a pour effet d'affecter les droits des créan-

of the Montreal Transportation Commission.

Without prejudice to the other recourses of the Commission, any person infringing this section shall be liable, for each offence, to a fine of not more than \$200 and to imprisonment for not more than two months, upon a complaint brought before any Municipal Court having jurisdiction in the territory of the Transit Commission.

Penalties
for
offences.

329. The present chairman of the Montreal Transportation Commission shall, until the expiry of the term for which he was appointed to such office, hold the office of chairman and general manager of the Commission; in such new office, he shall retain and receive the benefits and advantages attaching to his office of chairman of the Montreal Transportation Commission.

Tempo-
rary chair-
man and
general
manager.

330. The other commissioners and the associate commissioners of the Montreal Transportation Commission in office immediately before the coming into force of this act shall retain their positions, with the pecuniary benefits attaching thereto, until the appointments contemplated in section 368. After such date, such persons shall be entitled to receive from the Commission the pension which they would have been entitled to receive from the Montreal Transportation Commission.

Commis-
sioners,
etc., to
retain po-
sitions
until
appoint-
ments.

331. Such persons shall not be replaced thereafter.

No
replace-
ment.

332. In the meantime, the commissioners of the Montreal Transportation Commission shall act as commissioners of the Commission and the associate commissioners shall act as advisers to the Commission.

Interim
functions.

333. In any pending proceedings to which the Montreal Transportation Commission is a party, its name shall be deemed to be replaced by that of the Commission.

Pending
proceed-
ings.

334. Nothing in this act shall be construed as affecting the rights of the

Creditors'
rights, etc.

ciers de la Commission de transport de Montréal non plus que les garanties des emprunts de cette dernière déjà consenties par la Ville de Montréal.

creditors of the Montreal Transportation Commission or the security already given by the City of Montreal for the loans of such Commission.

Longueuil
exclue
par lettres
patentes.

335. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par lettres patentes, sur la recommandation du ministre, distraire du territoire de la Commission le territoire de la Ville de Longueuil à compter de la fin d'un exercice financier de la Commission; ces lettres patentes entrent en vigueur sur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

335. Upon the recommendation of the Minister, the Lieutenant-Governor in Council, by letters patent, may withdraw the territory of the City of Longueuil from the territory of the Commission from the end of any fiscal year of the Commission; such letters patent shall come into force upon publication in the *Québec Official Gazette*. Letters patent to withdraw Longueuil.

Pension.

336. La pension du président et gérant général de la Commission de transport de Montréal dont le mandat s'est terminé le 13 novembre 1960 est de douze mille dollars par année, sa vie durant. Au décès de ce dernier, sa veuve a droit, sa vie durant et pendant viduité, à une pension annuelle de six mille dollars.

336. The pension of the chairman and general manager of the Montreal Transportation Commission whose term of office ended on the 13th of November 1960 shall be twelve thousand dollars per annum during his lifetime. On his death, his widow shall be entitled to an annual pension of six thousand dollars for life, during her widowhood. Pension.

Abrogation.

337. Les articles 1 à 60 du chapitre 79 des lois de 1950, le chapitre 124 des lois de 1950/1951, le chapitre 66 des lois de 1951/1952, le chapitre 66 des lois de 1952/1953, les articles 10, 11 et 12 du chapitre 126 des lois de 1954/1955, le chapitre 30 des lois de 1958/1959, le chapitre 100 des lois de 1960/1961, le chapitre 74 des lois de 1964, les articles 2, 4 à 7 et 9 du chapitre 85 et le chapitre 86 des lois de 1965 (1^{re} session), sont abrogés.

337. Sections 1 to 60 of chapter 79 of the statutes of 1950, chapter 124 of the statutes of 1950/1951, chapter 66 of the statutes of 1951/1952, chapter 66 of the statutes of 1952/1953, sections 10, 11 and 12 of chapter 126 of the statutes of 1954/1955, chapter 30 of the statutes of 1958/1959, chapter 100 of the statutes of 1960/1961, chapter 74 of the statutes of 1964, sections 2, 4 to 7 and 9 of chapter 85 and chapter 86 of the statutes of 1965 (1st session) are repealed. Provisions repealed.

Effet.

Ces abrogations n'ont pas pour effet d'invalider les actes déjà posés en conformité avec les dispositions abrogées.

Such repeals shall not invalidate the acts already done under the repealed provisions. Effect.

Disposi-
tions
incom-
patibles.

338. Toute disposition de la charte ou des règlements de la Ville de Montréal incompatibles avec les dispositions du présent titre sont sans effet.

338. Every provision of the charter or of the by-laws of the City of Montreal inconsistent with this title shall be without effect. Inconsis-
tent pro-
visions.

TITRE III

DISPOSITIONS FINALES

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Proroga-
tion de
délais.

339. Tout délai accordé par la présente loi à la Communauté pour adopter

TITLE III

FINAL PROVISIONS

DIVISION I

GENERAL PROVISIONS

339. Any delay granted by this act to the Community to adopt any measure Extension
of delays.

une mesure ou pour poser un geste peut être prorogé par le lieutenant-gouverneur en conseil à la demande de la Communauté, par arrêté en conseil qui doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*, pour une période d'au plus un an.

or perform any act may be extended for a period not exceeding one year by the Lieutenant-Governor in Council, upon application by the Community, by an order in council which shall be published in the *Québec Official Gazette*.

Règle-
ments,
etc., adop-
tés par
lt.-gouv.
en conseil.

340. À défaut par la Communauté d'adopter un règlement ou une résolution dans le délai imparti par la présente loi, ce règlement ou cette résolution peuvent être adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil et lient la Communauté comme si ce règlement ou cette résolution avaient été adoptés par la Communauté.

340. If the Community fails to pass a by-law or a resolution within the delay prescribed by this act, such by-law or such resolution may be passed by the Lieutenant-Governor in Council and shall be binding upon the Community as if such by-law or such resolution had been passed by the Community.

Power of
L.-G. in
C. to
make by-
law, etc.

Appro-
bation.

Un règlement et une résolution ainsi adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil ne peuvent être abrogés ou modifiés qu'avec l'approbation du ministre.

No by-law or resolution so adopted by the Lieutenant-Governor in Council shall be repealed or amended without the approval of the Minister.

Approval
of repeal,
etc.

Résolu-
tion, etc.,
après
délai
imparti.

Rien dans la présente loi n'est censé empêcher la Communauté d'adopter une résolution ou un règlement après le délai imparti par la présente loi, mais avant que cette résolution ou ce règlement aient été adoptés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Nothing in this act shall be construed as preventing the Community from passing a resolution or by-law after the delay prescribed by this act, but before such resolution or by-law is passed by the Lieutenant-Governor in Council.

Resolu-
tion, etc.,
after
delay.

Avis de
requête
pour con-
firmation
de plan.

341. Toute municipalité du territoire de la Communauté doit donner à celle-ci un avis d'au moins cinq jours francs de la présentation de toute requête à la Cour supérieure pour la confirmation d'un plan selon les dispositions de l'article 431 de la Loi des cités et villes ou, dans le cas de la Ville de Montréal, des articles 39 à 53 de sa charte.

341. Any municipality in the territory of the Community shall give the Community a notice of not less than five clear days of the filing of any motion with the Superior Court for the confirmation of a plan under section 431 of the Cities and Towns Act, or in the case of the City of Montreal of sections 39 to 53 of its charter.

Notice of
motion
for con-
firmation
of plan.

Enregis-
trement
de déclara-
tion de
transfert.

342. La Communauté doit, aussitôt que possible après l'adoption d'un règlement en vertu des dispositions de la présente loi lui transférant la propriété d'un immeuble ou d'un droit immobilier d'une municipalité, enregistrer par dépôt au bureau de la division d'enregistrement concernée une déclaration signée par le président du comité exécutif et son secrétaire énonçant qu'elle est maintenant propriétaire de l'immeuble ou du droit immobilier qui y est décrit par suite de l'adoption d'un règlement dont le numéro, la date d'entrée en vigueur et la référence aux dispositions de la présente loi qui en autorisent l'adoption doivent être mentionnés dans cette déclaration.

342. The Community, as soon as possible after any by-law has been passed under this act transferring to it the ownership of any immovable or immovable right in a municipality, shall register by deposit in the office of the registration division concerned a declaration signed by the chairman of the executive committee and its secretary stating that it is now the owner of the immovable or immovable right described therein following the passing of a by-law of which the number, date of coming into force and reference to the provisions of this act authorizing the passing thereof must be mentioned in such declaration.

Registra-
tion of
declara-
tion of
transfer.

Dispo-
sitions
non ap-
plicables.

343. Tant et aussi longtemps qu'une municipalité est assujettie au contrôle de la Commission municipale de Québec en vertu des dispositions des sections V, V-A ou VI de la Loi de la Commission municipale, les articles 8 à 17 et l'article 42 ne s'appliquent pas à cette municipalité pour la désignation de ses délégués; dans ce cas, le ministre nomme et remplace ces délégués sans qu'ils doivent être membres du conseil de cette municipalité.

343. As long as any municipality is subject to the control of the Québec Municipal Commission under Division V, V-A or VI of the Municipal Commission Act, sections 8 to 17 and section 42 shall not apply to such municipality as regards the appointment of its delegates; in such case, the Minister shall appoint and replace such delegates without it being necessary that they be members of the council of such municipality.

Provisions
not to
apply.

Objec-
tions à la
forme,
etc.

344. Nulle objection faite à la forme ou fondée sur l'omission d'une formalité, même impérative, ne peut être admise dans une action, poursuite ou procédure quelconque concernant une matière prévue par la présente loi, à moins qu'une injustice réelle ne doive résulter du rejet de cette objection ou qu'il ne s'agisse d'une formalité dont l'omission comporte nullité en vertu d'une disposition expresse de la présente loi.

344. No objection made to the form or based upon the omission of any formality, even peremptory, shall be admitted in any action, suit or procedure respecting any matter contemplated in this act, unless a real injustice would result from the dismissal of such objection or when the omission of such formality entails nullity under an express provision of this act.

Objec-
tions to
form, etc.

Insuffi-
sance,
etc.,
d'avis.

Toute personne qui s'est conformée à un avis ou qui, de quelque manière que ce soit, s'est mise suffisamment au fait de sa teneur ou de son objet ne peut invoquer ultérieurement l'insuffisance ou le défaut de forme de cet avis, ni l'omission de sa publication ou de sa signification.

No person who has complied with a notice or informed himself sufficiently in any way regarding the content or object thereof shall subsequently invoke insufficiency or defect in the form of such notice, or the failure to publish or to serve the same.

Insuffi-
ciency,
etc., of
notice.

Conven-
tions col-
lectives.

345. La Communauté peut, en collaboration avec les associations qui représentent les employés des municipalités pour les fins de conclusion de conventions collectives, élaborer, adopter et réviser un ou des projets de conventions collectives types recommandant des clauses monétaires et des clauses normatives pour les municipalités et leurs employés.

345. The Community, in collaboration with the associations which represent the employees of the municipalities for the purposes of making collective agreements, may adopt and revise one or several draft models of collective agreements recommending monetary clauses and normative clauses for the municipalities and their employees.

Collective
agree-
ments.

Rôles,
etc., do-
cuments
publics.

346. Tous les rôles, registres ou autres documents faisant partie des archives de la Communauté, y compris les procès-verbaux, les règlements et les résolutions du comité exécutif et du Conseil et les documents soumis au comité exécutif et au Conseil de quelque façon que ce soit, sont des documents publics et le secrétaire de la Communauté est tenu d'en laisser prendre connaissance par quiconque durant les heures normales de bureau et d'en délivrer à quiconque en fait la demande des copies ou des extraits sur paiement

346. All the rolls, books or other documents forming part of the records of the Community, including the minutes, by-laws and resolutions of the executive committee and of the Council and the documents submitted to the executive committee and to the Council in any manner, shall be public documents, and the secretary of the Community shall allow anyone to examine the same during normal office hours, and deliver copies or extracts thereof to anyone who applies therefor upon payment of the fees payable under

Rolls,
etc.,
public
docu-
ments.

des honoraires exigibles en vertu du tarif fixé par le Conseil et approuvé par le ministre.

the tariff fixed by the Council and approved by the Minister.

Documents à transmettre sur demande.

347. Le greffier ou secrétaire-trésorier de toute municipalité est tenu de transmettre à la Communauté, à la demande de celle-ci formulée par résolution de son Conseil ou de son comité exécutif, tout document faisant partie des archives de cette municipalité ou, à son choix, une copie certifiée conforme de tout tel document, se rapportant directement ou indirectement à l'exercice par la Communauté d'une compétence qui lui est conférée par la présente loi.

347. The clerk or secretary-treasurer of any municipality must forward to the Community, upon a request by the Community made by resolution of its Council or its executive committee, any document forming part of the records of such municipality or, if he so chooses, a certified true copy of any such document relating directly or indirectly to the exercise by the Community of any jurisdiction conferred upon it by this act.

Documents, etc., to be sent upon request.

Occupation d'immeuble situé dans une municipalité.

348. Aucun règlement d'une municipalité dont le territoire est situé à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire de la Communauté n'est censé avoir pour effet d'empêcher la Communauté d'occuper un immeuble dans cette municipalité qu'elle a droit d'occuper dans l'exercice de la compétence que lui confère la présente loi, sous réserve cependant du droit de cette municipalité de s'adresser à la Commission municipale de Québec aux fins d'obtenir de celle-ci une ordonnance enjoignant à la Communauté de ne pas commencer ou de cesser cette occupation.

348. No by-law of a municipality whose territory is situated within or without the territory of the Community shall be deemed to have the effect of preventing the Community from occupying any immovable in such municipality which it is entitled to occupy in the exercise of the competence assigned to it by this act, subject however to the right of such municipality to apply to the Québec Municipal Commission to obtain an order from such Commission enjoining the Community not to commence such occupation, or to cease it.

Occupancy of immovable in municipality.

Requête.

Une telle demande à la Commission municipale de Québec est formulée par voie de requête signifiée à la Communauté et la Commission municipale de Québec, après avoir entendu ou appelé les parties, peut rendre toute ordonnance qu'elle juge appropriée.

Such an application to the Québec Municipal Commission shall be made by a petition served upon the Community, and the Québec Municipal Commission, after having heard or called the parties, may make any order which it deems appropriate.

Petition.

Communauté considérée comme municipalité au sens de certaines lois.

349. La Communauté est une municipalité au sens de la Loi du ministère des affaires municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 169), de la Loi de la Commission municipale (Statuts refondus, 1964, chapitre 170), de la Loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 173), de la Loi de l'interdiction de subventions municipales (Statuts refondus, 1964, chapitre 176), de la Loi de l'hygiène publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 161), de la Loi de la Régie des eaux (Statuts refondus, 1964, chapitre 183) et

349. The Community shall be a municipality within the meaning of the Municipal Affairs Department Act (Revised Statutes, 1964, chapter 169), the Municipal Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 170), the Municipal Bribery and Corruption Act (Revised Statutes, 1964, chapter 173), the Municipal Aid Prohibition Act (Revised Statutes, 1964, chapter 176), the Public Health Act (Revised Statutes, 1964, chapter 161), and the Water Board Act (Revised Statutes, 1964, chapter 183), and a municipal corporation within the meaning of

Community deemed municipality within meaning of certain acts.

une corporation municipale au sens du Code du travail et lesdites lois s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la Communauté.

the Labour Code, and the said acts shall apply *mutatis mutandis* to the Community.

Ile de Dorval.

350. La ville de l'Ile de Dorval est soumise à la compétence de la Communauté mais, pour les fins de représentation au Conseil, elle est censée faire partie du territoire de la cité de Dorval.

350. The town of Dorval Island shall be subject to the jurisdiction of the Community, but for the purposes of representation on the Council it shall be deemed to be part of the territory of the city of Dorval.

Dorval Island.

Nominations par le ministre, etc.

351. Si une nomination prévue par la présente loi n'a pas été faite dans le délai imparti, elle peut être faite par le ministre; elle peut cependant être faite par les personnes à qui la présente loi impose ce devoir, même après l'expiration de ce délai, avec la permission du ministre.

351. If any appointment contemplated by this act has not been made within the prescribed delay, it may be made by the Minister; however, with the permission of the Minister it may be made even after the expiry of such delay by the persons to whom this act assigns such duty.

Appointments by Minister, etc.

Prévisions budgétaires.

352. Le Conseil de sécurité publique doit déterminer et transmettre au comité exécutif, avant le 1^{er} octobre, ses prévisions budgétaires pour le prochain exercice financier.

352. Before the 1st of October, the Public Security Council shall determine its budgetary estimates for the ensuing fiscal year, and send them to the Council.

Budgetary estimates of P.S.C.

Service des incendies de la Communauté.

353. À compter de l'entrée en vigueur d'un règlement adopté par la Communauté en vertu des dispositions du paragraphe c de l'article 114, la Communauté, sur rapport du Conseil de sécurité publique, auquel devront être adjointes deux personnes versées dans la prévention et le combat des incendies, pourra, aux fins de créer un service des incendies de la Communauté, exercer en matière de prévention et de combat des incendies les pouvoirs prévus à l'article 354, qui s'appliquera *mutatis mutandis*.

353. From the coming into force of a by-law passed by the Community under sub-paragraph c of section 114, the Community, upon a report by the Public Security Council, to which two persons versed in fire prevention and fire-fighting are to be added, may exercise in fire prevention and fire-fighting matters, the powers contemplated in section 354, which shall apply, *mutatis mutandis*, for the purposes of establishing the Community's fire department.

Exercise of power to establish fire department.

Plan d'intégration des services.

354. Au plus tard le 1^{er} janvier 1973, le comité exécutif doit adopter et soumettre au Conseil, après consultation avec les associations qui représentent les fonctionnaires et employés ci-dessous pour fins de conclusion de conventions collectives, pour approbation par règlement, un plan établissant l'intégration totale ou partielle des services d'estimations, de traitement d'eaux, de disposition des ordures, de traitement des données et d'élimination de la pollution de l'air et des services de santé des municipalités dans la mesure où une telle intégration est

354. Not later than the 1st of January, 1973, the executive committee shall make and submit to the Council after consultation with the associations which represent the functionaries and employees mentioned below for the purposes of making collective agreements for approval by by-law, a plan establishing the total or partial integration of the valuation departments, the water treatment departments, the garbage disposal, data-processing and air pollution elimination services, and the health departments of the municipalities to the extent that

Plan for integration of certain departments.

nécessaire à la fourniture au plus bas coût et avec la plus grande efficacité possibles des services ci-dessus à la population du territoire de la Communauté, et, à cette fin, prévoyant:

1° les étapes d'une telle intégration;
2° les modalités des transferts à l'emploi de la Communauté des fonctionnaires et employés affectés aux services ci-dessus des municipalités de telle façon que ces fonctionnaires et employés ne reçoivent pas de la Communauté des traitements inférieurs ou des bénéfices sociaux d'une valeur inférieure aux traitements et aux bénéfices sociaux qu'ils reçoivent des municipalités qui les emploient; la Communauté ne peut assumer aucun déficit actuariel ou obligation qui en résulte, encourus par une municipalité en rapport avec un régime de rente, une caisse de retraite ou un fonds de pension de fonctionnaires ou d'employés ci-dessus avant la date d'entrée en vigueur de ce plan; aucun fonctionnaire ou employé d'une municipalité ne peut être congédié ou mis à pied en raison de la mise en application d'un plan prévu au présent article;

3° quels sont les biens appartenant aux municipalités et affectés exclusivement par celles-ci aux services ci-dessus qui doivent être transférés à la Communauté ainsi que les modalités et conditions de ces transferts de propriété, de telle façon que la Communauté, comme condition minimum de ces transferts, rembourse aux municipalités les sommes nécessaires au service de la dette de toute émission d'obligations de ces municipalités dont le produit a servi à l'acquisition, à la construction ou à la transformation de ces biens, déduction faite de toute subvention fédérale ou provinciale;

4° quels sont les biens appartenant aux municipalités et affectés en partie par celles-ci aux services ci-dessus qui doivent être mis à la disposition de la Communauté et établissant les modalités et conditions selon lesquelles ces biens doivent être mis à la disposition de la Communauté;

5° toutes autres conditions et modalités de ce plan.

Les articles 234 à 237 s'appliquent à ce règlement.

such integration is necessary for supplying, at the lowest possible cost and with highest possible efficiency, the services of the abovementioned departments to the population of the territory of the Community, and, for such purposes, providing:

(1) the stages of such an integration;
(2) the conditions for transferring to the employment of the Community officers and employees assigned to the abovementioned departments of the municipalities in such a way that such officers and employees shall not receive from the Community salaries which are lower or social benefits which are of a lower value than the salaries and social benefits which they receive from the municipalities employing them; the Community shall not assume any actuarial deficit or obligation resulting therefrom incurred by a municipality in respect of a pension plan, a retirement fund or a pension fund for the above officers or employees before the date of the coming into force of such plan; no officer or employee of a municipality shall be discharged or laid off by reason of the putting into force of a plan contemplated in this section;

(3) which property belonging to the municipalities and exclusively assigned by them to the abovementioned departments must be transferred to the Community, and the terms and conditions of such transfers of ownership, in such a way that, as a minimum condition for such transfers, the Community will repay to the municipalities the sums necessary for the service of the debt of any bond issue of such municipalities the proceeds of which have been used for the acquisition, construction or alteration of such property, after deducting any federal or provincial grant;

(4) which property belonging to the municipalities and partly set aside by them to be used for the abovementioned departments must be placed at the disposal of the Community, establishing the terms and conditions according to which such property must be placed at the Community's disposal;

(5) all other conditions and terms of such plan.

Sections 234 to 237 shall apply to such by-law.

Enregistrement.

355. Dès l'entrée en vigueur d'un règlement prévu à l'article 354, la Communauté peut, au moyen de l'enregistrement par dépôt d'une copie de ce règlement et d'une déclaration de son secrétaire décrivant les immeubles ou droits immobiliers qui en font l'objet, obtenir l'enregistrement à son nom de ces immeubles ou droits immobiliers.

355. Upon the coming into force of a by-law contemplated in section 354, the Community, by registration by deposit of a copy of such by-law and of a declaration of its secretary describing the immoveables or immoveable rights which are the subject of such by-law, may have such immoveables or immoveable rights registered in its name.

Plan d'intégration de la Commission des services électriques.

356. Au plus tard le 1er janvier 1971, le comité exécutif doit adopter et soumettre au Conseil, pour approbation par règlement, un plan établissant l'intégration totale à la Communauté de la Commission des services électriques de la Ville de Montréal.

356. Not later than the 1st of January 1971 the executive committee shall make and submit to the Council, for approval by by-law, a plan establishing the total integration into the Community of the Electrical Commission of the City of Montreal.

Dispositions applicables.

Ce plan doit comporter les éléments prévus à l'article 354 et les articles 234 à 237 et 355 s'appliquent à ce règlement.

Such plan shall comprise the elements provided in section 354, and sections 234 to 237 and 355 shall apply to such by-law.

Extension de juridiction.

Ce plan doit également prévoir, dans la mesure où la chose est nécessaire, l'extension de la juridiction de ladite Commission à l'ensemble du territoire de la Communauté et la modification du nom de cette Commission.

Such plan shall also provide, to such extent as is necessary, for the extension of the jurisdiction of the said Commission over the whole of the territory of the Community and for the change of the name of such Commission.

Transfert de compétence.

Par le seul effet de l'entrée en vigueur de ce règlement, la compétence de la Ville de Montréal et les droits, obligations, pouvoirs et devoirs de cette dernière, de son conseil et de son comité exécutif, en vertu de la charte de la Ville de Montréal, en rapport avec cette Commission et les conduits souterrains qui sont de la compétence de cette dernière, sont respectivement transférés à la Communauté, à son Conseil et à son comité exécutif.

By the sole effect of the coming into force of such by-law, the competence of the City of Montreal and the rights, obligations, powers and duties of such City, its council and its executive committee under the charter of the City of Montreal relating to such Commission and the underground conduits which are under its jurisdiction shall be respectively transferred to the Community, to its Council and to its executive committee.

Dispositions applicables.

357. La deuxième partie de la Loi des poursuites sommaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 35) s'applique.

357. Part II of the Summary Convictions Act (Revised Statutes, 1964, chapter 35) shall apply.

Bénéfices sociaux transférables.

358. Les bénéfices sociaux accumulés au crédit d'un fonctionnaire ou employé du gouvernement du Canada, du gouvernement du Québec, d'une municipalité ou de la Commission de transport de Montréal dans une caisse, un plan ou un fonds administrés par l'un de ces employeurs, par l'un de ces employeurs et ses employés ou par un tiers pour le compte de ces personnes sont transférables à la demande du fonctionnaire ou employé qui passe à l'emploi de la Communauté ou de la

358. The social benefits accrued to the credit of an officer or employee of the Government of Canada, of the Government of the province of Québec, of a municipality or of the Montreal Transportation Commission in a plan or fund administered by one of such employers, by one of such employers and his employees or by a third party on behalf of such persons, shall be transferable upon the application of the officer or employee transferred to the employ of the Community or the

Registration.

Plan for integration of Electrical Commission.

Provisions to apply.

Extension of jurisdiction, etc.

Transfer of competence, etc.

Provisions to apply.

Transfer of social benefits.

Commission de transport et vice versa, le tout aux conditions fixées par la Régie des rentes du Québec.

Transit Commission and *vice versa*, the whole upon the conditions fixed by the Québec Pension Board.

Location
ou aliéna-
tion de
biens.

359. Aucune municipalité ne peut, sans l'autorisation du comité exécutif, donner à bail ou aliéner de quelque façon que ce soit un bien affecté en tout ou en partie, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, ou qu'elle affecte par la suite, à son service d'évaluation, à son service de police, à son service de traitement d'eaux ou à son service de santé.

359. Without the authorization of the executive committee, no municipality shall lease or alienate in any manner any property set aside in whole or in part on the date of the coming into force of this act, or which it subsequently sets aside to be used for its valuation department, police department, water treatment department or health department.

Author-
ization for
lease, etc.,
of certain
property.

SECTION II

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Transfert
de
personnel.

360. À compter de la date de la constitution du bureau de révision de la Communauté, les membres du bureau de révision des estimations de la Ville de Montréal deviennent des membres permanents du bureau de révision de la Communauté.

360. From the date of the establish-
ment of the Board of Revision of the Com-
munity, the members of the board of
revision of valuations of the City of
Montreal shall become permanent mem-
bers of the Board of Revision of the
Community.

Transfer
of
members.

Traite-
ments et
avantages
sociaux.

Les traitements et avantages sociaux des personnes ainsi transférées ne peuvent être inférieurs après leur transfert aux sommes auxquelles ces personnes avaient droit avant ce transfert. Les avantages sociaux auxquels ces personnes avaient des droits acquis au moment de ce transfert sont payés par la Ville de Montréal et la Communauté en proportion du temps passé par ces personnes au service de chaque corporation.

The salaries and social benefits of the persons so transferred shall not be less after their transfer than the amounts to which such persons were entitled before such transfer. The social benefits to which such persons had acquired rights at the time of such transfer shall be paid by the City of Montreal and the Community proportionately to the time during which such persons were in the employ of each corporation.

Salaries
and social
benefits.

Archives
et docu-
ments.

361. Les archives et documents du bureau de révision des estimations de la Ville de Montréal sont mis à la disposition de la Communauté.

361. The records and documents of the Board of Revision of Valuations of the City of Montreal shall be made available to the Community.

Availa-
bility of
records,
etc.

Juridic-
tion du
bureau de
révision.

Le bureau de révision de la Communauté a juridiction pour entendre toute plainte pendante et dont l'audition n'est pas commencée devant le bureau de révision des estimations de la Ville de Montréal de même que pour poursuivre l'audition, au moyen d'une division composée des membres qui ont commencé cette audition, de toute telle plainte dont l'audition est commencée devant ledit bureau de révision des estimations de la Ville de Montréal; ces plaintes sont entendues selon les dispositions de la charte de

The Board of Revision of the Commu-
nity shall have jurisdiction to hear any
pending complaint, the hearing of which
has not commenced before the board of
revision of valuations of the City of
Montreal and to continue the hearing of
any complaint the hearing of which was
commenced before the said board of re-
vision of valuations of the City of Montreal
through a division consisting of the mem-
bers who commenced such hearing; such
complaints shall be heard in accordance
with the charter of the City of Montreal;

Jurisdic-
tion of
Board of
Revision.

la Ville de Montréal; la Ville de Montréal rembourse à la Communauté, sur présentation d'un compte à cet effet, le coût de ce service.

the City of Montreal shall repay the cost of such service to the Community, upon presentation of an account for such purpose.

Succes-
sion.

362. La Communauté succède à La Corporation de Montréal Métropolitain créée par le chapitre 52 des lois de 1958/1959, modifié par le chapitre 106 des lois de 1959/1960, par le chapitre 101 des lois de 1960/1961, par le chapitre 61 des lois de 1962 et par le chapitre 88 des lois de 1966/1967, et celle-ci est abolie.

362. The Community succeeds The Montreal Metropolitan Corporation established by chapter 52 of the statutes of 1958/1959, amended by chapter 106 of the statutes of 1959/1960, chapter 101 of the statutes of 1960/1961, chapter 61 of the statutes of 1962 and chapter 88 of the statutes of 1966/1967 and such Corporation is abolished.

Succes-
sion.

Devoirs et
obliga-
tions, etc.

La Communauté assume tous les devoirs et toutes les obligations de La Corporation de Montréal Métropolitain et jouit de tous ses droits et pouvoirs; elle est, sans reprise d'instance, partie à toute instance à laquelle était partie La Corporation de Montréal Métropolitain.

The Community assumes all the duties and obligations of The Montreal Metropolitan Corporation and has all its rights and powers; without proceedings in continuance of suit, it is a party to any suit to which The Montreal Metropolitan Corporation was a party.

Assump-
tion of
duties,
etc.

Réparti-
tion de
dépenses.

Cependant, toutes dépenses qui, en vertu des dispositions législatives mentionnées au premier alinéa ou en vertu de la Loi du Boulevard métropolitain, devaient être réparties entre certaines municipalités seulement, doivent l'être par la Communauté entre ces mêmes municipalités seulement.

However, any expenses which, under the legislative provisions mentioned in the first paragraph or under the Metropolitan Boulevard Act, should have been apportioned among certain municipalities only, shall be so apportioned by the Community among such municipalities only.

Appor-
tionment
of certain
expenses.

Corpora-
tion
dissoute.

363. La Corporation de Montréal Métropolitain créée par le chapitre 52 des lois de 1958/1959 est dissoute et le mandat de ses membres prend fin à compter de la date fixée à cet effet par arrêté en conseil dont un avis doit être publié dans la *Gazette officielle du Québec*; les fonctionnaires et employés de La Corporation de Montréal Métropolitain deviennent fonctionnaires et employés de la Communauté et leurs traitements et bénéfices sociaux ne peuvent être diminués.

363. The Montreal Metropolitan Corporation established by chapter 52 of the statutes of 1958/1959 is dissolved and the term of office of its members shall expire from the date fixed for such purpose by order in council, notice whereof shall be published in the *Québec Official Gazette*; the officers and employees of The Montreal Metropolitan Corporation shall become officers and employees of the Community and their salaries and social benefits shall not be decreased.

Dissolu-
tion of
Corpora-
tion.

Transfert
d'actifs.

364. Sans préjudice aux droits des tiers, la Communauté devient, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, propriétaire des actifs de La Corporation de Montréal Métropolitain et le registraire de la division d'enregistrement de Montréal est tenu d'enregistrer contre ceux de ces actifs qui sont des immeubles ou des droits immobiliers, à la demande

364. Without affecting the rights of third parties, the Community, from the coming into force of this act, shall become owner of the assets of The Montreal Metropolitan Corporation, and the registrar of the registration division of Montreal, upon the application of the Community, shall be bound to register, against those of such assets as are im-

Transfer
of assets.

de la Communauté, une déclaration comportant le texte du présent article ainsi qu'une description de l'immeuble ou du droit immobilier et énonçant le transfert de propriété par l'effet du présent article.

moveables or immovable rights, a declaration containing the text of this section and a description of the immovable or immovable right and stating that the property is transferred by the effect of this section.

Droits,
etc.,
sauve-
gardés.

365. Rien dans la présente loi ne doit être interprété comme portant atteinte aux droits et garanties des créanciers de La Corporation de Montréal Métropolitain.

365. Nothing in this act shall be construed as affecting the rights and guarantees of the creditors of The Montreal Metropolitan Corporation. Creditors' rights, etc., safeguarded.

Nomina-
tion de
certains
membres.

366. Les membres du comité exécutif représentant les secteurs autres que le secteur « Ville de Montréal » doivent être désignés dans les trente jours de l'entrée en vigueur de la présente loi.

366. The members of the executive committee representing the sectors other than the "City of Montreal" sector shall be appointed within thirty days of the coming into force of this act. Appointment of certain members.

Date
de la
première
assemblée.

367. La première assemblée du Conseil à laquelle doivent être élus le président et le vice-président du comité exécutif et le président et le vice-président du Conseil est tenue dans les quarante-cinq jours de l'entrée en vigueur de la présente loi; cette assemblée est présidée par le ministre ou son représentant.

367. The first meeting of the Council, at which the chairman and the vice-chairman of the executive committee and the chairman and the vice-chairman of the Council shall be elected, shall be held within forty-five days of the coming into force of this act; such meeting shall be presided over by the Minister or his representative. Date of first meeting of council.

Secrétaire
tempo-
raire.

Dès l'entrée en vigueur de la présente loi, le ministre désigne une personne qui agit comme secrétaire de la Communauté jusqu'à la nomination d'un secrétaire par celle-ci.

Upon the coming into force of this act, the Minister shall appoint a person to act as secretary of the Community until the Community appoints a secretary. Temporary secretary.

Budget.

368. Pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 1970, le comité exécutif doit dresser et déposer chez le secrétaire de la Communauté au plus tard le 1^{er} avril 1970 le budget de cet exercice financier; pour le surplus, les articles 246, 247, 248 et 352 s'appliquent en modifiant les dates en conséquence.

368. For the fiscal year ending on the 31st of December 1970, the executive committee shall prepare and deposit with the Secretary of the Community not later than on the 1st of April 1970, the budget for such fiscal year; for the surplus, sections 246, 247, 248 and 352 shall apply, the dates being changed accordingly. Budget.

Nomina-
tions de
commis-
saires.

369. La Communauté doit, dans les quatre-vingt-dix jours de l'entrée en vigueur de la présente loi, désigner les commissaires de la Commission de transport autres que le président-directeur général.

369. Within ninety days of the coming into force of this act, the Community shall appoint the commissioners of the Transit Commission other than the chairman and general manager. Appointment of commissioners.

Applica-
tion de
la loi.

370. Le ministre est chargé de l'application de la présente loi.

370. The Minister shall be entrusted with the carrying out of this act. Carrying out of act.

TITRE IV

SUBSIDES

371. Le ministre est autorisé à verser à la Communauté, à titre de subvention d'établissement, pour chacun des exercices financiers 1970 et 1971 de celle-ci, une somme égale à \$1.00 par habitant du territoire de la Communauté.

Le ministre est également autorisé à verser à la Communauté, à titre de subvention d'opération, pour chacun des exercices financiers 1970, 1971 et 1972 de celle-ci, une somme égale à \$3.00 par habitant du territoire de la Communauté.

Ces subventions sont payables en versements semi-annuels à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

La subvention prévue par le second alinéa du présent article doit être appliquée en entier en réduction des dépenses assumées ou encourues par la Communauté dans l'exercice de sa compétence en matière de services policiers et de services de santé.

Le montant de ces subventions doit être déduit des dépenses de la Communauté avant la répartition de celles-ci entre les municipalités.

372. Pour les fins de la présente loi la population du territoire de la Communauté consiste en la somme des populations des municipalités indiquées au dernier dénombrement reconnu valide par le lieutenant-gouverneur en conseil selon les dispositions de la Loi des cités et villes et du Code municipal.

373. Ces subventions sont prises à même le fonds consolidé du revenu.

374. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1970.

TITLE IV

SUBSIDIES

371. The Minister may pay to the Community as a foundation grant for each of its fiscal years 1970 and 1971, an amount equal to \$1.00 for each inhabitant of the territory of the Community.

The Minister may also pay to the Community, as a grant for its operations for each of its fiscal years 1970, 1971 and 1972, an amount equal to \$3.00 for each inhabitant of the territory of the Community.

Such grants shall be payable in semi-annual instalments from the coming into force of this act.

The grant contemplated by the second paragraph of this section shall be applied in whole in reduction of the expenses assumed or incurred by the Commission in the exercise of its competence as regards police and health services.

The amount of such grants shall be deducted from the expenses of the Community before the apportionment of such expenses among the municipalities.

372. For the purposes of this act, the population of the territory of the Community shall consist of the total of the populations of the municipalities indicated in the last census recognized as valid by the Lieutenant-Governor in Council under the Cities and Towns Act and the Municipal Code.

373. Such grants shall be paid out of the consolidated revenue fund.

374. This act shall come into force on the 1st of January 1970.

ANNEXE « A »

Territoire de la Communauté

Secteur de Montréal: Ville de Montréal.

Secteur est: Ville d'Anjou; Ville de Montréal-Est; Cité de Montréal-Nord; Cité de Pointe-aux-Trembles; Cité de Saint-Léonard.

Secteur centre-ouest: Cité de Dorval, y compris la Ville de l'Île Dorval; Cité de Lachine; Ville de Saint-Laurent.

Secteur ouest: Ville de Baie d'Urfé; Cité de Beaconsfield; Ville Dollard-des-Ormeaux; Ville de Kirkland; Cité de Pierrefonds; Ville de Pointe-Claire; Ville de Roxboro; Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue; Ville de Sainte-Geneviève; Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard; Ville de Senneville.

Secteur centre: Cité de Côte-Saint-Luc; Ville de Hampstead; Cité de LaSalle; Ville de Mont-Royal; Ville de Montréal-Ouest; Cité d'Outremont; Ville Saint-Pierre; Cité de Verdun; Cité de Westmount.

ANNEXE « B »

Territoire de la Commission de transport

Ville d'Anjou; Ville de Baie d'Urfé; Cité de Beaconsfield; Cité de Côte-Saint-Luc; Ville de Dollard-des-Ormeaux; Cité de Dorval; Ville de Hampstead; Ville de Kirkland; Cité de Lachine; Cité de LaSalle; Ville de Longueuil; Ville de Montréal; Ville de Montréal-Est; Ville de Montréal-Ouest; Ville de Montréal-Nord; Ville de Mont-Royal; Cité d'Outremont; Cité de Pierrefonds; Cité de Pointe-aux-Trembles; Cité de Pointe-Claire; Ville de Roxboro; Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue; Ville de Sainte-Geneviève; Ville de Saint-Laurent; Cité de Saint-Léonard; Ville Saint-Pierre; Paroisse de Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard; Ville de Senneville; Cité de Verdun; Cité de Westmount.

SCHEDULE "A"

Territory of Community

Montreal Sector: City of Montreal.

East Sector: Town of Anjou; Town of Montreal East; City of Montreal North; City of Pointe-aux-Trembles; City of Saint-Léonard.

Centre-West Sector: City of Dorval, including the Town of Dorval Island; City of Lachine; Town of Saint-Laurent.

West Sector: Town of Baie d'Urfé; City of Beaconsfield; Town of Dollard-des-Ormeaux; Town of Kirkland; City of Pierrefonds; City of Pointe-Claire; Town of Roxboro; Town of Sainte-Anne-de-Bellevue; Town of Sainte-Geneviève; Parish of Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard; Town of Senneville.

Centre Sector: City of Côte-Saint-Luc; Town of Hampstead; City of LaSalle; Town of Mount-Royal; Town of Montreal West; City of Outremont; Town of Saint-Pierre; City of Verdun; City of Westmount.

SCHEDULE "B"

Territory of the Transit Commission

Town of Anjou; Town of Baie d'Urfé; City of Beaconsfield; City of Côte-Saint-Luc; Town of Dollard-des-Ormeaux; City of Dorval; Town of Hampstead; Town of Kirkland; City of Lachine; City of LaSalle; City of Longueuil; City of Montreal; Town of Montreal-East; Town of Montreal-West; Town of Montreal-North; Town of Mount-Royal; City of Outremont; City of Pierrefonds; City of Pointe-aux-Trembles; City of Pointe-Claire; Town of Roxboro; Town of Sainte-Anne-de-Bellevue; Town of Sainte-Geneviève; Town of Saint-Laurent; City of Saint-Léonard; Town of Saint-Pierre; Parish of Saint-Raphaël-de-l'Île-Bizard; Town of Senneville; City of Verdun; City of Westmount.